

Journal
belge
mondial!

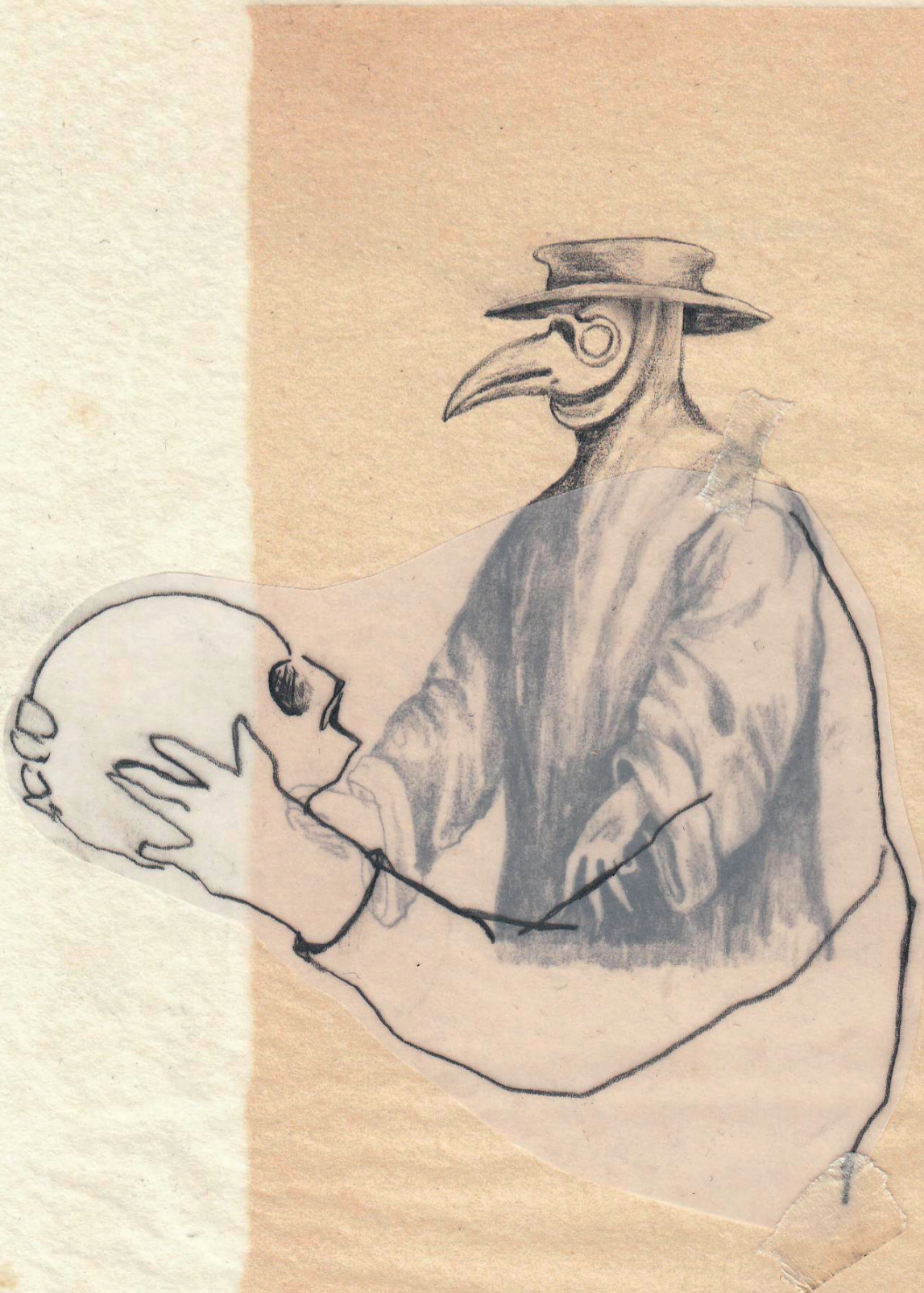
Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

Le Covid-19 va-t-il tuer... le capitalisme ?

Pages 1 et 10 à 16



**Éoliennes, nucléaire,
les mêmes atrocités**

Hervé Krief • Page 18

**Révolutions technologiques :
et si l'échec était la norme ?**

Paul Lannoye • Page 19

**Le crime du choléra
en Haïti**

Robin Delobel • Page 21

**Le débat ? OUI !
(Mais pas avec des
contradicteurs)**

Daniel Zink • Page 22

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Sara Gréselle

SOMMAIRE

Le courrier des lecteurs

Page 3

La technique et nous

Sarah Dubernet / Pages 4-5

« Plus de liens... ». Oui, mais lesquels ?

Alain Adriaens / Pages 6-7

Panne de transmission

Bernard Legros / Pages 8-9

Dossier

Le Covid-19 va-t-il tuer... le système ?

Pages 1 et 10-16

Le Covid-19 et son (im)monde

Alexandre Penasse / Pages 1 et 10 à 14

La diagonale du Covid-19

Jean-Guy Divers / Page 15

Le Covid-19 valait bien un carnaval

Max Lower / Page 16

Visite aux « Assises de l'attention », Paris, 1^{er} février 2020

Robin Delobel et Bernard Legros / Page 17

Éoliennes, nucléaire, les mêmes atrocités. Réenchantons la vie sans électricité

Hervé Krief / Page 18

Révolutions technologiques : et si l'échec était la norme ?

Paul Lannoye / Page 19

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 20

Le crime du choléra en Haïti

Robin Delobel / Page 21

Le débat ? OUI ! (Mais pas avec des contradicteurs)

Daniel Zink / Page 22

Lu / Vu / Entendu

Pages 22 / 23

Clap de fin

Jean-Pierre L. Collignon / Page 24

DOSSIER / LE COVID-19 VA-T-IL TUER... LE CAPITALISME ?



LE COVID-19 ET SON (IM)MONDE

Si la situation actuelle devait nous enseigner une vérité, c'est sans doute celle que c'est à la mesure d'une modification obligée de nos « habitudes » que nous pouvons prendre le temps de nous arrêter et de penser. Mais a-t-on vraiment modifié toutes nos habitudes, sachant que celle qui consiste à s'informer, par le biais des mêmes médias qu'avant, a crû davantage ? Il est donc également probable que des chocs comme celui que nous vivons, puissent avoir l'effet inverse.

Le coronavirus n'est-il pas une forme d'apothéose de tout ce qu'il se passe depuis longtemps, qui s'inscrit cyniquement et « normalement » dans les productions d'une société qui a fait primer l'*hybris* (la démesure) sur le bien commun. Selon d'où l'on se situe, on pourra donc dire que rien ne va dans notre société, mais d'un autre point de vue, que tout fonctionne très bien. Dans le premier cas, on nommera les écarts indécentes entre riches et pauvres qui se creusent irrémédiablement, les catastrophes naturelles qui augmentent de par leur nombre et leur ampleur, la disparition de la flore, la dramatique sujétion de la vie humaine aux algorithmes et aux écrans, la sixième crise d'extinction des espèces, etc. Dans le second, on constatera que les multinationales n'ont jamais été aussi puissantes, les médias concentrés aux mains des élites financières et autres grosses fortunes, que les dividendes pleuvent sur des riches de plus en plus riches, que la destruction est créative de richesses, concentrées, avant tout. Et que malgré tout cela, nombreux croient encore en la théorie du ruisselement.

De cette situation, ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change tireront profit. La réussite de leurs affaires dépendra de la réaction de la classe moyenne prise en étau entre les « premiers de cordée » et ce qu'il reste des classes populaires. Quel en sera l'épilogue, nous n'en savons rien. Mais l'apathie générale et l'ambivalence d'une petite bourgeoisie qui se contente de ce qu'on lui propose, troquant toute velléité de révolte contre un *city-trip* ou le dernier gadget *made-in-Foxconn*, ne présage rien de bon. Pessimiste vous direz ? Il est trop tard pour penser en ces termes, établissant seulement que tout n'a mené à rien ; que les exigences étaient trop pauvres ; que l'espoir était trop présent et opportun. À l'heure qu'il est, on fait fi de l'espoir, pré-texte à ne rien faire. On agit.

Il est donc utile ici de procéder à une forme de synthèse, qui fera grincer les thuriféraires de « l'appel aux gouvernants », qui ne gouvernent plus rien du bien commun depuis des décennies, mais se contentent juste d'assurer leur plan de carrière, et donc de façon sub-séquent et logique, de garantir la pérennité du capitalisme, dont la fin n'est qu'une accumulation, qui ne peut prendre fin, si nous y participons, que sur la dévastation de la Terre qui nous accueille.

Les propos raviront toutefois ceux qui luttent bien seuls depuis longtemps pour faire entendre autre chose que les psaumes de l'église de la croissance, relayés par leurs diocèses médiatiques. Ces derniers ont tous les âges, mais la tendance à considérer les pensées hétérodoxes comme désuètes leur accole fréquemment l'épithète de « vieux ». Certes, il peut y avoir quelque chose de valorisant à se voir qualifier de la sorte par des fidèles qui assurent la fin de l'humanité par leurs certitudes quotidiennes.

Il faudra donc débiter par la fin qui éclaire le commencement : si Coronavirus il y a et si réactions médiatisées de ce type se font jour, elles ne sont que l'aboutissement de ce que nous sommes, de ce que nous avons fait, et de où nous en sommes. Rien de plus, et c'est même assez simple en fin de compte. Les élites occidentales ont toujours pu compter sur une classe moyenne qui ne voulait en rien perdre de ses prérogatives. Celle-ci a donc toujours fulminé de manière affectée, laissant l'illusion de la confrontation tout en assurant en *off* sa propre perpétuation. Les syndicats, l'aide au développement, les ONG et associations diverses, les Parlements, ne sont que les reliquats d'une lutte qui a perdu de sa radicalité, devenus même indispensables tant ils servaient de faire-valoir au système dominant. Il fallait feindre l'opposition, en ne s'opposant toutefois plus aucunement aux fondements du système qui leur permettait même d'exister. Les autres, révoltés, avaient prouvé, dans les zones qui constituaient nos réservoirs de matières premières et de mains-d'œuvre, que la réelle opposition n'avait qu'une seule issue : létale. Biko, Allende, Sankara, Lumumba..., en sont le témoignage. Pendant ce temps, la généralisation du vote illusionnait le peuple qu'il participait du collectif, surtout dupe de ce tour de prestidigitation qui avait fait accepter cet oxymore d'une « démocratie participative », parce qu'il pouvait désormais jouir des fruits de la consommation marchande.

Soit, les révolutions abouties n'ont toujours été que bourgeoises. Pourquoi en changerait-il ? Nous débiterons par là, en commençant par un préliminaire toutefois, qui tentera de montrer que quelle qu'ait été la volonté d'aboutir à la crise *coronovarienne* présente, l'intention importe au fond peu, et c'est peut-être cela le pire : l'orgueilleux est ce qui nous organise depuis longtemps, peu importe qu'il soit voulu ou non, il fait partie intrinsèque d'un mode d'organisation sociale, il en est donc sa création, toujours sa forme aboutie. L'occasion fait le larron, et tout choc fait stratégie. Le seul problème présent est que la conflagration touche ceux qui, habituellement, sont à l'abri. Avant, hier, il ne nous gênait pas trop de consommer les objets et les vêtements montés et cousus par des esclaves asiatiques, ou d'envoyer nos restes électroniques en Afrique. On le savait, l'important n'était et n'est toujours pas l'information, mais la volonté d'être libre, qui implique celle de penser. Elle se meurt, et la génération « smartphone » en signe peut-être la fin.

La suite sera une tentative d'explication non-exhaustive de ce fait pérenne que, toujours et encore, rien ne change vraiment, donc que tout s'aggrave, et que se perpétue sans fin, et c'est là sa pure logique, le « changement dans la continuité ». Nous nous arrêterons sur cette pratique à l'innocuité estampillée pour l'ordre en place, que sont ces applaudissements quotidiens pour le corps médical. Cela nous offrira une transition idéale, nous permettant de questionner la médecine bureaucratique que ne peut interroger un simple claquement de mains, fourre-tout bruyant bien sympathique - « positif » dans la novlangue. Donc inoffensif.

Il faudra terminer en rappelant que le neuf n'a rien de nouveau et que l'inédit ne se pare de ces habits que pour nous faire oublier qui nous sommes et pourquoi nous y sommes. Aujourd'hui, « nous sommes tous Covid-19 ». Saurons-nous en tirer les conclusions, ou, comme le disait le lucide Jaime Semprun, s'évertuer encore et toujours à « ne pas conclure » ?

→ suite page 10

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte : 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décenteJournal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pubPériodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre + un n° spécial à
parution aléatoire / ISSN : 2294-0820Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLESTirage : ce numéro a été
tiré à 2.500 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Relecteurs

Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion : Guillaume D.

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.beNotre publication bénéficie de l'aide à la
presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Paul Lannoye, Ber-
nard Legros (B.L.), Jean-Pierre Léon Collignon,
Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel, David
Tong (D.T.)

Ont contribué à ce numéro

Martin Collette, Daniel Zink, Hervé Krief, Max
Lower

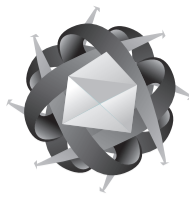
Stagiaire

Pauline De Wael

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera
jamais tomber!

Illustrations

Sara Gréselle, Marina Philippart, Julie
Dall'Arche, Maud Romera Tomad, Gabrielle
Lacombe, Eliot Duran, Laura Kientzler, Anir
Amsky, Titom, Cécile Mirande-Broucas, Olivier
Spinewine, Antoine Demant, Arnaud Lorne,
Théodora Jacobs



UN DÉTACHEMENT SALUTAIRE

« Cher Camarade,

Je salue toute votre équipe très amicalement (et spécialement J.P.L. Collignon, ami depuis 50 ans, qui a beaucoup contribué à m'amener « à gauche », ... venant de loin!). À mes yeux, votre journal est un très courageux outil de « salubrité publique » et aussi d'« éveil » pour quelques personnes aptes à s'éveiller (trop rares, je le crains). Votre éditorial du n° 42 est excellent – remarquable synthèse. Je joins en annexe copie d'une de mes dernières interventions politiques : une lettre à J.L. Mélenchon en 2017 (lettre restée sans suite) à propos du mot « emploi » - je vous ajoute une note sur l'affreuse expression « pouvoir d'achat » et un sur le « numérique ». (N.B. Je n'ai ni ordinateur, ni email, ni smartphone). Vous pourrez utiliser mes idées, mais sans me citer, car je suis maintenant, à 80 ans, retiré du monde, fatigué et avide de repos et de paix. Quand on est proche de la mort, il est sage de « se détacher » de ce « bas monde », de la société humaine, et même du monde biologique. Ce détachement devient plus facile quand on atteint, grâce à la baisse d'énergie « agitante » et « robotisante », une lucidité plus forte sur la bêtise et la violence de l'espèce humaine et sur les automatismes robotisants de tout le monde biologique dans son jeu statistique cruel et plein de souffrances. Se détacher d'une « Diablerie », perçue enfin clairement, devient facile et « juste ». Mais je conserve une amitié et fraternité pour mes congénères qui ont encore l'espoir d'être utiles et l'énergie de militer dans un sens de lucidité, de sagesse, de justice, de solidarité, de paix, etc. Je vais vous faire un don de 200 € que j'aimerais voir attribué à l'envoi de copies de la page 2 du n° 42 (avec votre éditorial + vos coordonnées) (Pas tout le journal car trop long à lire) à quelques « personnalités » influentes de milieux divers, avec Note : « Offert, pour information et réflexion ». Très amicalement. P.S. : copie à J.P.L. Collignon de la présente lettre. »

Marcel, Thenac, France.

L'EXTINCTION TECHNOLOGIQUE DE LA PENSÉE

Cher Monsieur,

[...] Je suis atteinte du syndrome des micro-ondes pulsées. [...] les micro-ondes pénètrent dans tout le corps, déstabilisent, désorganisent, détruisent les cellules avec des conséquences plus ou moins graves sur la santé. Je fulmine aussi contre les médecins qui en sont encore à revendiquer le principe de précaution ! [...] Qu'espèrent-ils donc, les médecins ? Que les opérateurs et les « autorités » renoncent à leur déni de réalité et ainsi perdre leur source de revenus ? [...] J'habite un petit village où l'antenne 3G vient d'être remplacée par la 4G. Les effets délétères nouveaux n'ont pas tardé à se faire sentir : cauchemars, sommeil diminué et non réparateur, douleurs à la nuque, dérèglement de la glycémie accentuée. [...] J'ajouterais que les effets se sont aussi manifestés chez mon chat, très rapidement : il ne joue plus, il ne court plus, il a des troubles digestifs, je ne le reconnais plus. [...] Quant à la 5G, je n'ose y penser. Il ne faut surtout pas entrer dans le jeu des officiels qui proposeraient des nouvelles études. J'ignore ce qui a été fait pour la 5G, mais pour le reste – le précédent –, tout a été dit, démontré. [...] En d'autres temps, les gens se seraient révoltés, mais ravis sur le smartphone, ils ne pensent plus. Nous sommes à un tournant de l'histoire.

J'attends votre journal avec impatience. Avec mes meilleures salutations,

Michelle P., France

Monsieur,

Je ne manque pas d'acheter *Kairos* quand, de passage à la galerie de la Reine à Bruxelles, je m'attarde à la librairie Tropisme. J'apprécie votre approche non conformiste de la société et peut-être que l'article que je vous adresse ci-joint retiendra votre attention. Il est extrait d'un livre, *Engendrements*, paru tout récemment et traitant de l'émergence dans les processus créatifs (...) Bien cordialement,

Jean-Pierre, Montmorillon, France

Comme j'effectue le renouvellement de mon abonnement par virement bancaire, je n'ai pas l'occasion de vous remercier pour la qualité de vos réflexions. Merci de m'aider à comprendre notre monde. Courage !

Colette, Vileurbanne, France

Chers membres de la rédaction de Kairos,

Cela fait trois années que je lis votre journal assidûment. Cette lecture est souvent passionnante, enrichissante et surtout réconfortante car il est bon, de nos jours, de se sentir accompagné dans une critique radicale de la société industrielle de consommation de masse. Je comprends fort bien que les analyses et les réflexions que vous publiez puissent diverger et il est sain, au sein d'une rédaction, que des opinions nuancées s'expriment. Néanmoins, je dois vous confesser, et c'est l'objet de cette missive, que le dernier numéro, le 42,

m'a vraiment étonné. Pour le dire plus précisément, il a provoqué courroux et irritation, énervement et déception, au fur et à mesure que je tournais les pages. Pour moi, votre blason résume assez bien ce qui porte votre journal : Antiproductivisme, soit une opposition nette à la société industrielle basée sur une production sans rapport avec notre condition humaine et qui ravage et détruit tout sur son passage ; Une éloge de la décence ordinaire, chère à George Orwell, qui trace un horizon à dimension humaine débarrassée des aliénations au système technicien. Cependant, certains textes m'ont paru aller à l'encontre de cette ligne éditoriale, à laquelle je souscris, et développer des thèses extrêmement soumises à la pensée libérale qui régit, hélas, notre pauvre temps numérique.

Le premier d'entre eux, «travailler 5 jours...» ressemble à une ode, à deux voix, au capitalisme d'État. Une soumission aux chiffres, aux pourcentages et aux statistiques à en perdre la raison, le chapô à lui seul nous submerge, constitue l'ostinato de cette opérette (la productivité du travail y est honorée, ce qui est un comble pour ce journal!). Une allégeance au travail salarié, pilier du capitalisme industriel, sans jamais évoquer le sens de celui-ci, complète cette partition bien désolante. La coda s'enlise et propose pour «sauver notre pauvre monde» une solution «révolutionnaire» : réduire la durée légale du travail. La société libérale numérisée peut dormir sur ses deux oreilles, ce chant ne l'empêchera pas de poursuivre à vitesse accélérée sur sa lancée actuelle. Le second d'entre eux, sur la météorologie, atteint des sommets. N'y a-t-il pas quelqu'un prêt à se dévouer pour expliquer à l'auteur que son engouement pour le «résultat d'efforts scientifiques et techniques sur plusieurs générations «n'est possible qu'en raison d'une politique coloniale (et post-coloniale) qui a détruit, assassiné, asservi et spolié des millions d'individus à travers la planète tout en aliénant les populations occidentales ? Doit-on lui offrir les trois livres de Jacques Ellul pour qu'il réalise que l'Union européenne, qu'il critique vivement, est précisément l'émanation d'un système technicien industriel nourri à l'innovation technoscientifique ? Et que dire des milliards investis dans des satellites, dont il vante les mérites, plut qu'à améliorer le sort des damnés de la Terre ? Et enfin serait-il possible de lui signifier qu'une «prévision météorologique en temps réel sur un smartphone» est synonyme, est destruction de l'âme humaine, de la notion d'espace et celle de temps long indissociable de celui de la Nature ? (...) Puis arrive la pseudo-critique de Deliveroo. C'est consternant de trouver dans le même texte, d'une part «notre vision antiproductiviste et d'autre part, l'ubérisation permet de "cultiver la condition physique", "d'expérimenter le respect d'une mission, le sens de l'entreprenariat" et surtout, c'est le comble, "expérimenter le boulot ingrat pour renforcer les vertus cardinales de la vie en société"». On croit rêver, nous ne sommes pas loin du «travail, famille, patrie» du Maréchal Pétain (...) Je ne souhaite pas m'attarder sur «Fils de pub». Je me permettrais juste de souligner le côté extravagant d'une critique de la publicité qui cite à plusieurs reprises les «réseaux sociaux» en référence, lorsque l'on sait que ces dits «réseaux sociaux» n'existent que par et pour la publicité.

Nous arrivons à la cerise sur la gâteau, à savoir la recension du livre *Critiques de l'école numérique*. Son auteur semble trouver quelques vertus au numérique et regrette que «des personnes favorables au numérique» n'aient pu s'exprimer dans cet ouvrage. Mais dans quel pays vit-il ? Le rouleau compresseur de la propagande du numérique ne lui paraît pas assez omniprésent, envahissant ? (...) Il écrit, par ailleurs, sa préférence pour «l'exposé clair et scientifique de la logopède Carole Vanhoutte». C'est fort regrettable tant la contribution de cette dernière est une éloge de la société industrielle et de la science au service des petits privilèges des blancs occidentaux vautés dans le confort moderne (...) Je ne sais plus si je tiens en mains le journal Kairos ou «l'Obs» hebdomadaire garant de la bien-pensance de gauche aliénée au capitalisme industriel et au progrès technoscientifique ?!

Chers membres de la rédaction, j'espère que cette longue lettre ne vous offusquera point mais vous aidera à garder le cap. C'est le respect et l'affection que je porte à votre journal qui ont seuls guidé ma plume. Bien à vous,

Hervé Krief, Basville, France

QUESTIONS SUR LA GPA

Bonjour Alexandre,

J'ai apprécié le dossier de Kairos intitulé « Est-il interdit de penser ? » où vous me semblez toutefois moins vous engager que votre confrère *La Décroissance*, ainsi pour la GPA. Quelques compléments à propos de celle-ci. À ma connaissance, le *cdH* la condamne et Ecolo-Groen n'a pas pris position. Toutefois Petra De Sutter, sénatrice Groen, a une longue pratique de la GPA à l'Akademisch Ziekenhuis de Gand. Elle a été aussi l'auteur en 2016 d'un rapport présenté devant L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, allant dans le sens d'une libéralisation de la GPA, rapport repoussé de justesse. Supposons un couple d'hommes voulant satisfaire son désir d'enfant. Cela met en jeu via la GPA, quatre personnes au moins : le couple d'hommes, la mère porteuse et la donneuse d'ovocytes (la déontologie interdit l'usage de ceux de la mère porteuse). Comment l'enfant va-t-il intégrer ça ?

Je me rappelle un court métrage de fiction, c'était au *Brussel short film festival* à Flagey je crois, où un couple d'hommes homosexuels avaient eu recours à la GPA pour satisfaire son désir d'enfant. Quelque temps après, le couple se déchire et se sépare (ce sont des choses qui arrivent) et leur fille se met à la recherche de sa mère porteuse qui rechigne à la voir. Vous imaginez le bazar ?

Particulièrement malhonnête est l'équivalence parfois posée par les défenseurs de la GPA avec une démarche d'adoption. Adopter, c'est vouloir remédier, souvent avec beaucoup de difficultés, à une détresse existante. Avoir recours à une mère porteuse c'est, pour satisfaire son désir, créer une détresse potentielle qui n'existait pas.

Félicitations pour votre journal. Longue vie à vos rédacteurs et à vos analyses ! :-)

Xavier Vanandruel, Bruxelles

Bonjour Xavier,

Merci ! *La Décroissance* va surtout un pas plus loin dans la PMA qu'elle refuse pour tout le monde, donc également aux couples hétérosexuels infertiles. Dans la rédaction de Kairos, nous ne nous accordons pas tous sur ce point. Quant à la GPA, nous y sommes foncièrement opposés. La réification de l'enfant comme seul objet du désir d'un être le transforme en marchandise que n'importe qui pourrait se procurer. Il faut en revenir à des évidences: deux hommes ou deux femmes ne peuvent pas avoir d'enfant, et l'éthique engage à respecter d'emblée la volonté de l'enfant à venir de s'inscrire dans une généalogie, ce droit de connaître d'où il s'enracine, repère essentiel pour se construire. Nous ne sommes évidemment pas opposés à l'adoption. Par contre, nous constatons qu'elle a lieu souvent dans un seul sens et qu'il est rare, sinon inexistant, de voir un couple Congolais adopter un enfant belge. Ainsi, l'adoption s'inscrit le plus souvent dans un contexte de classes, où a lieu un transfert du plus pauvre vers le plus riche. Dans une société égalitaire, l'adoption ne ferait plus système mais deviendrait exceptionnelle. Cela n'enlève rien à la générosité de certains parents actuels qui adoptent un enfant et pour lesquels cela se passe très bien, et considèrent le principe de l'adoption comme une pratique «provisoire», en attendant qu'il ne faille plus y avoir recours. Merci de vos encouragements, merci de votre soutien! Cordialement,

Alexandre

DIFFÉRENCE DES SEXES DISCUTABLE ?

Bonjour Alexandre

Je viens de terminer la lecture de votre article *La nature de l'humain*. Comme je crois comprendre en filigrane qu'il a pour objet de contre-argumenter des propos que je ne connais pas, il reste pour moi obscur en partie. Pour d'autres aspects, je préfère ne pas intervenir ne disposant pas de suffisamment d'éléments scientifiques ou techniques. Par contre, difficile de ne pas réagir face à certains propos que je trouve justement mal à propos par rapport au fond. Ainsi que par rapport à pas mal de citations que vous utilisez pour appuyer vos affirmations, notamment celle qui concerne la différence des sexes. C'est un large débat (passionnant), évidemment, qui nécessite de la nuance. Et plutôt que d'affirmer "*La différence des sexes est une réalité qui s'impose à nous...*", peut-être est-il plus intéressant de réfléchir aux causes de cette différence, ce qui permettrait de comprendre pourquoi elle est discutable. Quelle est la part de la biologie (nature), quelle est la part de la culture ? Nous avons chacun nos références, moi je vous renvoie à celle-ci : <https://christinedelphy>. C'est un peu long, mais extrêmement instructif. C'est aussi et surtout très scientifique et donc vachement étayé (un peu plus que les affirmations gratuites de votre choucho Nancy Huston !). Vous y apprendrez par exemple que bien des différences biologiques (hormonales, musculaires, anatomiques...) le sont bien moins qu'affirmées (différentes) ! et que pas mal d'affirmations ne sont que des intox... (..)

Jacqueline, Bruxelles

Bonjour Jacqueline

Cet article n'est que la suite des réflexions que j'ai pu écrire avant, notamment dans le numéro spécial « Illimitations ». Il n'est pas nécessaire de l'avoir lu pour comprendre ce dernier article que j'ai écrit.

Je persiste donc et signe: la différence biologique des sexes est une différence naturelle qui nous est dans 99.99% des cas donnée. Cela n'indiquant en rien que cette différence puisse justifier un traitement inégal, évidemment. Mais je précise cela de long en large dans mon article, je ne vois pas bien pourquoi je dois encore le dire ici.

Par ailleurs, la rhétorique Science VS «affirmations gratuites», relève d'une forme de pensée typique. Ah Progrès, quand tu nous tiens... peu de place pour le bon sens et l'éthique dans la Science avec un grand S.

Enfin, ai-je dit une seule fois que la différence des sexes impliquait une différence complète entre l'homme et la femme? C'est bien au contraire parce qu'ils sont si proches, ne prenons que la physiologie (la plupart de nos organes fonctionnent peu ou prou de la même façon), que cette différence fondamentale est constitutive. Cordialement,

Alexandre Penasse

LA TECHNIQUE ET NOUS

Sarah Dubernet est infirmière de formation initiale.

À l'occasion d'un Master de santé environnementale, elle a débuté des investigations autour du mot «nanotechnologies» qui ont duré plusieurs années et invite ses congénères à s'autoriser à faire de même.

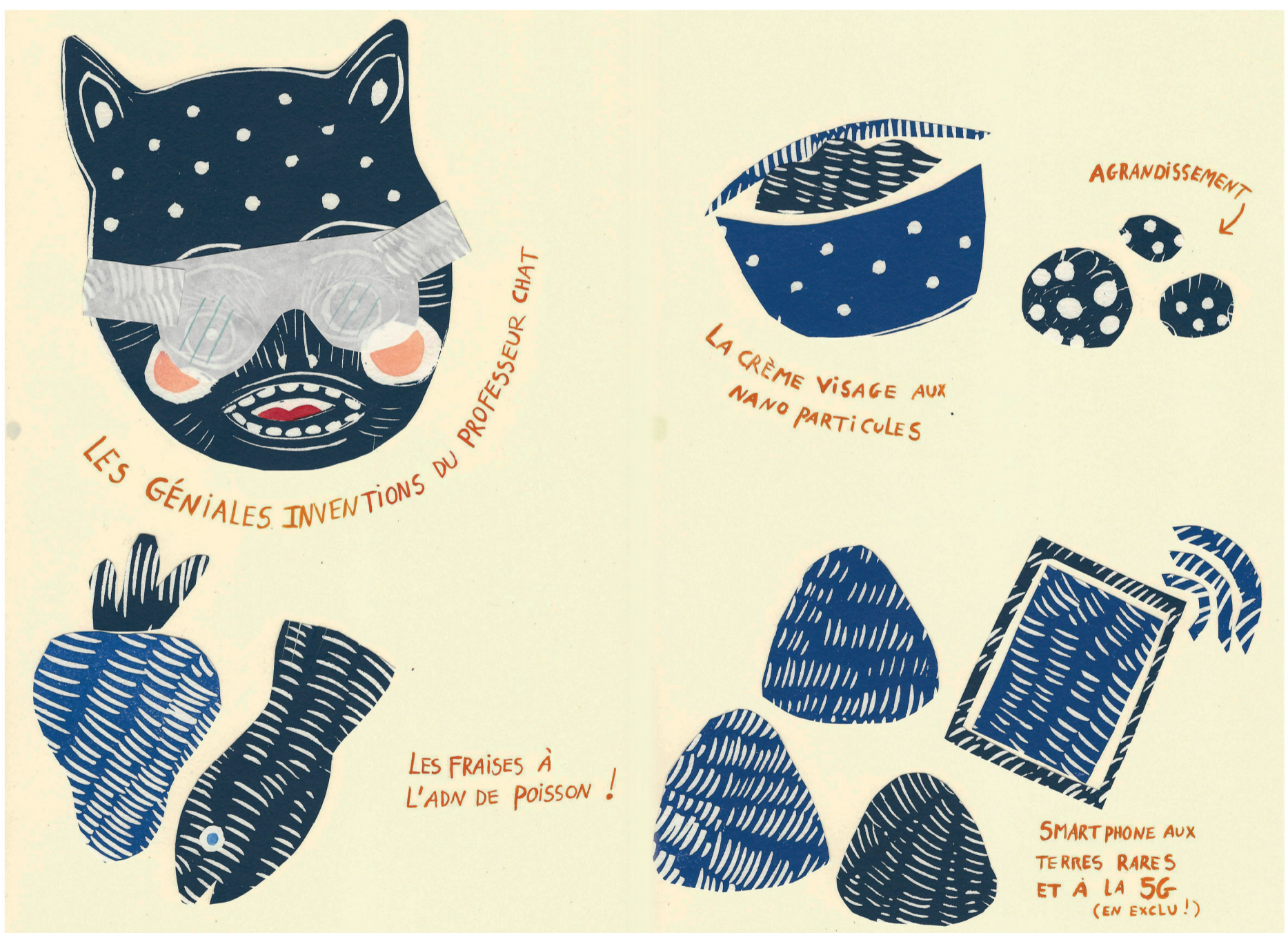


Illustration: Marina Philippart

SCIENCE ET TECHNIQUE

Socrate pensait que chaque être humain détenait des connaissances enfouies et questionnait ses élèves de façon à faire émerger ces connaissances à leur propre conscience, sans volonté de leur inculquer les siennes. Notre système technique, à bien des égards, opère à l'inverse de manière à nous déposséder de nos connaissances, de notre compréhension du monde et de nos capacités à décider de nos vies. La deuxième moitié du XX^e siècle a vu naître la «science» de laboratoire, une «science» coupée du monde qui divulgue ce qu'elle veut de ses découvertes et ne prend pas en compte les connaissances qui foisonnent au-dehors. Isabelle Stengers, philosophe des sciences, évoque ainsi la chimie allemande qui s'est développée à cette époque via la création des gros laboratoires de recherche. Dès lors, les connaissances que pouvaient avoir un certain nombre de professionnels de terrain sur la toxicité des produits chimiques (les tanneurs par exemple) sont évincées des propos officiels de la «science», ne sera retenue que la toxicité avérée en laboratoire... et encore.

La grande arnaque de « l'ère industrielle » est de se présenter comme scientifique alors qu'il est question de déploiement technique et qu'elle s'est accompagnée d'une perte massive de connaissances et savoir-faire ancestraux. Pour la population, la caution scientifique est gage de sérieux, on ne s'autorise pas aisément à remettre en question la parole d'un universitaire. Or, les citoyens qui s'autorisent à se pencher sur les enjeux sociaux de la recherche ne remettent généralement pas en question les théories scientifiques elles-mêmes, mais contestent bel et bien l'impact de cette déferlante technicienne sur nos vies. Et là-dessus, nul n'a valeur d'expert plus qu'un autre.

On peut par exemple prendre position sur les choix économiques qui sont faits aujourd'hui : sur fond de « crise », on investit massivement dans des robots infirmiers, des «gérontotechnologies», des

logiciels qui éduqueraient nos enfants, des juges robots ou autres logiciels de prédiction du crime... A-t-on le droit de refuser un monde où les robots nous éduquent, nous jugent ou nous soignent? A-t-on le droit de vouloir que les investissements se portent plus sur une réorganisation des conditions de vie et une amélioration des liens qui nous unissent, que sur la production et le déploiement d'objets dits «intelligents», «communiquants», «empathiques» ou «conviviaux»?

On peut aussi prendre position sur les orientations de la recherche : à l'heure actuelle, les grandes orientations mondiales, européennes et donc françaises concernent le développement sans freins des NBIC¹. Ces nouvelles technologies et ces nouveaux matériaux se déploient - aux côtés des anciens comme la chimie de synthèse ou le nucléaire - dans tous les domaines de l'industrie, de l'agro-alimentaire à la pharmaceutique en passant par les cosmétiques. Pourtant, nul ne milite pour avoir des pesticides et des OGM dans son assiette et l'on assiste plutôt à une demande croissante d'agriculture biolo-

gique et de médecine moins nocive. Il est certain que si l'on soumettait au vote ces choix de société, ils seraient bien loin de ce qui a été décidé par les dirigeants des 300 plus grands groupes mondiaux et qui s'est mis en œuvre par le biais de nos États.

BON SENS VERSUS « SCIENTIFIQUEMENT PROUVÉ »

Le bon sens n'est pas un argument recevable pour les chercheurs. Cela est tout à fait justifié, la science est censée pouvoir se débattre (ce qui la distingue d'une religion) et pour cela s'argumenter solidement. Cependant, le bon sens permet à beaucoup de gens de se faire une idée pertinente de certains sujets et semble faire cruellement défaut à nos institutions. Nul besoin de lire la moindre étude de toxicité des nanoparticules pour penser qu'introduire partout dans l'alimentation, les médicaments et moult produits avec lesquels nous sommes en contact respiratoire ou cutané, des particules de métaux ou de minéraux de la taille de virus n'est pas bon pour la santé : là, c'est du bon sens. Bien sûr, la lecture des études de toxicité confirme au plus haut point cette hypothèse... Autre exemple : alors que la physique nous dit que notre monde physique est l'émanation de champs d'informations et que chaque atome est associé à une onde, pensez-vous que la projection massive d'ondes de toutes sortes sera sans conséquence sur le vivant ?

Les points communs entre ces deux exemples sont l'investissement dont ils sont les objets doublés d'un discours malhonnête d'ignorance quant à leurs effets. Alors, fiez-vous à votre bon sens, car la production scientifique n'est pas prête de vous apporter les réponses.

VIOLENCE CHAUDE, VIOLENCE FROIDE

Les médias aiment à caricaturer les méchants militants qui attaquent les gentils chercheurs avec beaucoup de violence. Cela n'est pas faux, les militants sont parfois démunis dans l'argumentaire et peuvent réagir selon leurs tripes d'une part parce que ces sujets sont graves et d'autre part, parce que ce n'est pas évident de débattre, tandis que l'exposé en public est un exercice inhérent à la fonction des chercheurs et des politiques. Cependant, je peux témoigner qu'en plusieurs années de débats et d'échanges avec mes contradicteurs, je n'ai jamais eu le moindre contre-argument à ce que j'avançais, mais j'ai eu plusieurs revers agacés de la main ou insultes type «obscurantiste» ou «complotiste» qui mettaient fin à la discussion. La rigueur n'est pas toujours au rendez-vous non plus chez les chercheurs qui sont, rappelons-le, des humains.

De mon côté, j'arrivais au début à rester calme, mais je reconnais aisément qu'à force d'avoir le nez dans les nocivités physiques et culturelles de ces outils, il me devenait de plus en plus pénible d'entendre la rhétorique promotionnelle de l'*high-tech* qui sauve le monde. Les cas les plus difficiles ont été les confrontations avec des experts chimistes ou médecins travaillant pour les industriels, car autant le chercheur passionné qui refuse de voir les aspects négatifs de son travail pourrait me toucher, autant ces derniers sont des politiques et savent très bien manipuler les mots et les concepts. Ce sont eux qui dictent les rapports gouvernementaux sur ces sujets et décident des outils de la recherche et si un jour la justice voulait bien se pencher sur ce type de criminalité, ce serait vers eux qu'il faudrait commencer plus encore que vers les politiques. On parle là d'une violence sourde, froide et autoritaire inconnue de nos prisons remplies d'impulsifs...

N'oublions pas que la colère peut être légitime.

OBJECTIVITÉ, SUBJECTIVITÉ... ET PRISE DE DÉCISION

Une idée très présente dans les rapports gouvernementaux et dans la bouche de nombreux chercheurs en sciences dites dures est que si l'on prend position sur ces sujets, on n'est pas «objectif». Cela sous-entend d'abord que pour ces chercheurs, l'objectivité est une réalité possible, malgré le fait que nous soyons – jusqu'à preuve du contraire – des sujets. L'objectivité est une démarche qui va avec la notion de rigueur et est en effet une composante essentielle de la démarche de recherche. Mais en aucun cas cela ne peut constituer un état d'être dans le genre humain qui par définition est un monde subjectif. Nos consciences à tous sont limitées et les scientifiques ne sont pas dénués d'idées reçues et de déformations professionnelles au même titre que n'importe quel être humain. La différence

c'est que dans leur domaine de recherche, ils sont censés en effet pouvoir argumenter de façon à étayer leurs propos et aborder la controverse. Mais encore une fois, leur domaine de recherche n'est pas la recherche elle-même ni son déploiement dans la société et sur ce point, leur parole ne vaut pas plus que la vôtre.

Mais ce qui est surtout effrayant dans cette façon d'envisager les choses, c'est que cela rend impossible toute prise de position sur les choix de société qui émanent des laboratoires et donc, tout processus démocratique. Si l'on prend position, c'est qu'on n'est pas objectif, si l'on ne prend pas position - et donc que l'on dit «oui» implicitement puisque c'est en cours - on est objectif. Autrement dit, on peut parler pendant des heures du nazisme/transhumanisme d'un point de vue fondamental, avec la froideur analytique du chercheur, mais on n'a pas le droit de refuser ce cap.

Enfin sur ce point, notons un fait important : les scientifiques sont présentés comme plus à même que n'importe qui de discuter des enjeux de la recherche car plus objectifs que les citoyens. Il apparaît exactement l'inverse, puisqu'ils sont directement concernés et peuvent faire preuve de dénis stupéfiants lorsqu'il s'agit de leurs propres recherches, tout comme nombre de soignants qui refusent de voir les effets néfastes de leurs soins. Pourtant, nos instances pétries de conflits d'intérêts n'hésitent pas à brandir le « conflit d'opinion » face aux associations qui tentent d'avoir voix au chapitre, comme si les chercheurs, juges et partis, en étaient dénués.

LÉGITIMITÉ DE L'EXPERTISE

Les films américains aiment à montrer une image de scientifiques ou d'ingénieurs qui savent tout sur tout et tout faire. De même nos pouvoirs publics qui aiment à faire intervenir en débat des personnes non compétentes pour parler d'un sujet. Par exemple, je n'ai jamais entendu de toxicologues évoquer les risques des nanoparticules lors de débats publics, uniquement des physiciens qui, certes connaissent mieux les nanoparticules que les biologistes, mais sont moins aptes à en évoquer les effets sur le vivant et d'ailleurs n'en disent rien. Beaucoup de gens éloignés des milieux de la recherche pensent par exemple que les chimistes connaissent bien la toxicité des produits chimiques, alors que peu d'entre eux sont en réalité formés à cet aspect de la chimie.

De plus, la recherche est très normée et très balisée, autant dans les questions qu'elle pose que dans la façon d'y répondre. J'ai dit plus haut que rares étaient les citoyens qui remettaient en cause les théories scientifiques ou les connaissances en tant que telles. Cela tient en partie du fait que les recherches sont trop techniques, vides de sens et, qui plus est, rédigées en « globish », une sorte d'anglais appauvri. C'est bien dommage, car nous aurions beaucoup à échanger ensemble si le dialogue était possible. L'infirmière en moi s'est ainsi étonnée face à quelques incohérences pourtant évidentes dans les discours attendant à la toxicologie : par exemple, nos instances mettent le paquet sur l'étude de la cancérogénicité des produits chimiques au détriment d'autres types de toxicité, ce qui est bien pratique car c'est l'effet le plus complexe à mettre en évidence, tandis que l'on peut voir rapidement s'il y a des effets inflammatoires, des réactions immunitaires, des lésions sur les organes ou des perturbations hormonales. Or, une inflammation répétée, des lésions organiques, des dérèglements immunitaires ou hormonaux peuvent induire des problématiques diverses... dont le cancer ! Mais si le test spécifique de cancérogénicité (élaboré par les industriels) dit que ce n'est pas cancérogène, alors ça ne l'est pas, même si ledit produit provoque tout un tas d'autres réactions. Pour la petite histoire, même quand un effet toxique est démontré, un consensus mondial veut que les études se terminent systématiquement par la mention suivante : «*Mais il faut plus de tests pour confirmer ce résultat*»...

La question de l'expertise est bien évidemment houleuse et l'on ne peut que regretter, dans bien des domaines de notre société, que les décideurs s'appuient sur des expertises dont ils savent pertinemment qu'elles ne seront pas honnêtes vu leur provenance. Mais n'oublions pas que nous avons tous *a minima* une expertise d'usage de ce monde technicien qui nous est imposé et donc, une capacité à argumenter nos positions par l'exemple, l'expérience. Et ces témoignages, s'ils sont apportés posément, clouent rapidement le bec aux grands discours théoriques !

L'UNIVERSITÉ : LE NOUVEAU VATICAN

L'université n'est pas un lieu où il est aisé de débattre alors que le débat est essentiel dans la construction commune de la connaissance. C'est même ce qui distingue la croyance de la connaissance : l'une appartient à la sphère intime de chacun, l'autre aussi mais elle doit pouvoir s'argumenter à plusieurs. Les chercheurs qui remettent en question les dogmes inculqués sont vite mis sur le banc de la touche comme en témoigne le cas de Christian Vélot, généticien ayant pris la parole contre les OGM auprès du grand public ou encore les médecins qui se sont opposés aux politiques vaccinales et ont été de ce fait radiés du Conseil de l'ordre.

Dans les débats science-société, il est souvent question des croyances irrationnelles des militants. Sur mes sujets de recherche et sans parler de mon propre travail, les travaux les plus construits, argumentés et efficaces pour comprendre et se positionner sur ces sujets, émanent pourtant de productions citoyennes. De la même façon, je me souviens d'un chercheur, considéré comme très solide par ses pairs et qui était un gros fumeur, me soutenir mordicus que le tabac n'avait aucun impact négatif sur la santé !

La démarche de recherche nécessite avant toute chose une capacité à se remettre en question, à remettre en question ses propres *a priori* et ses propres croyances, quitte à en être bousculé voire, complètement chamboulé. Sans vouloir caricaturer les choses, j'ai observé en effet deux postures assez distinctes chez les chercheurs : soit ils se positionnent en tant que «sachants» et alors le dialogue est impossible puisqu'ils savent déjà tout, soit ils se positionnent en chercheurs de la connaissance qu'ils n'ont pas et là, on peut mettre en commun nos regards et travailler ensemble à mieux comprendre le monde. C'est grâce à des chercheurs de cet acabit que j'écris aujourd'hui dans ce journal. Des gens humbles, ouverts et soucieux d'apporter de belles contributions au monde à travers leurs recherches, m'ont un jour demandé de prendre la parole en public, reconnaissant qu'une petite infirmière de rien du tout pouvait avoir des choses à dire sur les politiques de recherche et développement.

La démarche d'ingénierie qui prime désormais sur la démarche de recherche favorise malheureusement bien plus la posture d'arrogance que celle de l'humilité...

Sarah Dubernet



Illustration: Marina Philippart

« PLUS DE LIENS... ». OUI, MAIS LESQUELS ?

C'est un débat aussi vieux que la philosophie : quelle est la part de la nature et de la culture dans la détermination de nos actes ? Plus récent : quelle est la part de l'inné ou de l'acquis dans nos comportements ?

*La polémique s'est souvent conclue par : « Un peu des deux, avec une interaction constante entre les deux... »¹. Aujourd'hui, sous la pression de féminismes de combat, c'est autour de la question du genre – qui serait tout et le sexe rien – que la polémique a été relancée. Sur ce sujet, Kairos a publié quelques articles qui dénonçaient des excès bien utiles aux illusions prométhéennes de certains productivistes. Cela nous a valu de solides inimitiés... Tentant de nous appuyer sur des faits, nous continuons l'exploration des bases psycho-physiologiques des comportements humains, cette fois en partant de l'ouvrage *Sous le signe du lien*² du neuropsychiatre bien connu Boris Cyrulnik.*

Un des slogans favoris des objecteurs de croissance est « Moins de biens, plus de liens ». Il est certain que de passer moins de temps à courir après les richesses matérielles, laisse l'opportunité (*kairos*) de re-nouer des liens humains plus riches. Mais quels types de liens les humains développent-ils – ou pas ?

Boris Cyrulnik est celui qui a donné ses lettres de noblesse au mot « résilience ». Il a introduit le terme³ en psychologie pour désigner la capacité d'un individu à « se remettre » d'un traumatisme psychique. *Sous le signe du lien* est un ouvrage basé sur des observations scientifiques très pointues qui permettent de peindre une histoire naturelle de l'attachement, en commençant dès la vie intra-utérine. Mais Cyrulnik commence par une autocritique d'une démarche qui serait trop scientifique car beaucoup « croient observer le monde, alors qu'ils n'observent que l'impression que le monde leur fait ». Et c'est vrai qu'il est de nombreux exemples où des individus, prétendument rationnels, croient ce qu'ils ont envie de croire plutôt que de se soumettre à des faits qui les dérangent.

Il faut bien avouer que les observations réalisées par Cyrulnik et autres étho-psychanalystes ont de quoi déranger. En observant ce qui se passe dans le monde animal, non pas pour prôner une imitation (rejet de la sociobiologie⁴), mais pour découvrir ce qu'il y a de commun chez les espèces qui ont opté pour la reproduction sexuée (bien plus génératrice de diversité que la parthénogenèse). Ils mettent ainsi en évidence les constantes biologiques qui déterminent aussi les humains. En commentaire de son propre ouvrage, Cyrulnik dira « *Je pense qu'avant de lire ce livre, vous aviez les idées claires. J'espère maintenant qu'elles sont confuses, car il faut douter, croyez-moi !* ».

LA MÈRE ET L'ENFANT

Dans une première partie intitulée « La mère », Cyrulnik étudie la progressive « entrée au monde » de l'enfant ; tout naturellement, celle-ci se fait via la mère, d'abord 9 mois dans son ventre et puis dans ses bras et dans un environnement où elle est fort présente. Des observations montrent ainsi que le fœtus (mot inapproprié car trop « biologique ») est, dès les derniers mois, en communication intense avec sa mère et avec le monde extérieur avec ses sens du toucher, olfactif

et auditif. Cette socialisation d'avant la naissance conduit le neuro-psychanalyste à ironiser sur le concept de mère porteuse (« *Moi qui croyais que toutes les mères étaient porteuses...* ») qui réduit la gestation à une mécanique alors qu'elle est déjà relationnelle. À côté de la location des bras ou des cerveaux (le salariat), de la location des vagins (la prostitution), avec la GPA, on imagine aujourd'hui louer les utérus, niant l'intrication psychologique intense entre une mère et le futur humain qu'elle nourrit en son sein. *Sous le signe du lien* montre que l'on survalorise à tort le seul aspect biologique de la gestation : dès les débuts de la vie, des liens psychologiques sont déjà très présents.

METTRE AU MONDE UN PÈRE

Puisque c'est la mère qui « façonne » l'enfant avant et juste après la naissance, il se fait que c'est elle qui présente à l'enfant celui qui deviendra son père. Cyrulnik préférerait le terme de mari ou mieux encore celui d'« homme d'attachement » car, là, le biologique est absent : c'est en faisant comprendre à son bébé que celui-là est le mâle qu'elle a élu, que la mère « fait naître un père »⁵.

Aux divers stades de développement de l'enfant, les poids respectifs du biologique, du psychologique, du symbolique, du social évoluent et cet équilibre dépend des sociétés dans lesquelles évolue l'enfant. La sociologie montre que « *plus l'environnement social est protecteur, plus le rôle paternel devient secondaire.* » Les qualités requises pour un père évoluent de même (« *...l'intelligence, qui n'était qu'une valeur secondaire, une valeur de femme au XIII^e siècle, est devenue une valeur masculine au XIX^e siècle parce qu'elle donnait accès au pouvoir social* »).

Parfois, ces évolutions induites par la modernité ont des conséquences néfastes sur le plan des comportements : « *Quand il n'y a pas de "père psychique", l'enfant ne peut pas échapper à la toute-puissance de la mère dévorante. Pour trouver un semblant de libération, il cherche un père extra-familial, un substitut paternel. Il trouve alors un chef de bande, un membre politique, un père charismatique, un fondateur de secte. Le manque de père l'a rendu apte à se soumettre... pour échapper à sa mère !* ».

Cyrulnik considère qu'« *il n'y a pas de culture sans rôles sociaux sexués. (...) Ne pas savoir de quel sexe on est, c'est ne pas savoir qui on est. (...) Mais toute identification est une amputation, un renoncement à devenir quelqu'un d'autre, à réaliser une autre possibilité de soi. Les enfants mal identifiés ne connaissent pas ces amputations épanouissantes : être homme ou femme c'est tout pareil, disent-ils, riche ou pauvre, ici ou ailleurs, mort ou vivant...* » Dès 2010, le neuro-psychanalyste développait donc des idées qui ressemblent diablement à celles développées par le journal *La Décroissance* dans le n°161 de juillet 2019, « Contre la grande confusion »⁶.

COMMENT FAIRE COUPLE

Puisque la majorité des enfants sont conçus au sein de couples, l'étude des liens qui s'établissent au sein des couples fait partie des recherches des étho-psychanalystes. Ils constatent que la nature de ces liens dépend en grande partie de ce qui s'est passé dans la prime enfance des partenaires. Un certain Gordon a dit que « *tout se joue avant 6 ans* ». Avec l'observation étho-psychologique, il apparaît que même les relations au sein d'un couple dépendent d'un phénomène qui se déroule dans les premiers mois de la vie. Ce phénomène est celui de « l'empreinte » : les humains partagent avec les vertébrés l'existence d'une période, parfois très courte, parfois plus longue, au cours de laquelle l'être en formation s'attache à la personne qui est proche de lui, qui l'entretient, qui le protège. On connaît cette jolie histoire (qui date de 1935) des oisons qui suivaient Konrad Lorenz plutôt que leur mère l'oie car l'éthologue avait été présent au moment où l'empreinte (ou imprégnation) se fixe lors d'une phase de maturation du cerveau des oies. Ce processus purement neurologique, avec des nombreuses variantes, existe dans le règne des animaux sexués et donc bien chez l'humain.

Ainsi donc, au sein des couples, on sait que les débuts sont sous l'influence hormonale et régis par la passion amoureuse (*éros*) mais la stabilité du couple dépend bien évidemment de l'harmonie sociale et intellectuelle qui unit les partenaires. Il existe aussi un troisième lien, l'attachement⁷, qui est en quelque sorte la répétition de l'empreinte, ce besoin neurologique de lien qui est né lors de la période propice du développement cervical dans les premiers mois. Cet attachement, assez irrésistible, pousse parfois à se comporter d'une manière que l'on juge peu sensée mais qui est inscrite dans

nos circuits neuronaux. Ainsi, cet attachement peut même aller se loger dans la détestation, dans la haine, qui tient ensemble certains couples étonnants. De même, une peur violente, un stress intense semblent rouvrir la possibilité de s'attacher à une personne déterminée. C'est ce qui serait à l'origine du syndrome de Stockholm qui voit des otages « tomber amoureux » de leur bourreau (à condition que celui-ci fasse mine d'être sympa, de les protéger quand même...).

Comme quoi, nos déterminismes, hérités de centaines de millions d'années d'évolution, nous poussent parfois à d'étranges comportements. Cela donne raison à Spinoza pour qui l'Homme n'est qu'un élément de la nature semblable aux autres, soumis aux mêmes lois : « *Nous nous croyons libres parce que nous ignorons les causes qui nous déterminent* ». Mais Spinoza nous dit aussi que la connaissance de ce qui nous détermine permet de moins subir ces contraintes extérieures. L'étho-psychanalyse, qui marie enfin nature et culture, est décidément une aide précieuse à notre partielle libération...

POURQUOI TANT DE NOS CONTEMPORAINS REFUSENT LE SEXE...

Dans le chapitre « Mort au sexe », Cyrulnik montre combien, pour des raisons biogenico-psychologiques, le désir sexuel est tyrannique et source d'angoisse¹. La passion sexuelle rend dépendant et oblige, inconsciemment, à se soumettre au partenaire qui apporte la jouissance tant attendue. Alors, « *...l'extinction amoureuse est souhaitée comme un soulagement...* ». En ces temps où l'individualisme et la recherche d'une illusoire autonomie totale sont exacerbés, cette libération des exigences du sexe est grande. Dans les couples, il est plus aisé de vivre avec un conjoint qu'on n'aime guère (« *L'amour sexe, l'amour passion, c'est ailleurs dans la fièvre, la souffrance, l'exaltation...* » dit une dame analysée par le psy). Heureusement pour la stabilité de nos sociétés hypermodernes, il reste l'attachement, ce sentiment qui naît dans la durée grâce à la proximité. Certes, comme tout bon tranquillisant, l'attachement engourdit les sens mais dans la vie complexe et stressante du XXI^e siècle, la sécurité d'un couple apaisé est parfois une question de survie mentale.

Cyrulnik, qui s'est spécialisé dans l'accompagnement des enfants « sans famille », abandonnés lorsqu'ils étaient tout petits, a constaté que ceux-ci, privés des repères stables et d'organisateur externe qu'apporte une famille, compensaient souvent ce manque en s'auto-centrant, en développant un « narcissisme sans miroir » qui leur permettrait parfois d'avoir une vie plus épanouie que des enfants avec famille. Ces derniers, protégés, mais quelque peu amputés de la liberté qu'autorise l'absence d'une famille et de ses contraintes affectives et sociales, vont plutôt vers des névroses adaptatives, peu favorables à des vies « héroïques ».

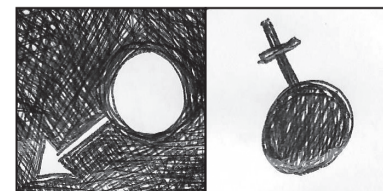
Ce qui étonne ces derniers temps, alors que les enfants abandonnés sont de moins en moins nombreux, est la multiplication de ces profils psychologiques d'adolescents en quête d'identité. L'explication se trouverait dans une instabilité non plus due à l'absence de parents mais à des familles instables, professionnellement, affectivement, géographiquement, qui laissent des jeunes dans une adolescence de plus en plus longue, toujours en recherche de repères sociaux, sexuels, de genre... Cyrulnik rejoint aussi le sociologue Alain Ehrenberg qui a mis en évidence ce phénomène dans *La fatigue d'être soi*².

Alain Adriaens



1. Parfois traduit par la jolie formule : « *L'homme n'est ni ange ni bête et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête.* » (Pascal, *Pensées*).
 2. Boris Cyrulnik, *Sous le signe du lien*, Hachette Pluriel Editions, Poche, 2010.
 3. Il y a 50 ans, la résilience désignait seulement la capacité d'un matériau à résister aux chocs et aux déformations. Les matériaux qui reviennent à leur forme initiale après qu'on ait exercé une force sur eux sont dit résilients car ils ont une certaine plasticité. Cyrulnik a utilisé le mot dans le domaine psy. Dans un deuxième temps, des écologistes (notamment Rob Hopkins, initiateur du mouvement de la transition) l'ont repris pour définir ce qu'une société ou un groupe humain devait développer pour se préparer à se remettre debout après les chocs (jugés inéluctables) du basculement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles, notamment énergétiques.
 4. Sous l'influence de l'entomologiste Edward Wilson qui a surtout retenu de l'évolution darwinienne les aspects de compétition et pas de solidarité, la sociobiologie fut parfois accusée d'inciter à l'eugénisme, au racisme, à l'élitisme...
 5. « *...le père intramaternel devient sensoriel, traduit par la mère. Son odeur, sa voix, ses caresses, sa simple présence et la signification que la mère lui attribue, modifient les communications sensorielles de la mère avec son enfant.* »

6. <http://www.ladecroissance.net/?chemin=journal&numero=161>.
 7. Le psychologue écossais John Bowlby a montré que les enfants en bas âge s'attachent aux adultes qui se montrent sensibles et attentionnés aux interactions sociales avec eux d'une façon stable au moins plusieurs mois durant la période qui va de l'âge de 6 mois environ jusqu'à 2 ans. Vers la fin de cette période, les enfants commencent à utiliser les figures d'attachement (l'entourage familial) comme base de sécurité à partir de laquelle ils vont explorer le monde, et vers qui ils savent qu'ils peuvent retourner.
 8. On a vu dans le paragraphe La fin de la sexualité de notre article « La reproduction humaine technologisée » du *Kairos* n°42, que certains transhumanistes surfent sur ces craintes pour vendre leurs fantasmes technocratiques : cfr Henry Greely, *The End of Sex and the Future of Human Reproduction*.
 9. Alain Ehrenberg, *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Odile Jacobs, août 2000, 414pp.



PANNE DE TRANSMISSION

«...dans la famille contemporaine des pays industrialisés, les compétences, non seulement du père mais des deux parents, deviennent obsolètes de leur vivant, faisant qu'ils n'ont guère d'intérêt à les transmettre à leurs enfants, même si la possibilité leur en était offerte. »¹

Renaud Beauchard, à propos de Christopher Lasch.

La postmodernité marque des ruptures dans plusieurs domaines. Dans *La condition postmoderne* (1979), Jean-François Lyotard n'avait pas attendu la « révolution numérique » pour prendre acte de bouleversements, par comparaison avec la modernité que nous connaissions depuis le XVIII^e siècle. Parmi eux, la disparition des grands récits structurants sur lesquels s'appuyaient les membres des sociétés occidentales pour donner un sens à leur existence individuelle et collective. Exit Dieu, le Roi, la Tradition, le Proletariat, le Communisme. Restaient le Progrès sous la forme abâtardie de la toute-puissance technicienne censée donner une direction au monde, ainsi que le libéralisme, affublé entre-temps du préfixe « néo », qui continue à imposer sa loi d'airain malgré qu'on le dise en crise². Des petits récits s'y sont ajoutés : la croissance économique en vue du bien-être matériel, la mondialisation accouchant de la société multiculturelle, avec en miroir la recherche frénétique de son identité (nationale, régionale, sexuelle, de genre, de consommateur, etc.) et surtout l'individualisme qui a pris un nouveau tournant en Mai 68, dont nous n'avons toujours pas fini de payer les pots cassés et d'en comprendre toutes les conséquences. C'est sur ce dernier que nous allons nous pencher dans cet article, particulièrement sur sa tendance à empêcher les formes de transmission traditionnelles tout en leur en substituant de nouvelles, toujours présentées comme inévitables et bénéfiques, mais que l'on verra avant tout comme problématiques.

À L'ÉCOLE

Ma pratique professionnelle viendra ici en appoint. Né en 1963, j'ai commencé à donner cours dans l'enseignement secondaire en 1988, donc bien avant le raz-de-marée technologique que nous connaissons. L'avant (analogique) et l'après (numérique) sont difficilement comparables. Pour qui n'a pas connu le premier ordre, le second paraîtra naturel, malgré le stress croissant qu'il génère chez les individus. Et inversement, la difficulté d'amener les jeunes générations à un décentrement du regard. « *Les ados, c'est toujours des ados !* », m'a-t-on souvent dit d'un air entendu... Alors, rien de nouveau sous le soleil ? Les adolescents de 2020 seraient-ils identiques à ceux de 1975 ? Certes, il y a toujours bien quelques points communs comme la propension à la rébellion, les fanfaronnades, l'air blasé, la diction hésitante et l'acné, mais ce sont surtout les différences qui frappent (parfois au sens propre !). Alors attachons-nous plutôt à celles-ci.

Dans ma génération, nous considérions généralement que les adultes, et donc les professeurs, possédaient quelque chose d'intéressant pour nous, ne s'acquérant pas en dehors d'une transmission explicite. Nous reconnaissons leur statut social et leur position d'exception. Certains, dont j'étais, s'identifiaient parfois à l'un d'eux, attirés par son expérience de la vie, recherchaient sa compagnie, voire sa complicité. Quand j'avais un contact avec eux, fortuit ou non, en dehors des murs de l'école, je me sentais mûrir, j'en éprouvais de la satisfaction et même de la fierté. Cela ne m'empêchait pas d'apprécier aussi la compagnie de mes camarades. Bref, l'énergie circulait entre les générations et huilait les rapports humains.

Tout cela a changé et, difficulté supplémentaire, nous n'avons pas été informés qu'il y avait une révolution en cours, comme nous le dit Jean-Pierre Lebrun. Les adolescents d'aujourd'hui restent souvent entre pairs³. Ils ne voient plus leurs professeurs comme des exemples à suivre, encore moins comme des mentors. Leurs relations avec eux sont envisagées sous l'angle double et contradictoire de la méfiance et du jeu, sachant qu'un jeu peut être tantôt amusant, tantôt violent, mais toujours aux dépens de son partenaire (forcé, dans notre cas), que l'on doit plutôt considérer comme son *adversaire*. Plus grave encore, il y a la perte d'attention, aux deux sens du terme : être capable de se concentrer et avoir des égards pour les autres (cf. compte-rendu des « Assises de l'attention », p.17). Conséquemment, les apprentissages et les relations humaines en souffrent. Entre des moments de rigolade, les « anciens » élèves pouvaient rester attentifs pendant des laps de temps suffisants pour assimiler des savoirs. Les élèves du XXI^e siècle ont des capacités attentionnelles largement réduites, proches de celle du poisson rouge⁴ : 9 secondes ! À la rentrée 2019, j'ai cliniquement constaté un basculement radical dans les classes du premier degré (12-14 ans). Émettons l'hypothèse que nous avons affaire à la première génération présentant les pleins symptômes, cognitifs et psycho-affectifs⁵, de l'addiction aux écrans : affaiblissement de la mémoire de travail ; disparition du goût du savoir véritable ; hégémonie du présent ou présentisme (« *Le passé ne nous intéresse pas !* ») ; revendication de droits sans contrepartie (les devoirs) ; recherche de l'horizontalité dans les relations (cf. *infra*), soi-disant pour des motifs « démocratiques », cela aboutissant paradoxalement à des comportements irrespectueux, impulsifs ou transgressifs ; non-respect des règles sociales, comme couper constamment la parole ou ne pas attendre son tour, signes d'une maîtrise de soi défaillante⁶ ; athazagoraphobie ou peur d'être oublié par ses pairs ; apathie ou bien plus souvent surexcitation. Du côté des enseignants, tous les *out* sont en vue : *burn*, *brown* ou *bore*, on ne sait dans quel ordre les classer.

Dans son étude sur la cyberdépendance, le docteur Philip Pongy parle d'une « *pathologie du vide* » aux causes diverses : « *consommérisme, immersion médiatique, apologie de l'agir au détriment de la pensée, déliquescence des idéaux et des instances répressives inconscientes en relation avec l'évanescence des repères familiaux, sociétaux et éthiques* ». Il évoque une « *démédicalisation induite par la connexion ayant des conséquences redoutables sur le développement psychique de l'enfant. L'introjection est entravée, les perceptions sont incrustées au détriment des représentations, l'émotion prime sur le sentiment, la mise en acte sur la pensée, l'immédiateté sur l'élaboration* ». Nous sommes donc très loin d'un quelconque « progrès », pourtant implicitement posé par les décideurs politiques qui, en Fédération Wallonie-Bruxelles, poussent à la numérisation de l'École en invoquant le Pacte d'excellence⁹. Un tel déni et une telle irresponsabilité laissent pantois. Alors que la meilleure méthode pour aider une victime d'addiction est de la sevrer, les décideurs rajoutent une dose de temps d'écran aux élèves, au prétexte de l'efficacité dans la communication – ce qui reste à prouver – et de l'adaptation au monde qui vient ; à ces prétextes viendront s'ajouter d'autres en temps voulu, notamment pédagogiques. Tout fera farine au mauvais moulin des GAFAM.

POUR UNE VERTICALITÉ RAISONNABLE

La transmission traditionnelle « verticale » n'a plus la cote, mais « *...vouloir se débarrasser de toute verticalité – impliquant place à donner à autorité, altérité et antériorité – est aujourd'hui la nouvelle version de l'excès* », indique Jean-Pierre Lebrun. À l'opposé, dans ses conférences, le psychologue de la famille Jean-Paul Gaillard invite les enseignants à se mettre à l'heure des relations égalitaires avec les jeunes – qu'il appelle avec déférence et complaisance des « mutants » –, processus irréversible selon lui et de toute manière bienvenu en ce qu'il est porteur d'un monde plus « juste », plus « démocratique », plus « équitable ». Pour la première fois dans l'histoire de l'humanisation, il est demandé aux aînés de s'adapter aux puînés. Durant toute ma carrière professionnelle, un membre de la génération X¹¹ comme moi aura été prié de s'effacer en permanence, d'abord face aux collègues plus âgés quand j'étais un jeune prof dans les années 1980-90, puis face aux jeunes (collègues et élèves) alors que j'arrive en fin de carrière ! Sur ce plan-là, je constate être né à un moment particulièrement frustrant.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) donnent l'impression à leurs utilisateurs d'avoir accès à l'ensemble des savoirs de l'humanité en un clic. Cet « *âge de l'accès* », première étape d'Internet dans les années 1990 et 2000, a maintenant fait place à la gouvernamentalité algorithmique¹². Certes, rétrospectivement et comparativement, on le regretterait. Il n'empêche que, d'une part, il induit en erreur en faisant une équivalence entre information, savoir et connaissance et, d'autre part, il individualise l'appropriation des connaissances, alors que la transmission est un phénomène collectif. Internet apporte des informations, mais seul l'être humain est porteur de sens, idée que les dernières générations ne peuvent ou ne veulent pas comprendre ou admettre.

Ne réduisons pas les savoirs à de l'intellectualité, il y a aussi les savoir-vivre, qui sont moins, mal ou plus du tout transmis aux enfants par les parents, alors qu'ils permettent la construction de la personnalité, de la sociabilité, ainsi que la maîtrise de la vie quotidienne. La conséquence pour les enseignants en est une double et exténuante mission d'éduquer, principalement, et d'instruire, s'il reste un peu de temps et d'attention pour cela. Et encore, pas tous les enseignants : « *Ce qui frappe l'observateur contemporain, c'est un retrait significatif des adultes, parents ou enseignants, de l'acte de transmission au profit de la liberté de choix et de l'expérimentation par soi-même* », observent Blais, Gauchet et Ottavi. Car Mai 68 est passé par là, avec ses lubies pédagogistes¹⁴ et libertaires. La transmission d'expériences et de savoirs est également fragilisée pour plusieurs raisons. D'abord l'accélération sociale et le « temps réel » de la Toile y représentent un obstacle de taille. Ensuite, l'explosion de *fake news* qui aboutit à ce phénomène décrit par Hannah Arendt en son temps : quand le mensonge et la désinformation règnent, la conséquence n'en est pas que les individus croient n'importe quelle sornette, mais qu'ils ne croient plus en rien¹⁵. Enfin, une dévalorisation de l'expérience elle-même. Lorsqu'un quinquagénaire



Illustration: Maud Romera Tomad

recherche un emploi, il lui est devenu inutile et même contre-productif d'insister sur ses expériences professionnelles accumulées, puisque d'une part les employeurs préfèrent embaucher des salariés « sans préjugés » (comprenez malléables et non affiliés à un syndicat), comme me l'a avoué l'un d'eux¹⁶ et, d'autre part, les expériences se transforment en inconvénients lorsqu'on est sommé de s'adapter en permanence.

POUR UNE TRANSMISSION NON CYBERNÉTIQUE

La transmission a-t-elle un avenir ? À l'inverse du second, le premier mot n'est plus guère utilisé par les techno-progressistes, mais on peut supposer que, acculés à répondre, les plus fanatiques d'entre

eux se défausseraient sur la cybernétique, cette discipline mise au point en 1948 par le mathématicien Norbert Wiener qui modélise les mécanismes de pilotage, de contrôle et de communication entre les hommes et les machines. Sauf qu'elle est un auto-mouvement sans contrôle humain, mais qui redéfinira l'homme comme un être purement informationnel dans un système ultra-technicisé et toujours plus compliqué¹⁷. « Dans le capitalisme cybernétique, les rapports entre les êtres humains apparaissent [ainsi] comme des rapports entre des outils technologiques¹⁸ ». Qu'elle soit considérée comme une rivale ou une gentille collaboratrice, la machine laissera toujours l'être humain sur le bord de la route, comme le formule François Meyronnis : « Confrontées aux réseaux numériques et à l'avènement du monde comme unité virtuelle actualisée à chaque instant, les sociétés humaines sont donc assignées à rattraper les flux avec l'absolue certitude d'échouer – les flux devançant les humains de manière toujours plus manifeste¹⁹ ». Alors que se perd le sens de l'effort dans le domaine politique, constatons que les électeurs-consommateurs

en redoublent quand il s'agit de rester dans la course technologique, entre autres. N'y a-t-il pas autre chose et mieux à transmettre que des procédures et compétences techniques toujours plus poussées ? Par exemple les autres éléments constitutifs de notre humanité : notre âme, notre vie, nos valeurs, notre mémoire, nos choix éthiques et politiques ?

Bernard Legros

1. Renaud Beauchard, *Christopher Lasch, un populisme vertueux*, Michalon, 2018, p.36.

2. Selon certains observateurs, le néolibéralisme, en tant que doctrine économique, aurait aujourd'hui fait place au néo-mercantilisme. Il n'en reste pas moins que son idéologie est toujours prégnante dans la conscience collective. La pandémie de coronavirus aura-t-elle finalement sa peau ? À suivre...

3. Encouragés d'ailleurs en ce sens par un certain courant de la psychologie.

4. Cf. Bruno Patino, *La civilisation du poisson rouge. Petit traité sur le marché de l'attention*, Grasset, 2019.

5. Mes collègues d'éducation physique auraient aussi d'utiles informations à délivrer.

6. À ce sujet, la télévision continue à influencer négativement les jeunes, même dans une émission culturelle comme « Les Grosses Têtes », où les participants, pourtant tous adultes, se montrent bruyants et dissipés.

7. Cf. Philip Pongy, *La cyberdépendance. Pathologie de la connexion à l'outil Internet*, Sauramps Médical, 2018.

8. *Ibidem*, p.122.

9. Selon ce Pacte, il faudra que « chaque établissement scolaire conçoive une stratégie en matière d'insertion des outils numériques dans les apprentissages et la gouvernance de l'établissement ».

10. Jean-Pierre Lebrun, *Un immonde sans limite*, Erès, 2020, p.241.

11. La génération X est née entre 1960 et 1975. Un-e jeune qui m'apostropherait par un retentissant « boomer » se méprendrait.

12. Cf. Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, *Le nouveau pouvoir statistique*, www.cairns.info.

13. Marie-Claude Blais, Marcel Gauchet & Dominique Ottavi, *Transmettre, apprendre*, Stock, 2014, p.78.

14. « Ainsi, la tendance actuelle (depuis les années 80) de la pédagogie conduit à se demander : comment enseigner, par quelles techniques communiquer un savoir ?, plutôt que : que faut-il enseigner ?, dans quel but faut-il transmettre un savoir ? », Clotilde Leguil-Badal in Jacques-Alain Miller (dir.), *L'anti-livre noir de la psychanalyse*, Seuil, 2006, p.261.

15. Le climato-scepticisme en est un symptôme évident.

16. Anecdote piquante, ce recruteur recrutait pour le compte d'une association consacrée à la transition écologique ! Là aussi, semble-t-il, il faudrait faire table rase du passé. Au profit des innovations disruptives ?

17. Compliqué et non pas complexe.

18. Maxime Ouellet, *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Écosociété, 2016, p.156.

19. François Meyronnis, *Proclamation sur la vraie crise mondiale*, L.L.L., 2015, p.97.



CORONAVIRUS : UN CHOC OPPORTUN

« J'appelle "capitalisme du désastre" ce type d'opération consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme des occasions d'engranger des profits »¹.

Naomi Klein, La stratégie du choc.

Ce qui semble relever de l'inattendu possède ses bienfaits dans un système capitaliste. C'est-à-dire qu'on peut être assuré que là où le choc risquerait de faire vaciller les fondements de la société en place, les élites feraient tout pour l'éviter, que parfois ils y parviennent, d'autres fois non, mais que chaque fois ils en tirent profit. Dès lors, le plus important maintenant n'est sans doute pas de savoir si le Coronavirus est le résultat d'un complot, forme d'organisation secrète du désastre, mais que le désastre est consubstantiel à nos sociétés et est donc inscrit en son cœur-même. Se référant aux allégations fréquentes, et justifiées, de complot dans toutes les régions sinistrées par les USA, Naomi Klein explique pertinemment que « la vérité est à la fois moins sinistre et plus dangereuse. Car un système économique qui exige une croissance constante tout en refusant presque toutes les tentatives de réglementation environnementales génère de lui-même un flot ininterrompu de désastres militaires, écologiques ou financiers. La soif de profits faciles et rapides que procurent les placements purement spéculatifs a transformé les marchés boursiers, financiers et immobiliers en machines à fabriquer des crises, ainsi que le montrent la crise asiatique, la crise du peso mexicain et l'effondrement des « point com ». Notre dépendance commune à l'égard des sources d'énergie polluante et non renouvelable engendre d'autres crises : les catastrophes naturelles (en hausse de 430 % depuis 1975) et les guerres livrées pour le contrôle de ressources rares (on songe à l'Afghanistan et à l'Irak, bien sûr, mais on ne doit pas non plus oublier des conflits de moindre intensité comme ceux du Nigeria, de la Colombie et du Soudan), lesquelles entraînent à leur tour des ripostes terroristes (les auteurs d'une étude réalisée en 2007 en sont venus à la conclusion que, depuis le début de la guerre en Irak, le nombre d'attentats a été multiplié par 7). Comme la planète se réchauffe, sur le double plan climatique et politique, il n'est plus nécessaire de provoquer les désastres au moyen de sombres complots. Tout indique au contraire qu'il suffit de maintenir le cap pour qu'ils continuent de se produire avec une intensité de plus en plus grande. On peut donc laisser la fabrication des cataclysmes à la main invisible du marché. C'est l'un des rares domaines où il tient ses promesses. Si le complexe du capitalisme du désastre ne déclenche pas délibérément les cataclysmes dont il se nourrit (à l'exception notable de l'Irak, peut-être), de nombreuses preuves montrent que les industries qui le composent font des pieds et des mains pour que les désastreuses tendances actuelles se poursuivent sans qu'on y change quoi que ce soit »².

C'est bien là une vérité dont la théorie du complot qu'alimentent surtout des médias aux ordres, débusqueurs officiels de fake news, risque de nous détourner, à savoir que les politiques « normales » s'efforcent à rendre ce monde invivable, et que le désastre doit durer et s'aggraver pour assurer les profits. Cela étant dit, on voit d'un autre œil tous leurs appels au changement, à leur lutte « contre » (la pauvreté, le sous-développement, l'obésité et autres « excès » en tous genres), qui ne sont qu'une forme d'organisation de la nuisance. On pourrait s'étonner que pendant que rien n'est censé fonctionner « normalement », certains domaines ne semblent nullement impactés par la situation. Ce n'est pas une contradiction au fond, car il en est de certains secteurs qui fonctionnent mieux en situation de bouleversement. Lors de l'ouragan Katrina par exemple, on aurait pu penser que les espaces dévastés allaient susciter une reconstruction rapide du bien commun, mais « les écoles, les maisons, les hôpitaux, le réseau de transport en commun, les quartiers encore privés d'eau potable... En fait, on ne s'employait pas à reconstruire le secteur public de la Nouvelle-Orléans. Au contraire, on utilisait la tempête comme prétexte pour l'oblitérer »³. À l'instar du gars qui vole le portefeuille de celui qui vient de faire une crise cardiaque, on profite donc de la situation pour détruire ce qu'il reste de protection sociale contre la tyrannie marchande. On reste toutefois encore stupéfait de voir le zèle à prendre des mesures totalement antinomiques avec un bon sens que devrait nous inspirer la situation. Évoquant le témoignage demandant au gouvernement d'intervenir, Naomi Klein

dit : « Ces questionnements introspectifs n'étaient pas de mise à la Heritage Foundation, repaire des véritables apôtres du friedmanisme. Katrina était une tragédie, mais, ainsi que Milton Friedman l'écrivit dans la page d'opinion du Wall Street Journal, c'était "aussi une occasion". Le 13 septembre 2005 – quatorze jours après l'écroulement des digues –, la Heritage Foundation organisa une réunion d'idéologues et de législateurs républicains aux idéaux convergents. Ils mirent au point une liste "d'idées favorables au libre marché pour répondre à l'ouragan Katrina et à la hausse du prix de l'essence" – 32 propositions en tout, tirées tout droit du manuel de l'école de Chicago et présentées comme une forme d'"aide aux sinistrés". Voici les trois premières solutions proposées : "suspendre automatiquement les lois David-Bacon sur les salaires dans les régions touchées" (allusion à l'obligation faite aux entrepreneurs fédéraux de verser un salaire suffisant), "faire de tout le secteur une zone de libre entreprise assujettie à un impôt uniforme" et "faire de tout le secteur une zone de compétitivité économique" (avantages fiscaux complets et suspension des règlements). On revendiquait aussi l'octroi aux parents de bons d'études ouvrant droit aux écoles à charte. Dans la semaine, le Président Bush annonça l'adoption de toutes ces mesures »⁴. Ce qu'il se passe en France et l'application des « pouvoirs spéciaux » en Belgique, sont les mêmes types d'exploitation d'une situation de crise. Les timides et floues propositions, – stratégie de percée idéologique lente et progressive –, du président du patronat belge, Pieter Timmermans, de la Fédération des Entreprises de Belgique, indiquent cette stratégie du choc : « Ensemble, nos entreprises sont capables de relever de grands défis. Elles l'ont déjà prouvé lors de la crise financière de 2008 et après les attentats terroristes de 2016. Mais nos entreprises, de tous les secteurs, devront cette fois faire preuve d'une plus grande résilience encore (...) Mais le monde aura changé après la crise du coronavirus. Nous devons donc anticiper l'avenir. Nous devons reconstruire et renforcer notre tissu économique », il faudra « de nouvelles idées, une nouvelle approche, un nouveau Plan Marshall pour retrouver des entreprises plus fortes »⁵. Pieter Timmermans, patron des patrons, ami des milliardaires et des capitaines d'industrie, qui était présent le 11 septembre 2018 pour le lancement officiel du Pacte national [« public-privé »] pour les investissements stratégiques, avec à ces côtés : « Michel Delbaere, CEO de Crop's (production et vente de légumes, fruits et repas surgelés) et ancien patron du Voka, mais aussi, parmi d'autres multiples fonctions, président de Sioen Industries ; Dominique Leroy, CEO de Proximus ; Marc Raisière, CEO de Belfius ; Michèle Sioen, CEO de Sioen Industries (leader mondial du marché des textiles techniques enduits et des vêtements de protection de haute qualité), ancienne présidente de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), manager néerlandophone de l'année 2017, accessoirement impliquée dans le Luxleak ; le baron Jean Stéphanne, bien implanté dans les milieux universitaires et politiques, comme ses autres acolytes, ancien vice-président et manager général de la multinationale pharmaceutique GlaxoSmithKline Biologicals, mais aussi président du CA de Nanocyl, spin off des universités de Liège et Namur, spécialisée dans les nanotubes de carbone (batteries, voitures, électronique...) »⁶. Soyons sûrs que ces derniers ne veulent qu'assurer le bien commun.

Mais l'opportunisme de la situation ne consiste pas seulement à accentuer la logique libérale en détruisant ce qui s'y oppose encore, mais aussi à déployer des « innovations » que la propagande médiatique n'avait pas suffi à rendre acceptable, et qu'un confinement par exemple, réduisant le pouvoir de contestation, permettra de déployer à point nommé. Ce fut le cas à La Nouvelle-Orléans, où les apôtres de Friedman virent dans l'ouragan l'aubaine pour la privatisation de l'enseignement : « Katrina a accompli en un jour [...] ce que les réformateurs du système d'éducation ont été impuissants à faire malgré des années de travail »⁷. C'est le cas en Europe avec la 5G. Certains avaient pu croire que l'absence de gouvernement fédéral en Belgique constituerait un moratoire pour l'invasion technologique, notamment celui de la 5G, que les appels et lettres ouvertes de milliers de scientifiques seraient entendus, c'était ignorer qu'on ne les écoute – comme les infirmiers et les médecins dans les hôpitaux en période de Coronavirus – que quand ils servent leurs intérêts. C'était donc sans compter sur leur détermination et l'opportunité de la situation qui leur était offerte : en Belgique, en plein confinement, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) a annoncé l'octroi de droits d'utilisation provisoires visant à permettre l'introduction de la 5G. Une consultation publique, alors que nous sommes coincés chez nous et ne pouvons pas nous rassembler, a lieu jusqu'au 21 avril... En un seul jour, le 1^{er} avril 2020, la corporation État-industrie rendait publiques les décisions qu'elle avait prises via leurs porte-paroles, les médias : « Proximus lance la 5G dans plus de 30 communes ». L'annonce indique qui décide : ce n'est pas un pouvoir politique (inféodé quoi qu'il en soit à la logique entrepreneuriale), ou mieux une force démocratique, mais une entreprise.

En matière sanitaire, il a été dit et convenu qu'il n'existait plus de groupes témoins⁸ et que désormais, nécessité de produire et consommer toujours plus oblige, nous étions des cobayes en phase d'expérimentation : « Puisque l'usage du GSM est actuellement généralisé, disait un médecin membre du Comité Frémault⁹, une alternative aux études de type cas-témoins est l'analyse de l'évolution avec le temps de la prévalence des tumeurs cérébrales ». Soit : « laissons

faire, on ne peut pas lutter contre, ensuite on verra ». Pris dans la boucle des intérêts bien compris, le traitement de tumeurs et divers troubles sera profitable aux hôpitaux privatisés. Du win win.

L'OPPORTUNITÉ FANTASTIQUE DU COVID-19

Covid-19 tombe à point nommé face à un capitalisme en phase de disruption, qui doit faire l'économie d'une possible contestation populaire de grande ampleur. Les marches pour le climat et l'émergence de mouvements contestataires, même s'ils ne constituaient pas un risque subversif en eux-mêmes, auraient pu avec l'aggravation de la situation et l'information alternative accessible sur internet, mener à une forme de sédition d'une partie significative de la population. Et c'est cela qu'il leur faut à tous prix éviter, empêchant le déploiement technologique, et pire, pouvant conduire à une improbable, mais possible, conscientisation des foules couplée à une reprise en main démocratique de nos vies. « On va devoir informer, éduquer et donner confiance dans la 5G », nous dit dès lors le CEO de Proximus¹⁰, entendez « accentuer la propagande et le lobbying ».

À un moment, comme disait Friedman, inspirateur des régimes de terreur des dictatures néo-libérales d'Amérique du sud notamment, « seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables »¹¹. Ou, pour le dire autrement : « Pour que le traitement de choc économique soit appliqué sans contrainte [...], on doit compter sur un traumatisme collectif majeur, lequel entrave ou suspend provisoirement l'application des principes démocratiques ». Appliqué à la situation présente : il faut un Covid-19 « pour aider l'entreprise privée à réaliser ses objectifs : profiter des traumatismes collectifs pour opérer de grandes réformes économiques et sociales »¹², « La peur et le désordre sont les moteurs du progrès »¹³. Bill Gates, architecte du désordre mondial, en sait quelque chose, lui qui prodigue actuellement ses bons conseils aux États et attend leur implication financière – donc celle des contribuables – pour constituer des milliards de doses de vaccin, « les compagnies privées ne pouvant pas prendre ce genre de risque, mais le gouvernement fédéral le peut »¹⁴... « C'est pendant les moments de grande malléabilité – ceux où nous sommes psychologiquement sans amarres et physiquement déplacés – que ces artistes du réel retroussent leurs manches et entreprennent de refaire le monde »¹⁵. Comme le disait Michael Bruno, économiste en chef à la Banque mondiale, devant un parterre de 500 économistes : « L'économie politique des crises graves tend à déboucher sur des réformes radicales aux résultats positifs »¹⁶.

Ainsi, complice idéologique belge de Milton Friedman, Étienne Davignon, ancien Vice-Président de la Commission européenne, qui « officialisera la fusion de la communauté avec le monde des affaires », « Président de la Table Ronde des Industriels européens (ERT), de la Société générale de Belgique, de L'Union Minière, Vice-Président d'Accor, d'Arbed, de Tractebel, de Fortis Belgique, administrateur ou membre du conseil de surveillance d'Anglo American Mining, Gilead, ICL, Penichey, Foamex, Kissinger Associates, Fiat, Suez, BASF, Solvay, Sofina, Recticel ou encore de la CMB-Compagnie Maritime Belge. Président de l'AUME (Association pour l'Union Monétaire en Europe) dès 1991, et de la Fondation Paul-Henri Spaak, il est aujourd'hui membre de la Commission Trilatérale et gouverneur de la Fondation Ditchley »¹⁷, soit, l'architecte du désastre, nous prodiguait ses bons conseils dans un quotidien belge : « un plan européen pour la survie du secteur aérien qui a été un moteur de croissance économique ces dernières années ; des mesures concrètes de soutien

1. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Leméac/Actes Sud, 2008, p. 14.

2. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Ibid., p. 516.

3. Ibid., p. 501.

4. Ibid., p. 494-495.

5. www.feb.be, consulté le 08 avril 2020.

6. « Créer le chaos et renverser les tables ? Réflexion sur la démobilité organisée et en cours » ; Voir aussi « L'invasion technologique à la lumière de la 5G ». www.kairospresse.be

7. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Ibid. p. 14 (voir note de bas de page 9).

8. C'est-à-dire d'un groupe protégé des ondes qui pourrait être comparé à un groupe exposé.

9. Voir « L'illusion technocratique à la lumière de la 5G », Kairos février 2019, voir https://www.kairospresse.be/journal/kairos-38.

10. *La Libre*, le 02/04/20.

11. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Ibid., p. 15.

12. Ibid., p.17.

13. Ibid., p.18.

14. www.gatesnotes.com, consulté le 08 avril 2020.

15. Ibid., p.33.

16. Ibid., p.314.

17. Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. États, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, EPO, 2003, p. 114 et 27. Ses fonctions ont changé, la citation étant tirée d'un ouvrage datant de 2003, mais cela en dit long sur le personnage.



aux PME ; plan d'urgence pour le secteur médical ; accélération de l'investissement requis pour le « Green Deal » ; développement de la recherche scientifique, notamment dans le domaine de la santé »¹⁸. « Marshall », « Green New Deal » ou « société de transition », entendent toujours subventions publiques vers le privé, privatisation de la santé, accélération de la numérisation totale de nos vies, socialisation des coûts de la recherche publique et privatisation des bénéfices, sous une forme accrue. Soit, le mantra de l'école de Chicago : privatisation, réduction des dépenses publiques, dérégulation.

La peur est saine pour le capitalisme. Elle doit donc durer : compter les morts, les patients en soins intensifs, donner des statistiques sans tenir compte de critères essentiels (comme le pourcentage de personnes testées dans la population), annoncer un « pic » à venir, dans deux jours, deux semaines... et confiner. La situation en cours donne l'ampleur de l'indigence médiatique et de la capacité mimétique des journalistes à tous bégayer en même temps les mêmes inepties.

Cela dit, cette misère médiatique ne peut s'appréhender qu'à l'aune d'un système global où le choc est une aubaine pour ceux qui tirent les manettes dans les hautes sphères, une secousse accélérant la mise en œuvre d'un programme déjà fixé qui se met en place trop doucement en période « normale ». On ne voit pas comment et pourquoi des médias à la solde du capital, qui quotidiennement nous aidaient déjà à ne pas comprendre, outil de désinformation des masses, encourageant les instincts les plus vils : convoitise, jalousie, affects, viles pulsions, entretenant sciemment la naïveté, « c'est-à-dire, au regard de l'économie de marché, tout ce qui est de nature à entretenir la frénésie de consommation »¹⁹, en viendraient tout à coup à se métamorphoser en chantre de l'anticapitalisme.

LE CHANGEMENT, C'EST POUR QUAND ?

« Et c'est là, dit sentencieusement le Directeur, en guise de contribution à cet exposé, qu'est le secret du bonheur et de la vertu, aimer ce qu'on est obligé de faire. Tel est le but de tout conditionnement : faire aimer aux gens la destination sociale à laquelle ils ne peuvent échapper »²⁰.

Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes*.

« Les prétendues démocraties occidentales sont à cet égard tout à fait assimilables à des sociétés féodales dont les sujets seraient appelés à renouveler solennellement, de temps à autre, leur approbation aux princes, ducs, comtes et autres patriciens apanagés qui se sont emparés depuis longtemps du pouvoir et ont seulement le souci de faire légitimer leur coups de force »²¹.

Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme*

Les crises précédentes se sont toutes soldées par une victoire du capitalisme, préconisant des remèdes néo-libéraux plus forts, qui nous ont menés à la situation actuelle. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Qu'est-ce qui aurait tout à coup changé ? Certes, les inégalités ont formidablement crû, grâce à des mesures politiques favorables, le climat se dérègle, la biodiversité se meurt et nos enfants sont pris dans une spirale de crétinisation par les écrans d'un côté. De l'autre, les vols en avion ne cessent d'augmenter, les ventes de voitures, de smartphones, les achats en ligne... Or, on ne voit pas bien comment on changera de paradigme si on continue à jouer le jeu du système, si on veut le beurre et l'argent du beurre, un

air pur mais conduire les enfants en voiture dans l'école qu'on aura choisie, des arbres mais de la viande tous les jours ; l'authenticité mais aller au bout du monde et quand on veut...

Le système pour se maintenir en place a absolument besoin de notre consentement, de « ces membres des différentes fractions de ces classes moyennes dont nous faisons partie et qui constituent aujourd'hui la composante essentielle de la population des démocraties occidentales, c'est-à-dire celle dont l'adhésion importe le plus pour le soutien du système. Je pense que, faute du consentement de ces millions de salariés-citoyens à l'ordre existant, celui-ci ne pourrait se soutenir, sauf à jeter bas les masques de la démocratie et à se transformer en tyrannie avérée gouvernant par la terreur »²². C'est à vrai dire ce qu'il a fait et fait toujours – la tyrannie – dans les dictatures de ces pays qui nous fournissent main-d'œuvre et matières premières.

Nous aurions beaucoup de choses à dire ici, retenons une chose importante qui est que « pour la longévité d'un système, il faut impérativement que ceux qui le font fonctionner soient disposés à le faire de leur plein gré, au moins pour ce qui touche à l'essentiel. Et plus leur adhésion gagne en spontanéité, moins ils ont besoin de réfléchir pour obéir, mieux le système se porte »²³. Nous avons délégué notre responsabilité à un pouvoir central et nous sommes bercés de l'illusion qu'une démocratie représentative ne représentait pas un vice rédhibitoire. Nous leur avons laissé faire ce qu'ils voulaient, et qu'au fond, ayant la liberté de consommer en échange, nous voulions aussi. La résignation n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. Des institutions, à l'exemple des médias censés jouer un rôle de quatrième pouvoir, sont devenues « appareils à organiser l'inconscience »²⁴. Les mouvements de gauche ont identifié un ennemi extérieur pour mieux délaissier l'ennemi en eux, c'est-à-dire toutes les structures introjetées qui participent à l'acceptation du monde tel qu'il est. Steve Biko l'a le mieux exprimé, par cet aphorisme : « L'arme la plus puissante de l'opresseur se trouve dans l'esprit de l'opprimé ». Les médias, propriétés des plus grosses fortunes, ont été une arme essentielle dans l'organisation du « consensus de la cécité »²⁵. Ils continuent leurs œuvres dans l'épisode Covid-19.

Pour mesurer la pauvreté du collectif dans nos sociétés, certains événements symbolisent plus que d'autre cette réalité d'une classe moyenne aveugle à la réalité de ce monde.

LES APPLAUDISSEMENTS COMME SYMBOLE DE L'ABSENCE D'UN COMMUN

Loin de moi l'idée de dénigrer le sujet pris comme personne dans son acte d'applaudissements. Mais quelles que soient ses intentions, et qu'il le veuille ou non, celui-ci participe d'une dimension publique : personne n'applaudit dans son salon, les murs comme seuls témoins... Il faut dès lors tenter une sociologie de ces applaudissements, qui heurtera certains, c'est évident. Mais il s'agit de conjurer la perpétuelle continuité du déluge qui, à chaque fois, se reproduit irrémédiablement, s'appuyant constamment sur l'idée que, cette fois-ci, c'est la bonne. D'aucuns penseront donc que cette fois-ci, c'est peut-être, enfin, « la bonne ». Tenons donc quelques précautions d'usage, dont l'une d'elles, d'apparence paradoxale, semble essentielle : à toujours croire que cette-fois-ci-c'est-la-bonne, on délègue notre responsabilité à d'autres, comme toujours, qui se feront les garants du chemin à suivre, celui qu'ils ont tracé avant à coup de bulldozer et de Progrès, et qui nous conduit là où nous sommes. Or, gageons que sans une participation massive du peuple, le chemin sera identique et les balises placées par les mêmes. Si le krach financier majeur n'est pas pour cette fois-ci, dans les jours ou mois prochains entendons – car krach il y aura un moment ou l'autre –, il est assurément certain que les politiciens continueront dans la même voie.

Il ne faudrait donc pas déceler dans ces applaudissements le signe d'une soudaine solidarité retrouvée, qui présagerait le meilleur pour les jours à venir. Ce serait aller en peu vite en besogne et faire preuve d'ignorance quant à la volonté conservatrice de ceux qui tirent les ficelles, de leur formidable puissance, mais aussi de la servitude profonde d'une majorité d'entre nous. Les manifestations tardives d'une « solidarité » médiatiquement organisée et politiquement tolérée sont typiques de nos sociétés, il nous faut « tous être » quelque chose (Charlie, Bruxelles, ...) pour édifier cette unité illusoire, qui participe de la grande confusion et empêche de penser ce monde. Les applaudissements de 20h00 tous les soirs pour remercier le personnel médical en font partie. Ceux-ci, malgré les bonnes volontés, restent sagement circonscrits dans le cadre des gestuelles acceptables et acceptées. Si ces dernières sont des plus sympathiques et bon-enfant, elles demeurent encore et toujours signes d'un réflexe individuel.

Car pour certains, il s'agit de conjurer une peur, forme d'exutoire public d'une angoisse passée désormais muée en démonstration

d'un ravissement d'être – encore – en vie. C'est là le réflexe de l'aterrissement après vol agité qui, plutôt que de révéler la force d'une collectivité, fait preuve d'un instinct de survie individuelle bien vite imité par toutes les individualités présentes – on concédera que la réaction est moins noble dans la catégorie du « solidaire », démontrant l'implacable faiblesse du collectif dans nos sociétés, s'il ne nous reste plus que cela pour être « ensemble ». On réalise tout à coup que quelque chose pourrait nous tuer, vite, d'autant mieux qu'on ne voit pas que quelque chose tuait la vie, et l'humanité, plus lentement, mais sûrement, tous les jours, hier, aujourd'hui. Et demain ?

Malheureusement, on oublie le pilote aussi vite qu'a cessé la peur de l'atterrissage, à l'instar de l'amnésie pour les rescapés du 11 septembre aux États-Unis, inversement proportionnelle aux hommages politico-médiatiques de l'époque. Délaissés après le show, c'est là l'attitude classique qui, suite au spectacle, donne la mesure de toute la vérité spectaculaire. Après les attentats de Bruxelles, il atteint son comble, avec podium et concerts en hommage aux victimes. Les projecteurs éteints et la place balayée, la suite fut plus âpre : certains attendent encore l'argent de l'État et des assurances, qu'ils ont dû déboursier eux-mêmes pour payer les multiples opérations, revalidations, matériel adapté... Fini le scoop, on tourne la page. Les médias passent également, ce n'est plus économiquement porteur de parler de ceux qui ne savent pas payer leur chaise roulante, et puis il faudrait débiter sur l'explication du système qui engendre cela ; ce qui risque de ne pas plaire aux propriétaires de la « marque » *Le Soir*¹⁸, *La Libre*¹⁹, *Le Vif l'Express*²⁰ et autres.

Il faut préciser certaines choses ici. Un, que l'effet de contamination, mauvais jeu de mots, n'est pas absent. À l'instar du phobique qui, ayant surpassé son angoisse de l'avion pour rejoindre un ailleurs-même et décompresse à l'atterrissage en applaudissant malgré un vol sans problèmes, voit son comportement imité par le reste des passagers, la vue du voisin applaudissant le lundi soir, suivi de deux de plus le mardi, de cinq le mercredi, pour terminer avec tout le pâté de maisons, vous laissez dans une situation, comment dire ? dont les patients minoritaires des expériences de Asch ont montré les effets²⁶... Deux. Admettons que les applaudissements puissent, dans un mouvement de subversion collective, amener d'un même geste à utiliser ses mains pour ne plus les claquer, s'en servir activement et prendre la rue, et pourquoi pas ses pavés, ou pour, par exemple, et non des moindres, refuser la privatisation des soins de santé, des hôpitaux (ah, tiens, les hôpitaux !), de la Poste... pour, enfin, ne plus admettre que l'on puisse continuer à nous gouverner, antithèse de la démocratie – dans laquelle, c'est encore un pas intellectuel à franchir, il faudra bien se rendre compte que nous ne sommes plus –, nous ne voyons pas bien l'étape intermédiaire entre la phase « applaudir » et la phase « révolution ».

Car, disons-le encore, au risque de paraître rabat-joie (terme stratégique que la bien-pensance dégage, au même titre que celui de « théorie du complot », dès qu'elle peut pour nous empêcher de réfléchir), la moindre petite modification du cadre de vie bourgeois suscite une vague de révolte sans précédent, bien plus radicale que les applaudissements, qui exsude la « fête » bien plus que la rébellion. Il me revient à la mémoire cette tentative – non révolutionnaire a priori selon moi, révolutionnaire a posteriori vu les réactions des voisins –, à l'idée d'enlever une place de parking dans la rue pour en faire autre chose qu'un emplacement d'amas de ferraille moche et encombrant. Il y avait ceux qui, se disant de gauche, ne disaient rien, tant la dissonance entre certaines de leurs idées et la volonté de ne rien changer aurait été trop grande. Leur silence laissait la voix libre au *statu quo*, évidemment. Puis, il y avait ceux qui voyaient dans cet acte atroce une forme politique libéricide, qui en dit long sur ce que Cornelius Castoriadis appelait l'hétéronomie – le contraire donc de l'autonomie. Celle-ci, plus que le fait d'être dominé par un groupe, exprime la certitude ancrée dans l'individu que les institutions ne sont pas le fait des hommes, mais nous ont été données une fois pour toutes et que nous n'y pouvons rien. L'arme de l'opresseur dans l'esprit de l'opprimé... nous y sommes. Ainsi, celui qui se retranchait derrière l'argument de sa liberté, affichait cette forme de pensée anhistorique, incapable d'imaginer que le monde ait pu être un jour sans voiture²⁷, qu'un mouvement volontaire des industries (dont Ford notamment) ait pu participer à la destruction des transports en

18. *Le Soir*, 1^{er} avril 2020. Georges-Louis Bouchez profitera lui pour relancer l'idée d'une « allocation universelle au bénéfice de tous », nous faisant croire que le MR se souciait désormais du bien commun... <https://www.mr.be/le-gouvernement-federal-pre-cise-ses-mesures-de-soutien-pour-les-travailleurs-les-independants-et-les-entreprises>.

19. Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme*. Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes, Agone, Marseille, 2009, p. 54-55.

20. Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes*, Plon, 1932, p. 40.

21. Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Ibid., p. 32.

22. Alain Accardo, *De notre servitude involontaire*, Agone 2001/2013, p. 44-45.

23. Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Ibid., p. 32.

24. Alain Accardo, *De notre servitude involontaire*, Ibid., p. 54.

25. Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Ibid., p. 49.

26. Solomon Asch a réalisé des expériences devenues célèbres sur le processus de conformité et l'adhésion individuelle aux normes du groupe.

27. Voir « Vive la bagnole », Kairos de novembre-décembre 2017, <https://www.kairospresse.be/journal/kairos-32>.



commun, instillé dans les têtes à coup de propagande massive le réflexe pavlovien d'assimilation de bagnole et de liberté, au point qu'aux USA être piéton deviendra suspect. Suspect d'être humain ? La voie vers la mécanisation de l'homme...

Quel rapport me direz-vous ? C'est que la société dans laquelle nous sommes n'est aucunement la résultante de décisions d'une population informée et libre, mais celle de choix pris par le monde de l'industrie et de la politique institutionnelle, les deux étant intrinsèquement liés, l'un ayant besoin de l'autre. Quand nous prenons nos désirs, façonnés par des décennies publicitaires, pour des libertés, nous faisons le jeu d'un système qui est le même que celui qui vide les hôpitaux et les écoles de son personnel, tout en les remplissant des technologies de la Silicon Valley. La bagnole a tué nos villes, et nos vies. Comme le notait l'excellent Jaime Semprun en 1997 déjà, quand les ravages de la voiture avaient déjà commencé, mais n'avaient pas atteint la perfection actuelle qu'on leur connaît : « Rien ne donne mieux le sentiment du milieu criminel et du désert de l'âme que cet entassement d'enveloppes métalliques habitées de grimaces humaines, de condamnés au baignoire de la peine, qu'est devenu ce qui portait le nom de rue. Chaque voiture est un projectile qu'on a tiré, c'est donc une guerre permanente, stupide, sans finalité »²⁸.

Il est de ce fait déplorable mais non surprenant – au vu de l'apathie d'une partie des applaudisseurs en période « normale » – de constater que c'est encore et seulement au moment où l'on risque de se faire bouffer par les asticots ou brûler par les flammes un peu plus tôt que prévu, qu'on manifeste une soudaine « souci de l'autre » – quand on sait qu'étymologiquement « solidaire » se « dit d'un bien commun à plusieurs personnes, chacune étant responsable du tout, et par extension des personnes liées par un acte solidaire »²⁹. Les hystéries collectives dans les magasins et les rayons vidés sont pourtant là pour nous rappeler où en est le curseur de la coopération, dans une société où depuis quatre décennies au moins, les balises concurrentielles et du chacun pour soi ont été les seules à donner le cap. Les événements loin de la frénésie de 20h00 – heure du JT de TF1 s'il en est – donnent à voir des actes isolés qui indiquent que c'est avant tout la peur et le chacun pour soi qui dominent, les infirmiers étant sympathiques quand ils sont loin en train de soigner les intubés, dont on n'espère que le suivant ne sera pas nous-mêmes ou un de nos proches ; de là à partager le couvert avec eux, il y a quelques pas qu'on ne fera pas.³⁰

Désolé d'y revenir donc, mais on applaudit d'abord pour soi, comme on s'exposait de façon ostentatoire aux terrasses des cafés parisiens après les attentats : on tape des mains d'être encore en vie, un peu comme on peut parfois être soulagé de l'être à la sortie d'un enterrement : « Cette fois-ci, c'est pas moi ». Ce qui fait redouter que la sortie de cette période monacale se manifestera par les exultations conformistes et les festivités de circonstance. On craint le pire, dans un monde où vivre est devenu synonyme de produire et consommer. Un Nouvel an avant l'heure... on devine déjà les titres de presse et les ouvertures de JT, niaiseries et crétinisme en apothéose.

RETOUR À L'ANORMALE

Macron, intrépide fanfaron annonçait le 11 mars, avant de revenir sur cette effusion libertaire et menacer les récalcitrants du confinement : « Nous ne renoncerons à rien, surtout pas à rire, à chanter, à penser, à aimer, surtout pas aux terrasses, aux salles de concert, aux fêtes de soir d'été, surtout pas à la liberté ». Ce réflexe atavique d'exaltation de la fête n'est pas sans signification. Il ressort de la logique du pain et des jeux, ce que ce serviteur de l'oligarchie qu'est Macron a bien compris³¹, donnant à entendre les sons qui font vibrer la classe moyenne. Avec la prochaine crise financière, que lui et ses copains banquiers ont notamment concoctée, on risque pourtant de ne plus beaucoup rire et chanter. Le retour à la normale s'il y a, sera donc et surtout, un retour à l'anormal. Anormal que des médias à la solde du pouvoir politique et financier ont depuis des décennies œuvré à ce qu'il nous paraisse naturel, ou du moins comme « sans alternative ». Désolé pour ceux qui nous lisent avec constance, mais il faut revenir sur ce que deux personnages haut placés dans la rédaction de quotidiens belges, nous disaient à l'époque, alors que nous subissions les effets du néolibéralisme sauvage et que l'appât sans fin du gain nous conduisait vers une abîme dont on sent de plus en plus la profonde proximité. Béatrice Delvaux, actuelle éditorialiste en chef du *Soir*, ancienne rédactrice en chef, écrivait, en décembre 1999, au moment des révoltes de Seattle : « Le "non" radical à la mondialisation est intenable dans un monde où le consommateur pose tous les jours des gestes qui font sortir les entreprises des frontières [...] « Le marché reste le mode d'organisation le plus efficace de la vie économique – notamment parce que tous les autres ont montré leurs limites ». C'était le 2 décembre 1999. Pas étonnant que plus de 20 ans après, le quotidien demande encore aux architectes du désastre comment s'en sortir³². Plus tard, Francis Van de Woestyne, rédacteur en chef du quotidien *La Libre* à l'époque, écrivait : « À la veille du week-end, les responsables syndicaux ont réalisé un "safari" dans Bruxelles, un mini-trip destiné à pointer du doigt les "espèces

fiscales protégées" de Bruxelles. Amusant ? Plutôt navrant... (..) la stigmatisation systématique des "riches", telle que la pratiquent les syndicats, est déplorable. Alors quoi, il suffit d'être pauvre pour être honnête... ? Un pays a besoin de riches. Pour investir, pour prendre des risques (sic). Le système devrait d'ailleurs faire en sorte que les grosses fortunes, et les autres, trouvent un intérêt à placer leur argent dans l'économie réelle du pays plutôt qu'à chercher des rendements élevés ailleurs. Ce ne sont pas les riches qui sont responsables de la crise, mais bien ces apprentis sorciers qui ont profité des failles d'un système pour le faire déraiser » (...) La France pratique depuis deux ans une politique anti-riches : on en voit les résultats. Les riches s'en vont, l'économie bat de l'aile et les pauvres sont plus pauvres. Une riche idée, vraiment »³³. Rappelez-vous que ce sont eux qui vous « informent » encore aujourd'hui.

« Pertes et sacrifices » ? Il n'a pas dû lire Majid Rahnema, qui aura magistralement démontré comment la misère est propre à nos sociétés modernes et à leur délire productiviste, cause et effet de la valorisation de la richesse pécuniaire³⁴. Mais savent-ils même qui il est ? : ces précepteurs gouvernementaux ne cherchent pas à comprendre, apôtres du libre-marché, ils sont là pour nous convaincre. Béatrice Delvaux dans une discussion ultérieure à un débat, m'avait révélé ignorer le mouvement de critique des médias en France, donc « Les nouveaux chiens de garde » et le film éponyme, tout comme Acrimed, Alain Accardo... peu croyable pour une directrice de rédaction. Il est plus facile d'être aveugle quand on s'écarte de la lumière.

Gageons que les pilotes de la situation (les gouvernants), encensés par le pouvoir, seront applaudis après le vol. Certains seront remerciés, pour avoir « mal géré la crise », mais ils se verront vite substitués par de nouveaux pilotes, qui prendront place dans le même type d'appareil et choisiront les mêmes voies. À moins que...

ON A LA SOLIDARITÉ QU'ON PEUT

Certes, il y a derrière les claquements de mains une volonté de retrouver du lien, de la chaleur, de la convivialité, mais si celle-ci s'est réduite à une forme de démonstration individuelle dans un système qui l'a constamment bafouée, y préférant les monades consommatrices, elle ne peut qu'être ce qu'on lui permet d'être. Elle se réduit alors à un acte ordonné et subordonné dont on sait de façon subconsciente qu'il n'aura aucune répercussion sur notre vie ; à l'instar de cette auto-censure du journaliste qui « sait » ce qu'il peut, ajoutant, pour rétablir un certain équilibre mental, qu'il fait ce qu'il veut : il faut bien « aimer ce qu'on est obligé de faire ». Ce « vouloir » dans une société dirigée par des ploutocrates qui ont avec eux les outils de propagande les plus avancés et des serviteurs journalistiques plus que zélés, n'a donc pas grande valeur. Vous comprendrez donc que la logique du « 1 % responsable » et du système « extérieur » leur sied à merveille. On ne peut donc qu'être solidaire en superficialité dans une société qui a fait de ses seules valeurs celles de produire et consommer toujours plus. Dans ce monde, on travaille toujours contre quelqu'un, nécessairement, inscrit malgré soi dans des catégories binaires. On ne peut pas respecter l'Autre, quand on vit dans une société qui dépend du pétrole, a fait naître des Ikea et réduit l'espace à la bagnole ; on ne le peut pas plus quand on bosse dans une boîte d'intérim qui exploite et humilie des troupes de bétail humain en attente de quelques heures d'un « boulot de merde » ; quand on mange dans un fast-food où les toilettes sont tenues par une pensionnée incapable de vivre avec sa seule retraite, sans parler de la provenance des aliments ingurgités ; quand on croise dans la rue, avant de rentrer chez soi, un type qui y dormira cette nuit ; qu'on travaille la journée dans des bureaux que des esclaves nettoient dès que le jour se couche... Ne faire qu'applaudir, c'est donc rechercher quelques avantages provisoires sans les inconvénients et, qu'on le veuille ou non, faire le jeu du système. Système qui a su valoriser et mettre en première ligne ces pratiques déculpabilisantes, où la charité occupe la première place.

Même les plus récalcitrants n'ont pas vu que sous leurs invitations, douce ou sévère, à se rabattre sur le refus individuel, ils admettaient implicitement que le collectif n'était plus possible, et valorisaient ainsi un repli sur soi propre au système qu'ils désiraient pourtant voir disparaître. Peut-on leur en vouloir ? N'ayant pas vu leurs années de lutte aboutir à un mouvement collectif, le temps qui passe ayant au contraire approfondi l'aliénation technologique et la destruction de l'imagination, ils se sont retranchés vers le lieu où ils croyaient encore qu'un changement pouvait se faire : celui de l'individuel. Pourtant « quoi que nous fassions ou que nous nous abstenions de faire, notre grève privée n'y change rien, parce que nous vivons désormais dans une humanité pour laquelle le "monde" et l'expérience du monde ont perdu toute valeur : rien désormais n'a d'intérêt, si ce n'est le fantôme du monde ou la consommation de ce fantôme. Cette humanité est désormais le monde commun avec lequel il nous fait réellement compter, et contre cela, il est impossible de faire grève »³⁵. Les dirigeants s'accrochent parfaitement de nos initiatives individuelles, tant qu'elles ne touchent pas au cœur du problème. Faut-il rappeler que si « à aucun moment dans l'histoire

les classes possédantes et dirigeantes n'ont été spontanément disposées à renoncer à leur domination et qu'elles n'ont jamais cédé qu'à la force (celle du nombre pour le moins), elles le sont aujourd'hui moins que jamais, vu la multiplicité et l'efficacité des dispositifs protecteurs qu'elles ont mis en place (l'Union européenne, par exemple, pour ne citer qu'elle) »³⁶. Voilà où nous en sommes arrivés dans la dépossession démocratique : à signer des pétitions sur internet en pensant que cela pourrait changer quelque chose.

Dans cet ensemble, le secteur médical ne fait pas exception, et il ne faudrait pas devenir sourd à force d'applaudissements répétés qui nous empêchent d'entendre et voir.

LE BUSINESS DE LA MÉDECINE

« Au moment de la reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale, les puissances occidentales adoptèrent les principes suivants : les économies de marché devaient garantir une dignité élémentaire suffisante pour dissuader des citoyens désillusionnés de se tourner de nouveau vers une idéologie plus attrayante, qu'elle fût fasciste ou communiste. C'est cet impératif pragmatique qui présida à la création de la quasi-totalité des mesures que nous associons aujourd'hui au capitalisme « humain » – la sécurité sociale aux États-Unis, le régime public d'assurance-maladie au Canada, l'assistance publique en Grande-Bretagne et les mesures de protections des travailleurs en France et en Allemagne ». En somme, toutes ces mesures naissent « du besoin pragmatique de faire des concessions majeures à une gauche puissante » (...) « Tant que planait la menace du communisme, le keynésianisme, en vertu d'une sorte d'accord tacite, avait la vie sauve. Une fois ce système en perte de terrain, on put enfin éliminer tous les compromis et, du même souffle, poursuivre l'objectif épuré que Friedman avait fixé à son mouvement un demi siècle plus tôt »³⁷.



Illustration: Gabrielle Lacombe

28. Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple*, Éditions de l'Encyclopédie Des Nuisances, p.31.

29. Dictionnaire étymologique du français, *Le Robert*.

30. https://www.rtf.be/info/societe/detail_un_infirmier_expulse_par_ses_colocataires_a_schaerbeek_suite_au_coronavirus_ils_ont_change_la_serrure_le_soir_mercredi?id=10472841&fbclid=IwAR1Dm1ATcLrGL046JUJx69DQ9X2N2QZ_ghwaU0cfE-b50X6AWddqH0raxQI

31. Voir, notamment, *Opération Macron*, Éric Stemmelen, Éditions du Cerisier, 2019. Recensé dans le *Kairos* de septembre 2019.

32. « Les "réductions autorisées" Ou comment empêcher que certaines questions arrivent jusqu'à leurs oreilles... », www.kairopresse.be.

33. Respectivement *Le Soir*, 02/12/99 et *La Libre*, 06/01/2014.

34. Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud, 2003.

35. Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme*, Éditions de l'Encyclopédie Des Nuisances-éditions, Ivrea, 2002, cité dans *L'emprise numérique*, p.397.

36. Alain Accardo, *De notre servitude involontaire*, Ibid., p. 147. Voilà notamment pourquoi les oligarques demandent comme réponse à la crise « plus d'Europe », entendez plus de libre-marché, dérégulation, privatisation et réduction budgétaire.

37. Naomi Klein, *ibid.*, respectivement page 74, 304, 306.



Identifier un groupe – « le corps médical » –, c'est d'emblée réduire celui-ci à une forme plus ou moins figée. Et c'est risquer d'oublier certains critères essentiels qui pourraient diviser celui-ci en deux groupes ou plus si nous établissions d'autres critères de distinction. C'est, sciemment ou pas, ce que les remerciements au corps médical et son indistinction provoquent. Car si ce dernier est indispensable pour « nous » sauver, quelle que soit l'idéologie qui anime les membres individuellement, il faut préciser que les médecins, majoritairement libéraux, sont à l'origine du numerus clausus, comme nous le rappelaient deux d'entre eux :

- « Ce sont les médecins qui ont réclamé le numerus clausus ! Ils ne vont jamais se bouger. »

- « À part quelques fadas, mais sinon on est complètement minoritaires : 90 % des médecins votent MR. »

- « Ils veulent rester une caste : ce qui est rare est cher... »³⁸.

Privilegiés de nos sociétés, nombre d'entre eux sont ainsi rentrés dans une logique de maximalisation de leurs gains, ouvrant la voie à la logique d'une médecine à deux vitesses, cause de la construction hâtive d'hôpitaux privés concomitamment à la destruction de la santé publique, dont les premiers constituent majoritairement à la fois la cause, et plus tard, la conséquence :

- « Les médecins sont quand même bien payés, mais quand tu les entends ils n'arrêtent pas de se plaindre. Certains médecins pensent qu'ils devraient être mieux payés qu'un premier ministre, parce qu'ils auraient des responsabilités plus importantes. Pour eux, 10.000 euros nets par mois, ce n'est rien du tout. [...] Dans les hôpitaux privés [par contre], c'est l'individualisme forcené, qui conduit à des excès inhumains : je me souviens d'un gynécologue qui faisait 400 accouchements à lui tout seul chaque année et qui en était fier ».

Applaudir indistinctement alors que dans le groupe applaudi se trouvent à la fois ceux qui veulent maximiser leur profit grâce à la médecine et ceux qui veulent utiliser leur connaissance pour participer au bien commun qu'est la santé, n'a pas beaucoup de sens. Certes, on sait qu'un pompier pyromane pourra éteindre le feu chez vous, comme un médecin libéral ne vous laissera sans doute pas agoniser au bord de la route parce que vous n'avez pas de carte de crédit³⁹, mais il aura été en partie responsable, peu ou prou, de vos malheurs, ou en tous cas de la façon dont maintenant ils sont pris en charge.

Un peu partout des méga-centres commerciaux hospitaliers sortent de terre, avec actionnaires et dividendes, dont l'objectif est en premier lieu de faire du profit, soutenus par des financements publics sous le prétexte, refrain lénifiant, de la « création d'emploi ». Leur objectif est donc de traiter du malade et pas de réduire la maladie dans nos sociétés, au même titre qu'une pompe à essence doit maximiser la fourniture de carburant et pas pousser les automobilistes à faire usage de leurs jambes avec une plus grande fréquence. L'objectif de l'hôpital privé, ce n'est pas la santé, celle-ci est juste un moyen de faire du profit. Ces hôpitaux privés payant mieux, ils contribuent par ailleurs à siphonner le personnel des hôpitaux publics, dont le personnel manquant s'était déjà vu compensé par de la main-d'œuvre médicale étrangère, cette dernière vidant à son tour les services médicaux de pays souvent plus pauvres. Le déménagement de l'hôpital privé Cavell à Bruxelles a par exemple « vidé le service de cardiologie »⁴⁰ de l'hôpital public Saint-Pierre. Pour « remédier » à cela ? On place dans les services publics des « managers » dont le seul but n'est plus que de jouer le jeu de la concurrence avec le privé, pour un seul résultat à moyen terme : tuer définitivement le service public⁴¹.

Par ailleurs, les médecins des hôpitaux publics se « servent » des consultations qu'ils donnent dans ces derniers pour réorienter leur patient vers leur cabinet privé : « Vous savez, vous attendrez beaucoup moins dans mon cabinet privé », c'est une pratique courante. Il y a un hôpital dans la région de Liège qui proposait un rendez-vous dans un délai raisonnable pour deux fois le prix Inami ». Pas étonnant dès lors que « à Cavell par exemple, la majorité des médecins ont refusé de voter que le prix soit limité à 10 fois celui de l'Inami ! ». 10 fois, vous avez bien lu.



Illustration: Eliot Duran

QU'EST-CE QUE LA SANTÉ DANS UN MONDE MALADE ?

« Les écoles produisent de l'éducation et les véhicules motorisés produisent de la locomotion de la même manière que la médecine produit des soins. Chaque entreprise arrive à dominer son secteur et à faire accepter ses outputs comme des produits de première nécessité qui ont toutes les caractéristiques de marchandises industrielles ».

Ivan Illich, Némésis médicale⁴².

Il serait erroné de situer le système médical comme zone d'exception au monde dans lequel il est. À ce niveau de réflexion, nous n'établissons plus de distinction entre le privé et le public, mais percevons la santé comme domaine particulier dans un système malade, où de fait l'entreprise médicale est un paradigme de l'institution industrielle : « La médicalisation pernicieuse de la santé n'est qu'un aspect d'un phénomène généralisé : la paralysie de la production des valeurs d'usage par l'homme, comme conséquence de l'encombrement par des marchandises produites par lui »⁴³.

La médicalisation institutionnelle de nos vies, l'attente démesurée à l'égard de la sainte-église hospitalière, fait partie des pratiques de désresponsabilisation qui accentuent notre hétéronomie, nous privant de penser les conditions modernes de vie qui nous rendent malades et les moyens de les éradiquer⁴⁴, l'organisation sanitaire devenant en elle-même l'entreprise qui, comme d'autres, occultent le monde qui produit ses ravages : « L'organisation nécessaire pour soutenir cette intervention [la médicalisation de la vie] devient le masque sanitaire d'une société destructrice⁴⁵ » ; mais aussi privatise la santé, dans ce sens qu'elle délègue à un autre la fonction de prendre soin de nous : « L'entreprise médicale menace la santé. La colonisation médicale de la vie quotidienne aliène les moyens de soins. Le monopole professionnel sur le savoir scientifique empêche son partage »⁴⁶, comme si cette évolution était normale et souhaitable : « Les citoyens ont une conscience accrue de leur dépendance vis-à-vis de l'entreprise médicale, mais ils pensent que c'est un phénomène irréversible. Ils identifient cette dépendance au progrès »⁴⁷.

Il y a dès lors de formidables leçons à tirer des exultations présentes en faveur de la santé, venant d'une société où la malbouffe est généralisée, et où personne ne daignerait laisser sa voiture

individuelle et ses voyages en avion pour faire sa part de contribution à rendre notre air respirable, et en fin de compte pérenniser un mode de vie durable. L'homme moderne semble avoir plus facile à rester confiné chez lui qu'à bannir Amazon de sa liste de service de consommation en ligne.

Il est donc plus qu'étonnant de prendre constat du fait que des États :

- qui ont laissé le secteur de l'agroalimentaire faire ce qu'il veut, se contentant de feindre de réguler les intentions des « consommateurs » en apposant une apostille en bas de l'écran d'une publicité télévisuelle qui nous vendait de la merde, en nous prévenant quand même que l'abus de matière fécale était nocif et qu'il fallait faire de l'exercice physique tous les jours – en regardant la télévision ? ;

- dont l'agriculture a peu à peu été colonisée par les logiques de profit et a participé de la programmation létale des petits paysans, tués les sols, organisant la disparition massive des abeilles, des insectes de façon générale, des vers de terre et de la vie ;

- qui ont encouragé l'élevage intensif, les fermes des mille vaches, les élevages de cochons de Bretagne dont les millions de tonnes de lisier tuent les chevaux et empoisonnent les promeneurs, les poulets dont on coupe le bec, dont on broie les petits pour en faire des nuggets... Soit, qui ont fait de l'animal une vulgaire valeur d'échange ;

- qui ont accepté d'encore commercer avec un pays qui détruit la forêt amazonienne ; qui coupent des arbres pour construire des immeubles inutiles, des routes, des zones libres pour laisser voyager les ondes 5G meurtrières ;

- qui ont accompagné la privatisation des soins de santé, conduisant en partie à la situation où nous sommes ;

38. « La santé en système capitaliste : un bien commun ? », paru dans Kairos de février-mars 2018. Voir <https://www.kairospresse.be/journal/kairos-33>. Les citations qui suivent sont tirées de cette même interview.

39. Enfin, le « progrès » made in USA arrive : « Va-t-on vers un système à l'américaine ? ». « On y est déjà. J'ai vu une patiente en hémorragie mise dans le tram d'un hôpital privé vers un public, refusée parce qu'elle n'était pas solvable ». Voir « La santé en système capitaliste : un bien commun ? », ibid.

40. « La santé en système capitaliste : un bien commun ? », ibid.

41. Voir à ce sujet le documentaire « Burning out », Jérôme Le Maire, www.burning-out-film.com/?lang=fr

42. Ivan Illich, *Némésis médicale*, Œuvres complètes, vol.1, Fayard, p. 661.

43. Ibid., p. 583.

44. « Les rituels de la médecine font croire aux gens que les traitements qu'ils subissent feront du bien à leur santé, alors même que leur résultat le plus clair est de les priver de la volonté d'exercer un contrôle sur leurs conditions de travail et d'habitat », Ivan Illich, ibid., p. 650.

45. Ibid., p. 586.

46. Ibid., p. 585.

47. Ibid., p. 681.



- qui ont encouragé le trafic automobile et n'ont jamais initié le moindre geste en faveur de sa diminution, (sauf dans les grandes villes depuis peu, très doucement, au rythme des désagréments que les embouteillages causaient au secteur patronal), viciant notre air, dont les particules fines et autres scories de la liberté individuelle de rouler colonisaient nos poumons ;
- qui ont favorisé le secteur des multinationales, au détriment des remèdes alternatifs peu coûteux et autant, si pas plus efficaces ;
- qui ont exploité le « Sud » et continuent à le piller de façon intempes- tive, pour notre confort au Nord ; ont assassiné tous les dirigeants qui tentaient de donner à leur peuple une autonomie, mal vue ici car elle aurait bafoué « l'autonomie » technologique du peuple, qui veut sa bagnole, son four à micro-ondes et son smartphone ; mettant en place des mécanismes d'aide qui avaient plus une valeur symbolique que réelle, confortant l'Occidental dans cette image de notre innocence dans la situation du Sud ;
- qui ont participé ou toléré la concentration médiatique au sein de structures propriétés des plus grosses fortunes nationales, alors qu'une information libérée, si tant est qu'elle ait existé à grande échelle un jour, restait le garant contre l'aliénation de la population, une nourriture à l'esprit critique, et donc l'assurance qu'elle n'aurait pas accepté toutes les « innovations » qu'on lui impose. ;
- qui laissent les technologies de l'information et de la communica- tion (TIC) et les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Micro- soft) prendre le contrôle de nos vies et de nos esprits et participer de la crétinisation des masses, leur ouvrant les portes des établis- sements scolaires...
- qui n'arrivent même pas à abolir le plastique, le glyphosate, les 4x4, les paradis fiscaux, ou plutôt les encouragent.
- ...

Il est effarant donc que ces États qui ont participé à ce dépéris- sement collectif, se souviennent désormais de nous, de notre santé et de nos vies, comme si celles-ci prenaient maintenant le dessus sur l'économie et la croissance, et on ne peut qu'y voir, au-delà du spectacle⁴⁸, non pas un grand complot, mais la continuité mor- bide d'un mode d'organisation qu'ils ne sont pas prêts à remettre en cause après l'épisode du Covid-19, au contraire. Certes, ce rôle d'empoisonneur-apothicaire est propre à un État qui a cru devoir servir prioritairement les entreprises et leurs patrons avant le bien commun et qui a, en outre, rendu les aménagements qu'ils avaient mis en place pour nous protéger quelque peu des affres du capita- lisme (sécurité sociale, assurance-maladie, congés payés, services publics) dépendants d'un système économique de croissance. Il faudra évidemment aussi souligner que, hiérarchisation habituelle dans les morts oblige, c'est en raison du fait que le Coronavirus attaque toutes classes sociales confondues⁴⁹ que les élites s'y intéressent aujourd'hui. Ici, les morts sont importants, parce que l'épidémie touche aussi les patrons d'industries du Bel20.

Revenons-y donc : « C'est la société qui multiplie les causes d'ina- daptation physique, mentale et sociale et qui rend nécessaire ensuite la dépense de sommes fantastiques pour soigner, réinsérer ou main- tenir en vie les inadaptés⁵⁰. » « The idiot cycle »⁵¹... « L'analyse de la tendance de la morbidité montre que l'environnement général (notion qui inclut le mode de vie) est le premier déterminant de l'état de santé global de toute population. Ce sont l'alimentation, les conditions de

logement et de travail, la cohésion du tissu social et les mécanismes culturels permettant de stabiliser la population qui jouent le rôle déci- sif dans la détermination de l'état de santé des adultes et de l'âge auquel ils ont tendance à mourir. Alors que, avec les transformations de l'âge industriel, les anciennes forme pathologiques tendent à dis- paraître, de nouvelles formes de morbidité apparaissent. C'est de nouveau au régime alimentaire que revient la priorité dans la déter- mination du type de maladies courantes, particulièrement si l'on y inclut les consommations de tabac, d'alcool et de sucre. Un nouveau type de malnutrition est en passe de devenir une forme d'épidémie moderne au taux d'expansion particulièrement rapide. Un tiers de l'humanité survit à un niveau de sous-alimentation qui aurait été jadis légal, tandis que de plus en plus d'individus absorbent des poisons et des mutagènes dans leurs aliments⁵². »

C'est avec l'ère industrielle qu'apparaissent de nouvelles mala- dies. Aux États-Unis, le progrès de l'industrialisation s'accompagne du déclin de la qualité de l'alimentation et donc de la dégradation de l'État de santé des populations. « L'intervention destructrice de l'homme sur le milieu s'est intensifiée parallèlement aux prétendus progrès de la médecine ; l'empoisonnement de la nature par l'indus- trie chimique est allée de pair avec la prétendue efficacité croissante des médicaments ; la malnutrition moderne, avec le progrès de la science diététique »⁵³. Alors que la santé se dégrade, la prise en charge des problèmes de santé est perçue comme une possibilité de profit énorme. Ainsi, si le tabac et la malbouffe rapportent énormément aux entreprises – et à l'État via les taxes –, les conséquences sanitaires qu'ils provoquent amènent des gains financiers aux entre- prises pharmaceutiques et aux secteurs privatisés de la santé. Éliminer la cause reviendrait de fait à produire deux effets impensables pour des États imbriqués dans une logique pernicieuse d'un système public financé par des activités destructrices, et qui ne veulent pas modifier leur fonctionnement :

- se priver des revenus issus des taxations des produits nocifs ;
- se priver des revenus issus des médicaments et des services de santé.

Cela réduirait les maladies, mais aussi les profits, ce qui faisait dire à Ruth Mulvey Harmer « que l'Organisation mondiale de la santé trouve un intérêt dans la continuation de l'utilisation des pesticides toxiques du fait de ses programmes de santé publique »⁵⁴. À l'évi- dence, si ce qui nous nuit de façon structurelle (la pollution de l'air, de l'eau, des sols, la déforestation, le stress systémique, la surcons- ommation d'écrans, ...) ne disparaît pas, c'est que cela participe de la croissance économique. Mais si nous ne luttons pas pour les voir disparaître, c'est aussi parce que nous trouvons dans l'usage des objets qui produisent ces nuisances plus d'avantages que de défauts, gardant à l'esprit que les nuisances sont surtout subies par des personnes dont nous tentons le plus souvent d'oublier l'existence, comme l'indiquait sans ambages Véronique de Viguierie quand elle nommait son reportage « Les pétrolières tuent pour satis- faire leurs clients... nous ! »⁵⁵

On vénère la science, on dénigre la conscience de soi et les remèdes des grands-mères qui ont fait leur preuve séculaire. Les effets de groupe consensuels contiennent toujours un sens caché, qui est évidemment difficilement audible, puisqu'il révèle le mythe de cette nouvelle unité autour d'un thème commun. Paradoxalement donc, l'unanimité autour de la défense des soins de santé indique une survalorisation des hôpitaux qui révèle un mode de pensée qui perpétuera la domination bureaucratique de nos vies.

CONCLUSION

Il faudrait rappeler l'horreur que génère et nécessite notre système en période « normale ». Il est devenu « populiste » et malvenu de dire qu'un enfant meurt de faim dans le monde tous les cinq secondes, conséquence directe de notre modèle de développement. C'est que cette réalité dérange profondément car elle ne tolère qu'une seule réponse : un changement radical. Il est donc une leçon à tirer, dont nous avons partiellement évoqué la raison dans ce texte, mais qui semble difficile à arriver à la conscience : il ne faut plus rien attendre des politiques, et c'est bien cette croyance qui nous a fait perdre un temps précieux et participer à cette délégation pérenne de notre pouvoir collectif à une caste ploutocrate. Si l'on ne subit pas une crise financière d'ampleur inédite lors de cette épreuve du Corona, il est assuré que les politiques en reviendront à leur premier amour, à savoir un démantèlement de ce qui fait encore société. Méde- cins, infirmières et autres personnels hospitaliers, dont ceux aussi qui ramassent les poubelles et nettoient les hôpitaux, caissières, éboueurs, postiers, etc., seront à nouveau bien seuls quand il faudra trouver du monde pour empêcher qu'ils ne soient avalés par la spirale du profit. Les contestations acceptables seront alors insuf- fisantes, les manifestations joyeuses de solidarité désengagées, empathiques.

La thèse complotiste sera tirée du chapeau dès que nous vou- drons dire que le Covid-19 et sa gestion sont un produit de ce monde. Un schisme, déjà entamé, s'établira entre ceux qui, même « de gauche » – ou surtout de gauche, parfois... – sont intimement per- suadés d'être dans un monde moderne, avancé, et pris en main par un État plein de sollicitude, pour qui les événements de crise ne sont que des « accidents », évitables, d'un système qui une fois débarras- sés de ceux-ci, aura atteint la perfection, un schisme s'établira donc entre ces derniers et ceux qui ne croient plus en un État protecteur garant du bien commun. Malheur, misère, maladies et morts ne sont pourtant pas que les affres de l'existence, mais également bien la condition intrinsèque d'un désastreux système qui a fait de la pro- duction-consommation une valeur .

En ce sens, la panique tombe à point nommé pour un système capitaliste en pleine désagrégation. Elle est notamment l'occasion :

- de tester la capacité de soumission des populations à grande échelle ;
- d'augmenter de façon faramineuse le profit des multinationales pharmaceutiques, les États endossant la charge de la recherche et le privé les bénéficiaires, dans la logique habituelle de socialisation des coûts et privatisation des bénéficiaires ;
- que les multinationales, comme elles le font toujours, instrumen- talisent les États dans des dimensions inédites. Sans ceux-ci en effet, impossible de coordonner un dépistage et une vaccination mondiaux ;
- de se passer définitivement de l'avis d'une population confinée, les gouvernements s'alliant comme jamais avec le milieu pharmaceu- tique privé, mais constituant aussi des comités d'experts provenant du secteur des entreprises et des banques.
- de rendre possible ce saut par l'instigation massive dans la popula- tion d'une peur collective qui autorisera un « après ». Comme l'a dit la première Ministre belge : « C'est un long processus de reconstruc- tion qui nous attend. Il est évident qu'il y aura un avant et un après Covid-19 ; que ce soit dans la manière d'envisager notre rapport aux autres ou que ce soit dans le fonctionnement de notre société, de manière plus générale. Nous devons faire en sorte de sortir de cette épreuve renforcés »⁵⁶.

Nous devons changer radicalement notre rapport au monde et aux autres, changer de société, pourfendre le capitalisme.. Nous nous en sortons, collectivement, et nous sortons de leur condi- tion ceux qui meurent du fait de nos modes de vie, si, enfin, nous comprenons cela.

Alexandre Penasse

48. Voir « Nous sommes pris dans le spectacle », Kairos février-mars 2020.

49. Ainsi du décès de Philippe Bodson, ancien patron de Tractebel et Président honoraire de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), grand ami des milliardaires. C'est un truisme que de dire que si la paludisme avait touché eux ou leurs proches, cela fait longtemps qu'il lui aurait trouvé un remède.

50. Ivan Illich, *Nemesi médicale*, *Ibid.*, p. 657.

51. Titre d'un documentaire montrant la consanguinité entre les entreprises qui fabriquent les produits qui nous rendent malades et celles qui fabriquent ceux pour nous « soigner ».

52. *Ibid.*, p. 600-601.

53. *Ibid.*, p. 601-602.

54. *Ibid.*, p. 601.

55. « Nigeria : la guerre du pétrole brut dans le delta du fleuve Niger », *Métropolitique.com*, cité dans *De quoi Total est-elle la somme ? Multinationales et perversion du droit*, Alain Deneault, Écosociété/Rue de l'échiquier, 2017, p. 275.

56. « Allocution de la Première Ministre », 5 avril 2020, www.sophiewilmes.be





LA DIAGONALE DU COVID-19

Chers lecteurs, chères lectrices,

Je vous écris ce texte un dimanche, le 29 mars. Un peu plus de 10 jours après le début de cette période de confinement pour les uns, de *lockdown* mais pas trop pour les autres, de *lockdown parties* pour d'autres, de « restez chez vous » pour ceux qui aiment les termes français qui ont du sens. J'adorais sortir, je reste cloîtré chez moi. J'adorais prendre des cafés torréfiés dans des bistrotts bondés, j'en prends, seul, et du soluble. J'adorais embrasser, serrer les gens dans mes bras, serrer la main de mes élèves, je serre la vis et ne sors plus du tout, entrevoyant même chez chaque personne que je croise un potentiel nid à virus ou un ancre à maladies. J'adorais interagir en classe, j'interagis désormais devant mon PC. Je prenais soin de moi, je prends soin de me laver les mains au moins 30 fois par jour. J'étais fanatique des grandes promenades, je redécouvre avec plaisir le microcosme de mon appartement.

Ce virus dont on croyait qu'il ne nous parviendrait jamais ne cesse de nous surprendre : chapeau l'artiste ! Il ne toucherait que les Chinois ? Il impacte 9/10^{èmes} de la population mondiale. Il n'empêcherait jamais les gens de s'amuser et de voyager ? On ne compte plus les établissements fermés, les amendes salées et les voyageurs cloués au sol ou contraints de reporter, voire d'annuler leurs déplacements. Il ne toucherait que les pauvres, les défavorisés ? Il a fait mourir des chanteurs, des politiques, des médecins, des musiciens, a touché le premier ministre anglais, le prince Charles d'Angleterre, et même le footballeur Blaise Matuidi. Quelle horreur ! Nous nous sommes crus invincibles, nous sommes mis à terre par un virus passé par un pangolin puis par une chauve-souris. Nous nous sommes crus invulnérables, jeunes et moins jeunes. Avant-hier, pourtant, on apprenait qu'une jeune fille de 16 ans était tombée, foudroyée. Nous nous sommes estimés à l'abri, grâce à nos smartphones qui diffusent autant de musique que de ronrons de spécialistes en tout et n'importe quoi ? Nous voilà apeurés, meurtris, bouffés par la surabondance d'informations en tous sens – ce qui amène à envisager le brevetage d'un nouveau mot, l'infocipation. Nous avons la fatuité de penser que cela toucherait d'abord les pauvres, les pays éloignés ? C'est l'Europe et les États-Unis qui, après la Chine, sont les plus durement affectés par cette infection pulmonaire.

Dans ce contexte, l'*hubris* de nos dirigeants, des têtes brûlées, de nos assidus de l'apparence, de ces prosélytes de la fête à tout prix, du voyage de luxe et à n'importe quelle saison, des excès de nos vies occidentales, est criante et critique. Nous nous voulions Hercule, nous voilà comme Achille, planté et terrassé par son point sensible, l'endroit auquel il ne pensait jamais, le point dont il se souciait une fois par éternité. Cette *hubris*, mélange d'ignorance, de minimisation du danger, puis de résignation avant une intervention divine, se reflète très précisément pendant cette crise. La divinité ? Mais oui, bien sûr. La divinité Science supprime Dieu, Allah et Yahvé. À l'image marquante du pape François, seul – pour des raisons sanitaires – à prononcer sur le balcon de la place Saint-Pierre à Rome l'*urbi et orbi*, répond l'image saisissante de centaines de personnes qui, faisant clairement fi des mesures de distanciation sociale préconisées, s'entassent devant la clinique du professeur Raoult à Marseille. Tant d'*hubris* au préalable ne pouvait en entraîner qu'une autre, corrélative à la surconsommation et à la communication virtuelle et abu-



sive : ce qui épuise le plus les esprits malins et nuancés, à présent, c'est de lutter à tous les instants et sur tous les coins de bistrotts virtuels contre les théories du complot et autres rumeurs aussi inventives qu'infondées. On en ritait presque (ce que font, sans public, *Les Grosses Têtes* de Laurent Ruquier chaque jour) si ce n'était à la fois aussi affligeant et aussi toxique, dans tous les sens du terme.

À tout bien réfléchir, donc, cette période de crise est le symptôme le plus criant d'une société malade de ses excès. Elle aura ses martyrs, ses héros, ses salauds, ses dénonciateurs, ses antagonismes. Au moins seront évitées les engueulades entre membres d'une même famille ou entre amis, puisque les réunions sont actuellement interdites dans la majorité des pays, particulièrement dans l'Union européenne. *Hubris*, d'ailleurs, aussi, de l'Union européenne qui a dû reconnaître, la queue entre les jambes, qu'elle avait sous-estimé le danger. Comme organe de défense et de protection de centaines de millions d'habitants, on fait mieux...

Ces *hubris* en série montrent les failles d'un système et forment une dangereuse, voire mortelle et angoissante figure géométrique à la croissance exponentielle, et dessinant une diagonale qui sème la panique partout, entre pénuries annoncées – mais jamais réelles – de papier toilette et manques criants et confirmés, à demi-mots, de matériel médical par manque de prudence et de précaution.

On sait parfaitement comment nous en sommes arrivés là et on sait à peu près qu'on en sortira. Cette crise révèle, à la manière d'une tragédie antique (nous n'avons rien inventé, les Grecs qui faisaient le siège de Troie ont failli être décimés par une peste, comme la maladie inattendue qui a mis à bout le pauvre Périclès, qui se croyait

intouchable, en plein milieu d'une guerre. Pas de chance !), les faiblesses, les failles mais surtout l'immense fragilité de nos sociétés fondées sur le profit et la production illimités, ainsi que sur la spéculation.

Elle révèle aussi par contraste l'immense force de personnes qui partent à leur travail, un travail généralement dévalorisé par une certaine intelligentsia déconnectée, la fleur au fusil mais la boule au ventre comme on partirait à la guerre. Elle permet à tous de redécouvrir ce que sont la solidarité, la fraternité, la loyauté, l'altruisme et l'économie collaborative. Surtout, et c'est salutaire, elle donne une opportunité de réinventer nos modes de vies, de les articuler différemment, de redécouvrir l'ennui, de prendre le temps de lire, d'écouter de la musique, d'observer une nature joyeuse et en pleine expansion printanière, sans devoir subir le brouhaha des avions qui volent, des voitures qui vrombissent pour aller toujours plus vite et nulle part, des trottinettes électriques qui n'encombrent plus – tiens, c'est curieux – les rues.

Ce sujet vaste et infini mérite qu'on salue chaleureusement les partisans de la décroissance et de l'antiproduktivisme : partout, les signes de localisme et de reprise de ses droits par la nature ne peuvent que donner raison à ceux et à celles qui, depuis longtemps, tiraient la sonnette d'extrême alarme sur l'épuisement de la planète sous les coups de butoir de capitalistes forcenés. Il n'est pas sûr qu'ils soient correctement entendus : l'économie repart déjà en Chine, les dirigeants européens (encore Thierry Breton, commissaire européen, dimanche 29 mars sur Europe 1) et le gougnafer

à mèche magique des États-Unis ne cessent de ressasser que le pays ne peut pas se laisser paralyser par cette crise. Oh, ce n'est pas une crise, serinent-ils. Une petite crise. Une « crisounette » qui passera vite, n'est-ce pas Jair Bolsonaro ? Cela passera pour la fête de Pâques. À la limite, pour le début du Ramadan, on pourra recommencer « comme avant ». Nous savons précisément que ce ne sera potentiellement plus « comme avant ». Une transformation de notre essence d'êtres humains sociaux s'est opérée et continuera à s'opérer. La question cruciale est celle de la durée et de la pérennisation de ce changement et de cet apprentissage salvateur de la sobriété. Louis Chedid, humaniste chanteur, disait encore sur les ondes de la RTBF que c'était pour lui « la première fois qu'on plaçait l'humain avant l'économie ». Puisse-t-il avoir raison.

L'enjeu civilisationnel, en effet, est là : tenir compte de cet avertissement sévère pour enfin comprendre et respecter la nature et le bon sens biologique. Sinon, la nature pourra aisément remplacer les petits humains qui ont voulu s'aventurer, sans boussole ni repères, sans règles ni sens du respect, à un jeu trop risqué pour eux. Grands enfants que nous sommes, nous avons cru que gérer cette pandémie serait aussi *easy* que dégommer tous les ennemis d'un mauvais jeu de *shoot 'em up*.

Jean-Guy Divers

Illustration: Laura Kientzler



LE COVID-19 VALAIT BIEN UN CARNAVAL

L'un des premiers chocs de la crise a été pour nous l'annulation de plusieurs carnivals. Ainsi, une « petite » grippe allait avoir raison de nos traditions millénaires ? Après réflexion, nous avons pourtant bien eu un carnaval, et de grande ampleur. Peut-être même une tragédie dionysiaque. Mais quel en sera le dénouement ?

Illustration: Anir Amsky



Dans la Grèce ancienne, la tragédie était d'abord une fête religieuse célébrée à l'orée du printemps. Elle était dédiée à Dionysos, un dieu étrange, parfois considéré comme étranger, connu pour être le patron des transe collectives et des breuvages capiteux. À l'instar de nos carnivals, la fête dionysiaque annonce la renaissance de la nature, tout en nous faisant sentir la fragilité de l'ordre social. Comme pour nous rappeler que la puissance vitale et enivrante de la nature et du végétal n'est pas dénuée de certains risques. Et que la cité ne peut être totalement préservée du monde sauvage. Celui des forêts, des fauves. Et des virus.

Ce qu'apporte Dionysos dans la cité, c'est un moment d'ivresse partagée et un renversement temporaire de l'ordre établi. Dans l'œuvre tragique que lui consacre Euripide, Dionysos s'empare de l'esprit de toutes les femmes de la ville de Thèbes, qui aussitôt quittent leur foyer, abandonnant maris et enfants pour rallier en dansant et en chantant les montagnes et les forêts. Cet abandon de la cité par les femmes, qui se libèrent soudain de leurs devoirs et de leur soumission, provoque un bouleversement brutal et inattendu. C'est le signal de départ d'une succession de renversements et de brouillages de l'ordre et de la hiérarchie. Entre l'homme et la femme, mais aussi entre le puissant et le faible, le riche et le pauvre, le civilisé et le sauvage, l'espace cultivé et l'espace naturel.

LES ESSENTIELS MÉTIERS MODESTES

Tout comme l'épidémie de transe dionysiaque, le virus du covid-19 vient menacer et subvertir (temporairement ?) l'ordre établi. On s'aperçoit soudain que les rouages les plus essentiels de nos sociétés résident dans les fonctions les plus modestes et dévalorisées : infirmier-ère-s, caissier-ère-s, chauffeur-se-s, éboueur-se-s. Souvent, ces fonctions sont assurées par des femmes, dont on sait par ailleurs qu'elles sont moins bien rémunérées et sous-représentées dans les postes de direction. On disait jadis que les femmes avaient un lien secret avec la nature. C'est politiquement incorrect. Mais historiquement pertinent. Car à travers l'oppression des femmes, à commencer par les sorcières d'autrefois, c'est bien un lien avec la nature, ses lois, ses puissances et ses risques, qui a été occulté, minorisé ou détruit¹.

Dionysos est un dieu qui surgit des espaces sauvages, de la forêt, tel un émissaire de la déesse Artémis, chasserresse agile et impitoyable, patronne des mondes naturels aux destins et devenirs

entrelacés. Pour ses fidèles enthousiastes, Dionysos est le pourvoyeur d'une transe douce et heureuse, d'une union harmonieuse avec le dieu et la nature. Mais pour les habitants de la cité, il peut être funeste autant que bienfaisant, car il apporte la menace d'un désordre sans retour, d'une destruction irréversible. Dans la tragédie d'Euripide, Dionysos fera commettre l'irréparable à Agavé, la mère du roi Penthée. Croyant avoir tué un fauve à la chasse, elle stupéfie la cité en brandissant, pleine de joie et de fierté, la tête de son propre fils qu'elle prend pour le trophée d'un lion. Le lien de Dionysos avec la chasse, activité qui confronte l'homme à la nature, exprime à sa façon le risque propre que le dionysisme nous invite à habiter. C'est le risque que le chasseur se retrouve chassé, que l'homme devienne l'animal, qu'une violence mortelle s'abatte sur la société².

LIENS DÉVOYÉS AVEC LA NATURE SAUVAGE

Ce lien avec la nature sauvage et la chasse, qui s'invite dans la cité pour lui rappeler sa fragilité, nous semble évident dans l'actuelle pandémie. C'est à la chasse que Dionysos emmène les femmes en transe. C'est en croyant chasser qu'elles abattent et démembreront le roi de la cité. Or, le lien du Covid-19 avec la chasse est démontré. Ce n'est pas le cadavre d'un fauve qui introduit cette fois le désordre dans la cité globale, mais celui d'une chauve-souris ou d'un pangolin. L'expansion urbaine démentielle qu'a connue la Chine a précipité le dérèglement des écosystèmes, créé des frontières instables et généré des échanges perturbés entre les humains et leur environnement naturel, favorisant la propagation explosive de maladies³. Tout comme Dionysos à Thèbes, le virus se présente dans la cité globale en émissaire d'une nature courroucée. Et tout cela fait trembler sur ses bases l'ordre économique, le virus couronné menaçant de renverser la couronne du capital financier, qui trône sans mesure sur le monde.

TOUS S'AVANCENT MASQUÉS

Enfin, il faut rappeler que Dionysos est un dieu masqué. L'allusion à la tragi-comédie des millions de masques dont manquent nos hôpitaux et pharmacies est presque trop facile. C'est surtout la nature incertaine et double des individus pendant l'orgie dionysiaque, qui frappe par son analogie avec la façon dont le virus progresse. Comme au carnaval, les citoyens ordinaires avancent désormais masqués et leur identité trouble est porteuse d'une duplicité inquiétante. De chacun on se demande désormais : est-il ou non contaminé ? est-il ou non possédé ? Non plus par la fureur du dieu de la vigne, mais par la charge virale du Covid-19.

Ainsi, le carnaval, le cortège dionysiaque, c'est un petit bout de *Société contre l'État*, pour reprendre le titre d'un célèbre livre de Pierre Clastres consacré aux sociétés forestières d'Amazonie. Car la tragédie, comme forme dramatique, se rit de nos prétentions en exposant la chute cruelle des puissants, et plus particulièrement de tous ceux qui transgressent les limites de leur condition humaine, tel le roi Penthée se prenant pour un demi-dieu. Cette méfiance intraitable de la Grèce ancienne à l'égard de l'*hybris* (la démesure) est un fil rouge de la vie intellectuelle des Grecs. Mais l'*hybris* est sans doute aussi un signe sombre de la dérive de notre époque, alors que l'impératif de profit, étranger à toute mesure, nous fait traverser à grande vitesse les limites de la biosphère.

CORRIGER LES ARROGANTS

Cependant, le but du rite dionysiaque n'était pas la destruction de l'ordre social ni le renversement définitif du pouvoir, mais plutôt sa régénération, sa purification à travers une forme d'avertissement sauvage et de révolte festive, qui secoue les certitudes, dévoile les excès et corrige les arrogances impies des puissants. Dionysos vient des forêts profondes et des contrées barbares, pour nous rappeler que nous ne sommes que des hommes et que nous devons pouvoir nous contenter de la magie simple du quotidien. Le goût de l'autre, la saveur des fruits sauvages, la joie du vin. Il nous invite à une pacification avec nous-mêmes, la nature et les autres, en relativisant les frontières de l'organisation sociale (par la fête, le désordre, la musique) et de l'identité personnelle (par l'ivresse, le déguisement, la sensualité).

Les anciens avaient les ressources d'une vision, sinon véritablement animiste, du moins habitée de ce monde. Leur polythéisme ouvrait à la pluralité des espaces et des modes de vie et savait éveiller l'attention aux conséquences de nos actes. Ils entendaient des signes que nous ne percevons plus. Ils connaissaient l'exercice qui consiste à lire et interpréter ces signes de la nature et du destin. Ils étaient prêts parfois à en tirer des décisions d'action.

Notre vrai risque, à nous, c'est de ne même plus entendre le roulement de tambour du carnaval qui nous met en garde contre la routine mortelle d'une société malade. Tout comme nous n'entendons déjà plus le chant des oiseaux qui s'est éteint dans l'indifférence de nos campagnes mortifiées.

Certes, un vent de changement semble se lever ces jours-ci, qui appelle à revenir à des choses nécessaires, durables, locales. Mais peut-on vraiment espérer qu'une fois la crise éteinte, nous ne nous empresserons pas de confier à nouveau à l'ordre des « experts » et des grands « acteurs économiques » la recherche d'une solution de sécurité qui nous évite toute remise en question profonde ? Rien n'est moins sûr, tant nous sommes bercés aux promesses de l'innovation et drogués aux solutions technologiques. Des solutions qui passent par toujours plus de contrôle, de surveillance et de gestion technocratique, d'algorithmes, d'automatisation et d'économie numérique. Plus de personnalisation qui isole. Plus de « distance sociale », une expression qui dit si bien notre impuissance politique, consacrée par la culture libérale. Plus de résignation. Et moins de carnaval ?

Max Lower, du blog *symbiosphere*⁴

Sources bibliographiques et notes

HARRISON R, *Forêts*.
NIETZSCHE F, *La naissance de la tragédie*.
VERNANT J-P et VIDAL NAQUET P, *La Grèce ancienne*, tome 3.

- C'est d'ailleurs le point de vue de l'éco-féminisme, qui veille notamment à réactiver la puissance oubliée des sorcières médiévales.
- Dans *Au temps des catastrophes*, la philosophe Isabelle Stengers a décelé un risque semblable. Elle associe en effet le retour de la barbarie à celui d'une autre divinité grecque : Gaia, la Terre-Mère. Le nom de Gaia a été utilisé par les inventeurs d'une théorie du système Terre qui décrit le climat comme le produit de l'activité vivante de la biosphère (James Lovelock et Lynn Margulis, *L'hypothèse Gaia*), de sorte que c'est très littéralement que la déesse blessée se manifeste aujourd'hui à travers les désordres climatiques. Comme si, pour nos sociétés occidentales, on assistait à une sorte de retour mythologique du refoulé !
- Voir par exemple « *Déforestation, urbanisation : comment l'humain offre de nouvelles opportunités aux virus* », 29/03/20, www.rtf.be ou encore « *Il est urgent d'enquêter sur l'origine animale de l'épidémie de Covid-19* », www.franceculture.fr
- <https://symbiosphere.wordpress.com/max-lower>

VISITE AUX « ASSISES DE L'ATTENTION », PARIS, 1^{ER} FÉVRIER 2020

Qui aurait parié un kopek que l'attention, cette faculté humaine si naturelle, aurait fait l'objet d'un colloque spécifique en 2020 ? Pourtant, le 1^{er} février, ce fut bien le cas à Paris, où les premières « Assises de l'attention » eurent lieu.

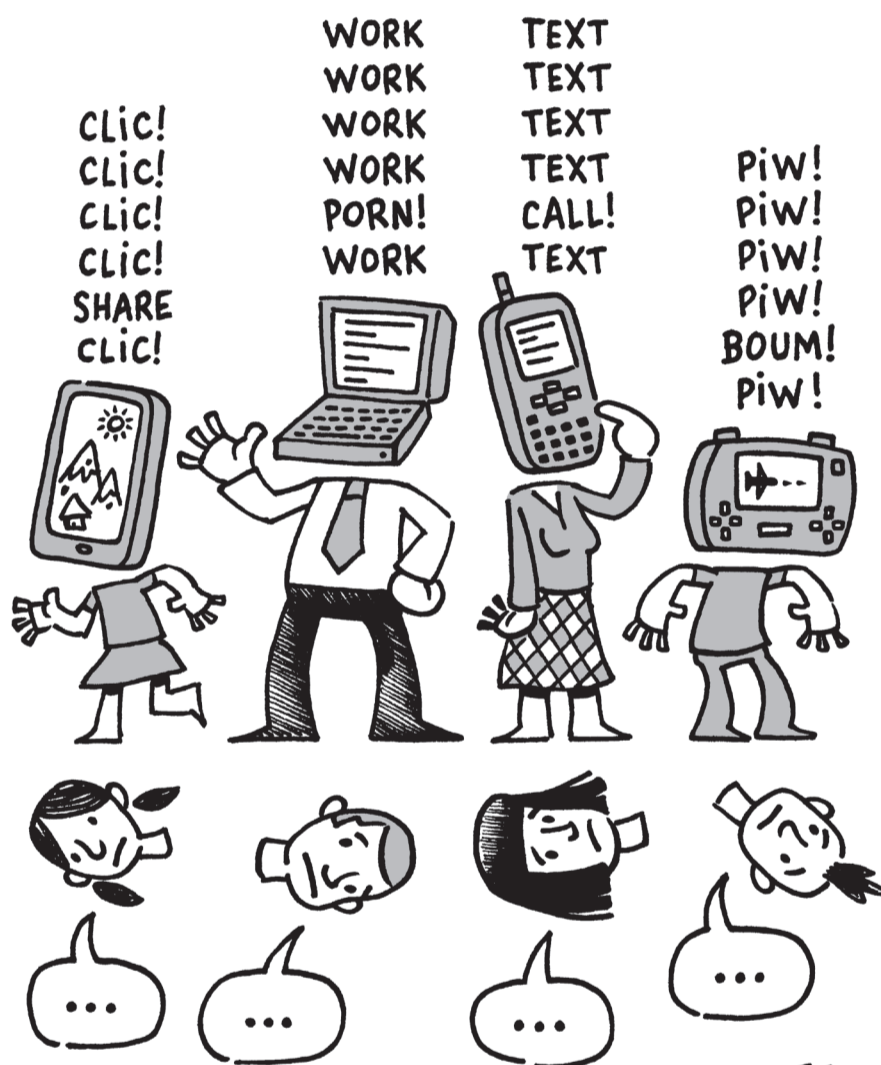
C'est l'inquiétude et la curiosité qui avaient motivé les organisateurs, un regroupement d'associations, tant envers la captation de notre attention par les géants du numérique (les GAFAM), devenue criante dans les sociétés industrialisées, qu'envers ses conséquences sanitaires, écologiques, éducatives et (non-)démocratiques. Les deux versants liés de l'attention ont été pris en compte : être capable de se concentrer et avoir des égards envers les autres et le monde en général. Parmi les anecdotes racontées, retenons celle-ci, tant elle est ahurissante : une infirmière des maternités rapportait que de plus en plus de femmes, juste après l'accouchement, lorsque leur bébé est déposé sur leur ventre, ont comme premier réflexe non de le toucher mais de le photographier et de poster immédiatement la photo sur les réseaux sociaux ! Elle expliquait ensuite l'importance des premiers moments, de chaque geste à apporter à l'enfant, des comportements qui semblent naturels mais qui le sont de moins en moins dans une société marquée par l'autonomie de la technique.

Pas loin de 300 participants, provisoirement déconnectés, se sont réunis le 1^{er} février à La Bellevilloise, un ancien atelier reconverti en lieu culturel dans le 20^{ème} arrondissement de Paris, pour écouter des spécialistes et des praticiens, puis échanger sur la question du jour : comment protéger notre attention face aux dangers des écrans ? Trois demandes politiques ont émergé de cette journée : la fin des écrans publicitaires dans les lieux publics, l'interdiction des écrans dans les crèches, les maternelles et au primaire, le lancement d'une campagne de prévention indépendante de tous conflits d'intérêts. Affaire à suivre...

En matinée, la première session de conférences concernait la question des enfants face aux écrans. Pour Sabine Duflo, psychologue et membre fondatrice du CoSE¹, le numérique induit une rupture entre l'enfant et son environnement naturel. Les troubles de l'attention, de l'acquisition du langage et du comportement sont en hausse, ainsi que les problèmes de santé mentale. Les relations d'attachement parents-enfants sont dégradées alors que les besoins spécifiques de ceux-ci sont en priorité la sécurité existentielle et la maîtrise du langage.

Jean-Philippe Lachaud, directeur de recherche en neurosciences à l'INSERM, affirme que l'attention est une plus-value de l'être humain. La crise qui la frappe était prévisible, car davantage de stimulations entraînent une division de l'attention et un zapping permanent pour ne rater aucune opportunité, pour diminuer l'anxiété de perdre des informations. Les écrans viennent également perturber les mécanismes intentionnels. Le smartphone est devenu un organe sensoriel et un sens additionnel stimulant le circuit de la récompense et sa pompe à dopamine. Il fait disparaître le corps, bientôt réduit à deux doigts, et atrophie le sens de l'espace. Allant dans le sens de l'hédonisme cher aux postmodernes, le chercheur note que « sans attention, il n'y a pas de plaisir ».

L'enseignante Karine Mauvilly est revenue sur son concept de cyberminimalisme, dans la foulée de son dernier ouvrage (Seuil, 2019). Dans sa démarche pragmatique, à défaut de sortir du numérique, il s'agit de réduire au maximum le temps passé devant les



TiTom

écrans et de choisir les moins mauvaises solutions que le marché nous offre, entre autres celles qui protègent au mieux nos données personnelles.

Janine Busson et le Québécois Jacques Brodeur, pionniers du « Défi sans écran », appellent à reprendre collectivement le pouvoir sur la technologie, à « dompter l'animal numérique chronophage ». Ayons toutefois conscience que l'adversaire en face est un professionnel de la captologie qui crée de nouveaux symptômes comme le *fear of missing out* (FOMO), la peur de manquer un événement important. Ils accusent l'École d'ignorer la prévention afin de ne pas entraver la marche de la numérisation. Ainsi, on remarque des cas d'enfants de maternelle qui dorment avec leur smartphone, abandonnés par des aînés « dérégulés dans leur fonction parentale ». Pour terminer, Brodeur a récusé ce stupide cliché selon lequel « il faut vivre avec son temps ». Enfin ! La matinée fut clôturée par une table ronde avec des représentants des associations Alerte², Les Chevaliers du Web³, CoSE, Joue, pense, parle⁴ et Lâche ton écran⁵.

L'après-midi s'ouvrait par une table ronde avec Cédric Biagini, Yves Cillon et Célia Zolynski. Le premier⁶ nous a gratifiés d'un exposé à coloration politique. La destruction de l'attention est le fondement d'un nouveau modèle économique piloté par les GAFAM, à la fois complices et concurrents entre eux. Le design, les interfaces et les notifications améliorent les performances de la captologie, les

algorithmes accompagnent nos vies sans que nous ayons besoin d'être munis d'une puce sous-cutanée puisqu'un smartphone suffit. Les GAFAM cherchent à optimiser, rationaliser et intensifier nos existences par les technologies de l'information et de la communication (TIC), proposent de nouvelles manières d'être au monde et de nouveaux agencements sociaux dans la recherche de sensations et d'expériences.

Le deuxième, professeur de littérature et médias à l'Université Paris 8, était à notre sens l'invité-mauvaise surprise, au vu de son discours ambigu qui n'est certainement pas étranger à son appartenance au mouvement accélérationniste⁷. S'il reconnaît que l'attention est un bien commun, c'est pour aussitôt remarquer *a contrario* le rôle positif de la distraction, par exemple dans le cas d'une propagande politique haineuse, et glorifier l'individualisation qui devrait être prise en compte dans l'environnement scolaire.

La troisième est professeure de droit à la Sorbonne. Elle déplore que les GAFAM soient devenus aujourd'hui les seuls gardiens de notre attention. Allons plus loin : ils ne devraient « garder » notre attention d'aucune manière parce qu'ils ne devraient tout simplement pas exister dans un monde décent et réellement démocratique !

La journée s'est terminée par une dernière table ronde, plus politique, rassemblant les associations : D.Connexion(s), Écran total, Lève les yeux⁸, Résistance à l'agression publicitaire et Technologos⁹. Des démarches différentes mais néanmoins complémentaires. Suivait un débat sur réformisme ou radicalisme, ce dernier pouvant être l'apanage du collectif Écran total qui, par exemple, communique par lettres postales par souci de cohérence avec leurs analyses. Ce collectif réunit des gens de métiers divers qui luttent contre la numérisation dans leur travail et dans leur vie. Ils se subdivisent notamment en actions ciblées telles L'Appel de Beauchastel pour le refus de l'usage des outils numériques dans les écoles.

Ces Assises de l'attention ont eu le mérite de rassembler des personnes d'horizons politiques et professionnels divers et éloignés mais pouvant s'unir sur des objectifs précis et concrets. Félicitations aux organisateurs pour cette réussite.

Robin Delobel et Bernard Legros

1. Collectif surexposition écrans, www.surexposition.org.

2. alertecran.org

3. chevaliersduweb.fr

4. jouepenseparle.wordpress.com

5. latchetonecranasso.fr

6. Directeur des éditions L'Échappée et auteur, entre autres, de *L'emprise numérique. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies* (2012).

7. Mouvement philosophique porté sur les fonts baptismaux en 2013 par deux universitaires britanniques de gauche, Alex Williams et Nick Srnicek. En recyclant la dialectique hégélienne, l'idée est de dépasser le capitalisme en exacerbant la technoscience, en la poussant jusqu'à sa logique ultime. L'accélérationnisme a essaimé en France avec Yves Cillon et en Belgique avec Laurent de Sutter.

8. levelesyeux.com

9. technologos.fr

ÉOLIENNES, NUCLÉAIRE, LES MÊMES ATROCITÉS. RÉENCHANTONS LA VIE SANS ÉLECTRICITÉ

« L'éclairage électrique, en nous désapprenant à voir dans la pénombre, à y être chez nous, dérobe toutes les pensées et sentiments des choses qui auraient trouvé à y prendre forme, à s'y discerner bientôt ; à s'y nuancer et ramifier au dedans de nous en d'autres impressions et imaginations et souvenirs par jeu de correspondances, en phosphorescences si ténues que la lumière artificielle nous les rend invisibles et peut-être inexistantes ; juste en actionnant l'interrupteur. »

Baudouin de Bodinat, *Au fond de la couche gazeuse*

Ce texte m'a été inspiré par une réunion publique récente autour des éoliennes organisée à Aubusson, dans le département de la Creuse. Lors de cette soirée, une femme a posé cette question à laquelle les animateurs ont refusé de répondre : « Si nous sommes contre le nucléaire et contre les éoliennes industrielles, que proposons-nous ? ». Voici une tentative de réponse à cette interrogation qui me paraît essentielle ...

LE NUCLÉAIRE N'EST PAS UNE ÉNERGIE PROPRE...

C'est une invention guerrière qui a causé la mort et la souffrance de millions de personnes. Dès son élaboration, aux États-Unis avec le projet Manhattan¹, des milliers d'Américains ont servi de cobayes avant d'être abandonnés dans l'indifférence. Puis, à la fin de celle-ci, les Japonais à Hiroshima et à Nagasaki en ont éprouvé les premières horreurs. La France, elle aussi, durant 50 années d'essais, a pris sa part en irradiant des populations, et leurs terres, qui n'avaient rien demandé. Elle poursuit au Niger, pour alimenter ses centrales, la contamination et la spoliation de l'Afrique, commencées avec le colonialisme. Aujourd'hui, nous ne savons toujours pas quoi faire des déchets radioactifs de toutes sortes, mais le pire est que nous ne savons pas ce qu'il adviendra des 58 réacteurs implantés sur le territoire qu'on ne sait pas démanteler² et dont un grand nombre, par leur vétusté, représentent une menace très grave. Par ailleurs, une ministre macroniste a avoué publiquement cet été que le gouvernement n'avait aucun horizon face à la sécheresse qui sévissait alors sur le territoire. Elle s'exprimait sur le niveau très bas des rivières en Loire-Atlantique qui menaçait sérieusement le fonctionnement de certains réacteurs. On était à quelques centimètres du seuil qui imposerait la fermeture et l'arrêt complet des sites sous peine d'avarie très grave. N'oublions pas, enfin, les malchanceux qui vivent à proximité d'un réacteur ou qui travaillent à l'intérieur. Ils sont les sacrifiés de la République³.

LES ÉOLIENNES NE SONT PAS UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE...

...elles sont, tout comme le nucléaire, le produit d'une société industrielle destructrice qui dévaste la Terre et les humains depuis près de 200 ans et dont on voit bien désormais, avec le dérèglement climatique et les injustices sociales démesurées, avec la perte drastique de la biodiversité et l'aliénation de tous aux écrans, qu'elle n'offre aucune perspective d'avenir. Pour fabriquer un engin de la taille d'une éolienne, il faut des machines énormes qui nécessitent une infrastructure adaptée que seul le capitalisme mondialisé et



D'une part, le transfert des capacités humaines aux machines de plus en plus sophistiquées, tel qu'il se déroule depuis plus d'un siècle et dont l'achèvement semble être l'avènement des écrans portables connectés, a laissé sur le bord du chemin la richesse de nos âmes, car elle ne rentre pas dans les cases informatiques normalisées. Ont été évincés : le sensible, la réflexion, la mémoire, la patience, les agoras et la décision collective, la mesure humaine, l'ancrage à la terre..., parmi tant d'autres choses. Cette substitution nous laisse vide de nous-mêmes et orphelins du goût de l'effort collectif, celui qui engendre la joie et la vie. D'autre part, si le charbon et le pétrole détruisent la Terre, gardons en tête que la seule énergie digne est l'énergie humaine et animale, lorsqu'elle s'inscrit dans un élan commun.

sauvage peut fournir. Il faut extraire des minerais, des métaux et des terres rares en saccageant les endroits qui en possèdent dans leurs sous-sols et anéantir les peuples qui ont le malheur de vivre au-dessus. Pour ce faire, il faut brûler quantités de pétrole, fabriquer dans des usines Seveso des produits chimiques toxiques dans des proportions très importantes. Cette extraction utilise également des quantités gigantesques d'eau alors que nous sommes sur le point d'en manquer cruellement. Elle pollue les rivières et les nappes phréatiques et exploite, sans états d'âme, une main-d'œuvre nombreuse et sacrifiée. Non, ceci ne ressemble pas à une énergie respectueuse de l'environnement et des humains... Par ailleurs, nous ne savons pas ce que nous ferons dans une quinzaine d'années des déchets colossaux que le démantèlement de ces monstres imposera. N'oublions pas tous les riverains d'éoliennes qui souffrent de toute sorte de maux, les oiseaux qui s'empalent en nombre et l'enlaidissement de nos campagnes. Et que dire aux promeneurs de bord de mer de cet horizon, cher aux poètes, complètement gâché par cette monstruosité métallique alignée ?

Le photovoltaïque présente les mêmes caractéristiques que les éoliennes : destructions et pollutions multiples, production de déchets à n'en plus finir, laideur des champs et des villes, prolifération de plastiques toxiques... Le pétrole et le charbon, comme le gaz, ont déjà suffisamment pollué la planète puisque même le groupement des experts au service des gouvernements occidentaux, le GIEC, hurle de laisser ces hydrocarbures dans le sol. C'est là, d'ailleurs, que réside l'hypocrisie éhontée de nos grands élus. En effet, sans pétrole pour faire tourner les machines aux tailles démesurées et pour faire rouler les camions de toutes sortes, ni le nucléaire, ni les éoliennes, ni le photovoltaïque n'existeraient.

Alors, si nous ne voulons pas aller au chaos dont nous percevons désormais les prémices, il faudra réenchanter une vie dans laquelle l'électricité ne sera plus qu'un vieux souvenir... Cela peut sembler inimaginable et inatteignable car nous sommes nés, à l'exception des plus anciens, dans un monde où l'électricité coulait de source et où l'eau courait sans jamais s'arrêter. Mais précisément, regardons comment la vie sociale et l'économie de subsistance⁴ se présentaient dans nos régions avant le remembrement, la révolution verte et chimique et l'invention de l'aliénation par le confort moderne électrique. Il ne s'agit évidemment pas d'une volonté de retour en arrière qui, au regard des destructions et des dislocations innombrables qui se sont produites depuis ce temps, est impossible. Il s'agit de réfléchir à tirer les enseignements du passé récent pour tenter d'envisager une refondation de nos façons de faire société et d'habiter le monde dans l'état où il se trouve aujourd'hui. C'est une tâche de grande ampleur mais elle peut être gaie et épanouissante et elle pourrait redonner, probablement, un sens à nos vies sinistrées...

« Mais tout cela inaccessible, introuvable et d'ailleurs entièrement soustrait à l'imagination avec la lumière allumée : c'est bien réellement que nous en sommes prisonniers avec les images animées, les bavardages et les musiques sortant des haut-parleurs, que nous y sommes emmurés vivants avec la ventilation, ou, si vous préférez, comme sous l'effet d'une névrose de contrainte collective n'autorisant pas de contact avec l'intérieur. »⁵ (À suivre)

Hervé Krief

QUE NOUS RESTE-T-IL ?

Rien, et le vertige du néant nous accable. À moins, à moins qu'une idée, une lueur de bougie... entrouvre une porte. Alors, il nous appartient d'éclairer nos esprits d'une double conscience.

1. Jean-Marc Royer, *Le Monde comme projet Manhattan*, Le passager clandestin, 2018.
2. Voir le DVD *Brennilis, la centrale qui ne voulait pas s'éteindre*, de Brigitte Chevet, Vivement Lundi, 2008.
3. Ceux qui veulent absolument des chiffres peuvent se référer à une étude de l'INSERM, intitulée *Géolap* du 28 novembre 2014. Mais il n'y a pas besoin d'experts, d'études et de chiffres pour comprendre que vivre à proximité d'une telle puissance radioactive irradie gravement les riverains.
4. Référence ici à un terme employé et développé par Ivan Illich.
5. Baudouin de Bodinat, *Au fond de la couche gazeuse*, Fario, 2015.

RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES : ET SI L'ÉCHEC ÉTAIT LA NORME ?

Celui qui ignore l'Histoire est condamné à reproduire les erreurs du passé. L'adage, si souvent répété mais tout aussi souvent ignoré est d'une pertinence qui devrait inciter à plus d'humilité et de prudence chez les décideurs de toute obédience, même lorsqu'ils commencent dans la même célébration des bienfaits de l'innovation technologique.

J'invite les lecteurs de Kairos à s'interroger sur deux grandes innovations technologiques qui ont marqué le vingtième siècle : la découverte des pesticides de synthèse et leur utilisation massive dans le cadre de la fameuse révolution verte des années 1950-1960 et la production d'électricité grâce à la maîtrise de l'énergie nucléaire dès les années 1950. Ces deux grandes innovations technologiques ont été présentées à l'origine comme autant de progrès incontestables pour l'humanité, toutes en mesure de résoudre des problèmes de société majeurs.

La révolution verte, grâce notamment aux produits phytosanitaires (appellation officielle et particulièrement valorisante des pesticides de synthèse) avait pour ambition de résoudre définitivement le problème de la faim dans le monde. L'énergie nucléaire civile (à ne pas confondre avec la militaire) était appelée à répondre à tous les besoins énergétiques partout dans le monde, à un coût dérisoire. Aucune de ces deux merveilleuses innovations n'a répondu aux promesses qu'elles ont annoncées, même si, dans un premier temps, elles ont pu donner l'illusion de leur pertinence.

LES PESTICIDES ET LA FAIM DANS LE MONDE

La révolution verte, portée par l'agronome Norman Borlaug, qui fut récompensé pour cette paternité remarquable en 1959 par le prix Nobel, était basée sur le recours systématique aux engrais chimiques (N, P, K), aux semences sélectionnées et aux pesticides. Elle a permis d'augmenter considérablement les rendements de la production agricole. Mais cela n'a pu avoir lieu qu'au prix de lourds investissements, le plus souvent hors de portée de la paysannerie des pays souffrant d'une insuffisance de la production alimentaire.

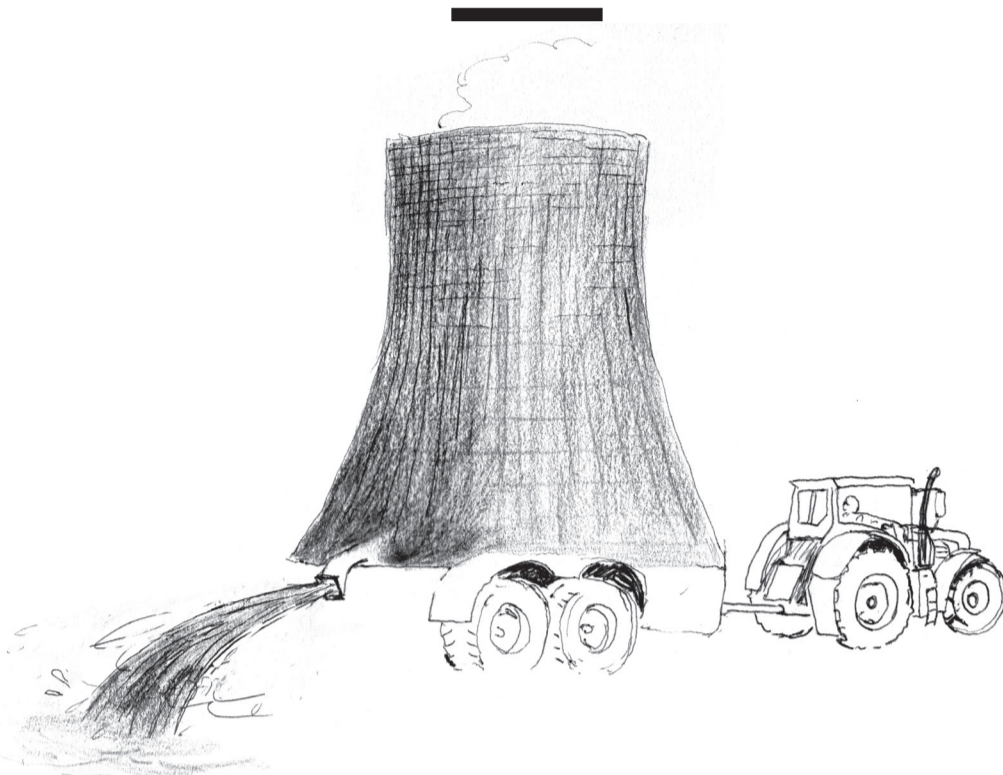
On a logiquement assisté au fil des décennies à une dépossession des terres de culture exploitées traditionnellement par des petits paysans au profit d'une classe privilégiée d'exploitants et surtout par les multinationales de l'agro-alimentaire. Les cultures de rente ont supplanté les cultures vivrières ; les paysans se sont reconvertis en salariés sous-payés des exploitations agricoles ou ont quitté les campagnes pour les bidonvilles.

Au fil des décennies, les rapports de la FAO, l'Agence de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, ont bien dû constater que le nombre de sous-alimentés dans le monde ne diminuait pas.

En 1996, à Rome, les représentants des Nations-Unies au Sommet mondial de l'alimentation se sont engagés à réduire de moitié le nombre de sous-alimentés à l'échéance de 2015. Cet objectif n'a évidemment pas été atteint. Comme ne sera pas atteint l'objectif du millénaire (adopté unanimement en 2000) d'atteindre cet objectif en 2020.

Les rapports publiés successivement par Jean Ziegler, Olivier De Schutter et Mme Hilal Elver en tant que rapporteurs spéciaux des Nations-unies sur le droit à l'alimentation pointent l'inaptitude et l'injustice des politiques en vigueur pour résoudre le lancinant problème de la sous-alimentation de centaines de millions d'êtres humains dans le monde actuel.

La révolution verte et ses technologies à haut rendement sont clairement en cause. Si l'agriculture industrielle s'est perpétuée, c'est au prix du soutien financier permanent et massif des grandes



puissances et au détrimement des agriculteurs soumis aux injonctions du marché mondial et prisonniers d'un endettement croissant. Mais, ce qui est pire, c'est que cette révolution prétendument verte a entraîné une érosion massive des terres dans le monde, la contamination généralisée des écosystèmes par des pesticides de synthèse dangereux pour le vivant, en particulier pour les êtres humains et, paradoxalement, l'éviction des paysans de leur rôle de fournisseurs d'aliments. Le rapport d'Hilal Elver rappelle en outre que les pesticides tuent 200.000 personnes par intoxication chaque année. Son verdict est sans appel : il faut, partout dans le monde, reconverter les pratiques agricoles à l'agroécologie, ce qui signifie l'abandon des pesticides. La vision présentée comme géniale de Norman Borlaug, le père de la révolution verte, s'est fracassée sur les contraintes écologiques et sociales du monde réel.

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE OU LE FARDEAU INSUPPORTABLE LÉGUÉ AUX GÉNÉRATIONS FUTURES

En 1957, le traité Euratom, signé par les six pays fondateurs de la Communauté européenne et toujours en vigueur à ce jour, institue une Communauté européenne de l'énergie atomique. Il précise que cette Communauté a pour mission de contribuer, par l'établissement des conditions nécessaires à la formation et à la croissance rapide des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les États membres et au développement des échanges avec les autres pays.

La Communauté européenne n'entendait pas être à la traîne des deux grandes puissances, les États-Unis et l'URSS, engagées dans un ambitieux programme de développement d'une industrie nucléaire civile bénéficiant de l'acquis technologique hérité du programme de production des armes atomiques.

Créée quelques années plus tôt par l'ONU, l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) s'était donnée pour mission de promouvoir le développement d'une industrie nucléaire civile tout en garantissant en principe l'étanchéité entre les utilisations civiles et militaires de l'énergie nucléaire.

L'adage à la mode à cette époque était euphorique : « nuclear energy is too cheap to meter » (trop bon marché pour qu'on prenne la peine de chiffrer son coût).

Dix ans plus tard, en 1968, le traité de non-prolifération nucléaire (NPT) était conçu pour stimuler le développement des programmes nucléaires civils partout dans le monde, tout en réservant la capacité d'utilisation de l'arme nucléaire aux cinq États détenteurs historiques d'un arsenal nucléaire.

L'émergence d'une contestation de plus en plus étayée scientifiquement de la pertinence du recours à l'énergie nucléaire n'a

pas entamé l'optimisme des économistes et des experts des institutions internationales. En 1974, l'AIEA envisageait pour l'an 2000, une capacité de production d'énergie nucléaire mondiale de 3.500 GW, et dans le meilleur des scénarios, de 5.000 GW. L'OCDE était à peine moins optimiste en 1973 avec sa fourchette 2.900GW- 4.400GW.

La réalité s'est montrée cruelle avec ces prévisionnistes en cours. En l'an 2000, la capacité de production d'électricité d'origine nucléaire opérationnelle dans le monde a atteint 350GW, soit le dixième de celle considérée en 1974 comme la plus probable par l'AIEA. Il est vrai que deux cygnes noirs étaient apparus entretemps ; le premier en 1979, à Three Mile Island et le second en 1986 à Tchernobyl¹.

Aujourd'hui, cette capacité de production a atteint un pic historique, soit 370 GW en 2019. En 20 ans, l'accroissement annuel moyen a été d'1 GW !². Le troisième cygne noir, apparu en 2011 à Fukushima a sonné le glas des derniers espoirs de renouveau d'une industrie fondamentalement incompatible avec le vivant et incapable de garantir la sécurité qu'elle prétendait assurer³.

L'acharnement mis par deux États pionniers du développement de l'industrie nucléaire (la France et la Russie) à nier l'évidence et à continuer la recherche de clients pour ses réacteurs ne repose que sur des aides et financements d'État qui s'avèreront tôt ou tard intenable.

Le KWh nucléaire n'est pas, et n'a jamais été, trop bon marché pour justifier de nouveaux investissements dans la filière nucléaire. Il est aujourd'hui nettement plus cher que le KWh éolien ou solaire. Seule l'inconscience scandaleuse de responsables politiques myopes ou aveugles permet la survie d'installations de production vétustes et éminemment dangereuses.

L'industrie nucléaire n'a apporté à l'humanité que la contamination radioactive irréversible de vastes territoires, des millions de victimes humaines et le fardeau insupportable de quantités énormes de déchets qu'il faudra tenter de gérer tant bien que mal pendant des siècles.

La révolution numérique d'aujourd'hui nous enjoint de communier dans la même ferveur avec tous ceux qui veulent l'imposer pour notre bien. Pas plus que la révolution verte ou la révolution nucléaire, elle ne tiendra ses promesses.

Elle est insoutenable pour trois raisons :

- elle va contribuer à un énorme accroissement de la demande en énergie, en contradiction totale avec les objectifs affichés de maîtrise des dérèglements climatiques ;
- elle va mobiliser en abondance des métaux rares et buter sur des limites physiques de disponibilité incontournables ;
- elle va exacerber le problème de la pollution électromagnétique et de son impact sur la santé et les équilibres planétaires.

La pandémie du coronavirus qui paralyse le monde au moment où j'écris ces lignes a au moins un avantage : elle nous permet de mesurer l'importance du lien social et de nous interroger sur la dés-humanisation rampante du monde qui se construit.

Paul Lannoye, président du Grappe

1. Voir les dossiers des Kairos de septembre-octobre et novembre-décembre consacrés au nucléaire, certains articles sont disponibles sur www.kairospresse.be.
2. Chiffres du World Nuclear Industry States Report de 2019.
3. À remarquer que des six pays fondateurs du traité Euratom, seule la France reste engagée dans le processus de déploiement ou de renouvellement de son parc de réacteurs nucléaires (1 réacteur en construction à Flamanville).

LES MOTS QUI MENTENT

Individu Chasseur-Cueilleur
guidé par son cerveau reptilien
-Ère Moderne-



L'ÉCOLOGIE FAIT RECETTE

Alors que l'écologie, la vraie, imposerait de limiter nos consommations, le succès des idées « vertes » est évidemment récupéré par les marchands. Les images de paysages naturels sublimes servent en général de décor pour promouvoir l'achat d'objets (en particuliers les bagnoles) qui vivront dans des environnements hyper-pollués, plus laids les uns que les autres. C'est la base du *greenwashing* publicitaire mais, pour ce qui est des mots dévoyés, on trouve ces temps-ci, l'usage abusif du terme écosystème. À partir du moment où 2 ou 3 éléments interagissent, on vous parle de l'écosystème de ceci ou de cela, même si c'est à mille lieues de la complexité (souvent incompréhensible pour les esprits humains les plus avisés) d'un écosystème naturel.

Illustration: Antoine Demant

Après le détournement (hélas très réussi) du *sustainable development* (« organisation supportable ») devenu « croissance qui dure », les récupérateurs s'attaquent au mot « transition ». Dans l'idée des initiateurs (Rob Hopkins vers 2005), c'était le passage (plutôt imminent) de l'ère productiviste à l'ère écologique après les chocs dus au dérèglement climatique et à la pénurie de pétrole (subie ou volontaire). Aujourd'hui, tout petit changement superficiel est devenu une transition (cela marche surtout avec l'adjectif énergétique quand, par exemple, on pousse – ou on oblige – à acheter une nouvelle voiture électrique à la place du véhicule thermique qui marchait encore très bien et qui deviendra un déchet de plus).

Je viens de découvrir dans un texte économique une formule qui m'a stupéfié : « Plan de transition pour des paliers de croissance ». Refusant la notion de décroissance (repli ordonné et organisé), voyant venir la récession (déroute dans le désordre qui touchera les faibles et épargnera les puissants), les dévots de la foi dans le toujours plus vont donc essayer de vendre l'idée que l'arrêt de la croissance (déjà en cours) est par eux planifié et n'est qu'une transition, un palier, avant la reprise de la montée de l'escalier infini vers... ?

Dans le même ordre d'idées, « résilience » qui signifiait changement volontaire de mode de vie permettant de survivre dans la perspective d'un futur choc traumatique (individuel ou sociétal), est devenu dans la bouche des sommités internationales, onusiennes ou européennes, l'adaptation aux mesures austéritaires que l'on imposera aux populations les plus démunies pour que les plus riches puissent continuer à s'enrichir plus encore.

LA TYRANNIE DU LOOK

En guise de mise en appétit pour la prochaine chronique de « Fils de pub » qui accompagnera le dossier « Les féminismes » du *Kairos* n°45 et qui abordera les publicités qui méprisent les femmes et les considèrent, au mieux, comme des supports d'allumage des désirs entremêlés de sexe et de consommation, parlons des messieurs qui, eux aussi, succombent aux publicités leur promettant la beauté... à coups de chirurgie esthétique. Chez les mâles, plutôt que de promettre la disparition des rides, la remontée des seins ou le rabotage du nez, ce qui est à la mode est la plantation d'une chevelure digne de Samson. Alors qu'une mode est de raser le crâne pour avoir un look viril, certains, pour des sommes rondelettes (plusieurs milliers d'euros), se font repiquer des implants capillaires censés leur (re) donner du charme. C'est apparemment douloureux mais puisqu'« il faut souffrir pour être belle/beau », la publicité est là pour inciter à... s'offrir un voyage à Istanbul qui est devenu le centre mondial du jardinage crânien. Combinant le *low cost* aérien et le *low cost* capillaire (50 centimes le poil greffé contre 1,5 à 2€ chez nous), les *klashkops*, comme on dit à Bruxelles, pourront regarnir leur chef : (Istan)boul contre la boule de billard (c'est la chute... finale).

Alain Adriaens

On le sait, l'ouvrage fondateur de la publicité moderne est *Propaganda*, écrit par le neveu de Freud, Edward Bernays, qui a utilisé les découvertes de la psychologie des profondeurs de nos esprits pour mettre nos inconscients au service de la manipulation de foules destinées à devenir de dociles consommatrices compulsives. Le titre dit bien ce qu'il veut dire : on va mentir, un peu, beaucoup, passionnément... pour tromper le chaland. Tout bon séducteur (toute bonne séductrice) sait qu'il (elle) doit mentir à sa victime et utiliser des mots dévoyés de leur sens premier pour embobiner sa proie et la prendre dans ses rets. Voyons quelques exemples de ces détournements sémantiques qui (est-ce un hasard ?) sont utilisés tant dans la pub que par des politiciens retors.

LA FASCINATION TECHNO-SCIENTISTE

Puisque les illusoires promesses technocratiques sont le fonds de commerce de ceux qui veulent faire croire qu'une croissance infinie est possible, il n'est pas étonnant de retrouver des termes scientifiques à profusion dans les publicités. Evidemment, le maître-mot est « intelligence artificielle ». N'importe quel automatisme dirigé par

un processus informatique d'une commande de 3 lignes écrites en 2 minutes par un programmeur débutant est une merveille d'intelligence artificielle. Tout devient donc *smart* dans nos vies et, nous pauvres humains, face à ces mécanismes de plus en plus autonomes, devenons de plus en plus dépendants et incapables de tout.

À côté de l'électronique, la biologie moléculaire connaît aussi du succès et c'est pourquoi l'on entend sans cesse que telle ou telle idée « fait partie de mon/notre ADN ». Pas besoin de connaître la formule et la fonction de l'acide désoxyribonucléique pour impressionner le péquenot qui sera persuadé d'être face à un brillant penseur. Cet appel à l'ADN est d'autant plus déplacé qu'on l'utilise pour qualifier des traits culturels acquis alors que le code écrit dans nos chromosomes est la source même de faits de nature les plus intangibles qui soient, notre patrimoine génétique que rien ne pourra jamais modifier.

En publicité, une traduction plus subliminale de la déification de la science est que, pour vous vendre une lessive, un dentifrice ou tout autre produit banal, on fait prononcer le bobard publicitaire par une dame ou un monsieur en blouse blanche qui, du haut de son savoir, impose ses doctes sentences...

LE CRIME DU CHOLÉRA EN HAÏTI

Il y a 10 ans, le 12 janvier 2010, un séisme dévastateur et meurtrier frappait Haïti. Une tragédie qui coûta la vie à près de 300.000 personnes. À la suite de cette catastrophe naturelle, l'aide internationale afflua et l'occupation militaire s'intensifia, avec pour prétexte de stabiliser le pays.

Ce pays des Antilles est souvent présenté comme le pays le plus pauvre des Amériques alors qu'il s'agit surtout d'un pays appauvri. Les références à l'esprit des Occidentaux se résument souvent aux ONG et à l'aide humanitaire apportée à un pays dit chaotique. Un chaos savamment orchestré par les pays occidentaux : les colonisateurs d'Europe puis leurs amis d'Amérique du Nord. Comme le rappelait le cinéaste Raoul Peck au journal *Le Monde* en 2016 suite à l'ouragan Matthew, une nouvelle catastrophe qui frappait le pays : « *Nous payons également une ingérence étrangère qui n'a jamais cessé depuis la fondation même de cette République rebelle* ». Pays appauvri par les dettes coloniales, les occupations étrangères, les injonctions du FMI et autres prédateurs, Haïti se révèle extrêmement vulnérable face à la pandémie de Covid-19.

PAYS APPAUVRI ET INGÉRENCES EXTÉRIEURES

Première république noire, pays rebelle pour avoir osé résister à l'empire français, l'histoire d'Haïti est rythmée par les ingérences et les crises politiques. Les infrastructures sanitaires défectives sont inadéquates à un point tel que seuls une centaine de lits sont actuellement disponibles pour les soins intensifs sur une population de 11 millions de personnes. Cette pandémie met en danger une fois de plus une grande partie de la population et rappelle l'épidémie de choléra apportée en 2010 par des troupes de l'ONU.

À l'occasion de la commémoration des 10 ans du séisme, le REHMONCO, Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti, écrivait en janvier 2020 : « *Ce désastre n'est pas uniquement le résultat d'un phénomène naturel, mais bien, surtout, le produit d'un système social archaïque, sous-développé, dont tous les éléments constituant sa structure concourent à reproduire la misère, l'appauvrissement, l'exclusion, la marginalisation et l'oppression*. » Le séisme de 2010 fut l'occasion pour les élites économiques et politiques d'approfondir la thérapie néolibérale comme le détaille très bien Naomi Klein dans son livre *La stratégie du choc*. Pourtant, le terme de catastrophe naturelle est à nuancer, comme nous pouvons tristement le remarquer ces dernières semaines avec la pandémie de Covid-19, les États et surtout leurs populations sont bien démunies après des décennies d'affaiblissement des services publics au Sud et plus récemment dans les pays du Nord. « *Ce n'est pas le séisme qui a fait la catastrophe en Haïti, mais les bidonvilles et la pauvreté, l'absence d'infrastructures et de services sociaux. La catastrophe avait déjà eu lieu. Elle avait un nom : le néolibéralisme* » faisait remarquer Frédéric Thomas dans *L'Humanité* du 13 janvier 2020.



LE CHOLÉRA, APPORTÉ PAR UNE MISSION DE LA PAIX...

Si les images les plus véhiculées concernant Haïti sont la splendeur de cette île des Antilles et la pauvreté qui étouffe une grande partie de ses habitants, peu d'occidentaux ont entendu parler du choléra. Et pourtant, des soldats de la force onusienne sont responsables de l'introduction du *Vibrio cholerae* en Haïti. Les missions de l'ONU n'ont rien fait pour combattre le choléra, tandis que l'argent disponible pour la maladie, ne permettrait d'accompagner qu'environ 10% de la population infectée. À partir de son apparition en octobre 2010, la maladie du choléra a fait plus de 10.000 morts et de 800.000 personnes infectées. C'est finalement en mai 2014 qu'est créé un Comité de haut niveau pour l'élimination du choléra par l'ONU via son secrétaire général. Et ce n'est qu'en 2016 que le bureau du secrétaire général reconnaissait enfin avoir un rôle dans l'épidémie du choléra. Cette déclaration faisait suite à un rapport de Phillip Alstom, professeur de droit à l'université de New York, rapporteur spécial avec une douzaine d'autres experts sur les questions de droits de l'homme, il affirmait que le refus de l'ONU de reconnaître sa responsabilité et réparer les victimes illustre un double standard de l'organisation.

VOUS AVEZ DIT « AIDE » ?

Au livre de Ricardo Seitenfus, auteur de plusieurs ouvrages sur cette période en Haïti et sur le choléra et notamment *L'échec de l'aide internationale à Haïti. Dilemmes et égarements*, Ricardson Dorcé, écrivain haïtien, répliquait : « *Tout compte fait, l'aide internationale en Haïti est-elle vraiment un échec ? En quoi consistent les vrais objectifs de l'aide internationale ? L'aide n'est-elle pas conçue même comme obstacle au développement des pays appauvris ? Peut-on vraiment orienter l'aide internationale vers l'investissement productif ? Est-ce que le plan de la communauté dite internationale – en complicité avec les organisations non gouvernementales transnationales et les différentes élites du pays – n'a pas toujours été de maintenir le pays dans sa situation de misère et de dépendance extrême à travers l'aide ? Qui profite de cette crise chronique et persistante à laquelle fait face le pays ?* ». Un exemple parmi d'autres, à propos de l'argent envoyé vers Haïti en 2010, seul 0,6% de l'argent est allé vers les institutions ou entreprises haïtiennes et l'État haïtien a directement géré moins de 1% des fonds. La quasi-totalité de l'aide est allée vers les organisations internationales des pays donateurs, elle a servi à payer les frais de gestion, les intermédiaires et personnels étrangers.

À de nombreuses occasions, organisations populaires et mouvements sociaux ont demandé à l'ONU le retrait total des troupes d'occupation de la MINUSTAH, la fermeture de la Mission et la réparation des dommages et des crimes commis. La présence de la MINUSTAH, au contraire de ce que semble être une mission de la paix de l'ONU, a signifié un affront terrible pour la dignité et la capacité du peuple haïtien, pour l'exercice de sa souveraineté et le respect de ses droits. Sans parler des femmes, des jeunes, filles et garçons qui ont subi des abus, des violations et l'exploitation sexuelle de la part de troupes toujours impunies, envoyées soi-disant pour accomplir une mission d'appui et de stabilisation du pays. Le processus électoral qui a abouti à installer le très impopulaire Jovenel Moïse à la présidence s'est déroulé malgré tout au début de l'année 2017 avec la participation de moins de 21% de l'électorat. Malgré des résultats controversés et les dénonciations d'une grande quantité de candidats pour leurs relations avec diverses activités criminelles. Une Mission dite de paix alors qu'il n'y avait pas de guerre. Trop impopulaire la MINUSTAH était remplacée fin 2017 par la MINUJUST... L'ONU, le Conseil de Sécurité, les pays qui contribuent à son budget et qui contribuent aux troupes, ont pourtant l'obligation de réparer les crimes et les violations des droits humains commis, en y incluant la mise en place d'un système pour obtenir l'accès universel à l'eau potable.

En s'intéressant à l'histoire du pays, le contexte géopolitique, économique et social on remarque rapidement les causes externes de l'appauvrissement d'un pays, présenté comme pauvre, avec une image redondante dans la plupart des médias comme étant peu chanceux voire même fautif de par l'inaction ou la mauvaise gestion. Raoul Peck, qui répondait au journaliste du monde à la question de la malédiction qui toucherait l'île, « *comme le proclamait un pasteur américain en 2010* », formulait ainsi sa réplique : « *Ce cliché de "pays maudit" est un signe de paresse intellectuelle, c'est une manière rapide et pratique d'occulter la vraie histoire de ce pays, les sources bien réelles de sa situation actuelle, ainsi que la responsabilité des uns et des autres dans cette histoire. Il n'y a rien de maudit dans tout cela. Il y a l'histoire tout simplement, avec toutes ses contradictions. L'aide qu'on apporte à Haïti depuis des décennies est contradictoire, aléatoire et paternaliste.* »

Robin Delobel

LE DÉBAT ? OUI ! (MAIS PAS AVEC DES CONTRADICTEURS)

Fin 2018, une conférence-débat avec Michel Collon aurait dû avoir lieu à Namur, dans le cadre des « Conférences du samedi ». Elle a été annulée suite à des pressions sur les organisateurs. Même chose fin 2019, dans la même ville, tandis que l'asbl Carrefour des Cultures tentait d'organiser un débat avec Jean Bricmont, Michel Collon et des représentants des médias classiques ; le désistement de ces représentants avait ôté son sens à l'événement. Pour les initiateurs de ces débats, ce n'est que partie remise. Mais ils ont du mal à convaincre leurs partenaires (dans le premier cas¹) et les acteurs médiatiques classiques (dans le second).

Exemple des pressions évoquées, un mail adressé à l'un des partenaires des organisateurs (une librairie) disait notamment : « Je vais détruire votre image commerciale ». À quoi s'ajoutent les dénigrements habituels des conférenciers prévus, comme « complotiste », « ami des dictateurs », etc.²

On trouve là deux des principaux reproches lancés d'habitude aux chercheurs et militants dont il s'agit, pour justifier la tentative de les exclure du débat de société. On y ajoute en général l'accusation d'antisémitisme. Examinons ces reproches.

PARODIE DE CRITIQUE

L'accusation d'antisémitisme est particulièrement ridicule, car elle ne se base que sur les fortes critiques de ces chercheurs et militants à l'égard du pouvoir israélien, par rapport à ses politiques révoltantes à l'égard des Palestiniens. Or, une série de personnalités issues de familles de culture hébraïque sont ou furent tout aussi radicales dans leurs critiques de ce pouvoir : Noam Chomsky, Shlomo Sand, Michel Warschawski, Stéphane Hessel, Emmanuel Todd, etc.

Ce n'est pas lors de conférences publiques que les dirigeants des USA ont décidé de renverser ou assassiner Allende, Lumumba, Arbenz, Mossadegh...

Le reproche de complotisme est absurde par nature, car l'histoire et l'actualité offrent de nombreux exemples de complots bien réels. Pour prendre les USA (mais on aurait pu choisir beaucoup d'autres puissances) : ce n'est pas lors de conférences publiques que les dirigeants de ce pays ont décidé de déstabiliser un gouvernement socialiste démocratiquement élu, au Nicaragua, en finançant des groupes paramilitaires (pratiquant intensivement meurtres et tortures)³, ou décidé de renverser ou assassiner les progressistes et démocrates Allende⁴, Lumumba (avec la Belgique)⁵, Arbenz⁶, Mossadegh (avec le Royaume-Uni)⁷, etc.

La 3^e accusation (défense de gouvernements problématiques) est la seule qui peut parfois se justifier. Mais, outre le fait que cela ne légitime aucune exclusion des débats, il faut mettre deux très gros bémols à cette critique. Un : ses auteurs ignorent en général superbement ce qui peut fonder, en partie, les défenses des gouvernements en question. Car si, d'un côté, ces gouvernements nuisent souvent à leurs peuples (corruption, répression...) et utilisent fréquemment l'impérialisme occidental comme moyen d'autolégitimation, d'un autre côté, ils sont également souvent des instruments par lesquels les peuples en question tentent de garder le contrôle sur leurs ressources, d'assurer une justice sociale, etc. Les situations sont complexes, et il est souvent difficile de juger dans quelle mesure on est dans les premiers cas, dans quelle mesure dans les seconds.

Or, en général, au lieu de prendre en compte cette complexité, les médias dominants se limitent à dénoncer les premiers types de situations (corruption, répression...), en passant sous silence la seconde dimension évoquée, la résistance à l'impérialisme. Pire : cet impérialisme est lui aussi très souvent ignoré par ces médias, voire déguisé en interventions humanitaires. C'est par exemple flagrant par rapport au Venezuela⁸ et à la Syrie⁹ (cette critique ne s'adresse pas à tous les journalistes des médias classiques. Sur la Syrie par exemple, quelqu'un comme François Janne d'Othée a fait un très bon travail).

Second gros bémol au reproche en question : puisque les médias classiques inondent déjà le public occidental de critiques unilatérales des pouvoirs évoqués, J. Bricmont et M. Collon ont choisi de se centrer sur les informations manquantes. Choix aussi défendable qu'inconfortable, vu toutes les exclusions et diffamations qui en résultent. Les membres de nos « élites » qui opèrent ces diffamations, par contre, sont dans la situation confortable de ceux qui nagent avec le courant.

1. Une alternative à l'événement annulé fin 2018 n'a toujours pas pu être organisée.
2. Informations données par l'initiateur du 1^{er} débat évoqué, qui a pu lui-même lire les mails concernés.
3. « Comment la Cour de La Haye a condamné les Etats-Unis pour leurs actions en Amérique centrale », monde-diplomatique.fr
4. « Putsch - Les sept gouvernements (officiellement) renversés par les Etats-Unis », lemonde.fr
5. Ibid.
6. Ibid.
7. Ibid.

BHL ET MBN : OUI. BRICMONT, CHOMSKY, COLLON : NON

Dans ce sens, il est intéressant de voir que, dans la même ville de Namur, en 2016, une conférence de Bernard-Henri Lévy n'a, elle, pas été annulée. Or, il s'agit là de quelqu'un qui a souvent défendu des politiques criminelles¹⁰. Le propos n'est pas du tout ici de contester le droit d'expression de qui que ce soit ; au contraire, il serait très intéressant que de telles personnalités osent participer à des débats avec de vrais contradicteurs, comme M. Collon ou J. Bricmont.

Ces faits rappellent aussi un autre événement, qui aurait dû provoquer une indignation immense. En 2016 également, Noam Chomsky devait recevoir une distinction scientifique devant le parlement national français. Mais le groupe socialiste a empêché l'événement¹¹. Rappelons que Chomsky (qui a justement collaboré avec Bricmont) est un grand intellectuel et humaniste militant pour la justice internationale – raison de l'opposition des « socialistes » français. En effet, ceux-ci sont trop compromis dans les géopolitiques criminelles, ce qui ressort par exemple de la remise, la même année, par ces mêmes « socialistes », de la légion d'honneur au prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed Ben Nayad¹²...

Les auteurs des pressions évoquées et les journalistes qui ont refusé le débat devraient se poser cette question : veulent-ils ou non faire partie des valets du système ? De ce système qui a tendance à préférer trafiquer avec des pouvoirs comme celui des Saoudiens plutôt que de rendre hommage à des gens comme Chomsky ?

Daniel Zink

8. « Venezuela, les répétitions font la vérité », Kairos n°37.
9. « Syrie : quelles responsabilités de nos gouvernements ? », Kairos n°34.
10. Voir p. ex. <https://www.monde-diplomatique.fr/document/bhlnicaragua> – qui montre justement que BHL était du côté des USA et des paramilitaires évoqués plus haut, au Nicaragua.
11. « Noam Chomsky a obtenu l'asile au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris », lalibre.be – comme cela ressort du titre, l'article évoque aussi un fait bien plus réjouissant, à l'égard de la Belgique, que ceux traités ici.
12. « La France décore le prince héritier d'Arabie Saoudite », lemonde.fr

BRÈVES

PASSAGE À L'ACTE

Dans les pages de Kairos nous dénonçons régulièrement les effrayantes bêtises proférées par le héraut des transhumanistes fous, l'urologue Laurent Alexandre. Mais voici que ce techno-furieux pose aujourd'hui un acte, tout aussi stupide que ses propos : il a été l'un des premiers à relayer le site de Piotr Pavlenski diffusant les vidéos intimes de l'ex-candidat à la Mairie de Paris, Benjamin Griveaux.

Alors que le tout-Paris n'a pas de mots assez durs pour condamner les « salauds » qui ont torpillé, sur les réseaux sociaux, « l'honneur d'un homme », « la démocratie » mais aussi La République en marche (arrière toute), notre Alexandre le malheureux comprend sa sottise (voire les poursuites dont il pourrait faire l'objet) et se fend d'un interview dans L'Obs. Il

« regrette d'avoir relayé les vidéos » et se fend d'excuses débiles : « J'étais très absorbé par mon travail, en train de relire les épreuves de mon prochain livre. J'avoue que j'ai regardé le message distraitemment et que j'ai retweeté le lien machinalement ». Quand le journaliste lui fait remarquer « Vous avez tout de même vu que ce site s'appelait pornopolitique.com, et diffusait des vidéos à caractère sexuel de Griveaux, puisque vous le mentionnez alors dans votre message, et jetez même la suspicion sur ses concurrents dans la course à la Mairie de Paris... » Alexandre s'empêtre : « Oui, mais je n'avais pas vu les images. Par négligence, je me suis laissé instrumentaliser dans cette opération politique anti-Macron. »

Pavlenski va voler pour longtemps en prison, peut-être quelques autres aussi, mais parions que le transhumaniste à la gâchette facile et à l'éjaculation délatrice précoce échappera aux foudres de la justice. À moins que les macroniens fâchés ne lui fassent payer son tweet imbécile.

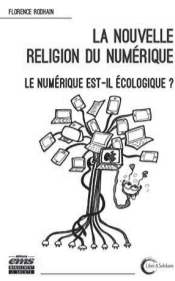
A.A.

DES TUEURS ÉLÉGANTS

Les médias dominants nous apprennent de temps à autre des choses intéressantes... Ainsi, le JT de France 2 révèle que nos adolescents hyper-connectés ne peuvent se passer de leur abrutiophone et l'utilisent en prenant leur bain. Mais, parfois, la batterie s'épuise et, alors, ils branchent le chargeur. Et arrive parfois ce qui doit arriver : la machine tombe à l'eau et scrrriiiiitch !, 220 volts dans le bain... Tous n'en meurent pas mais quelques-uns quand même, font un arrêt cardiaque. Des parents éplorés demandent d'organiser des campagnes d'information pour faire savoir aux jeunes qu'il n'y a pas que les sèche-cheveux qui tuent dans les salles de bains (et si on leur apprendait carrément à se débrancher la plupart du temps ?).

Et nous qui croyions que ces smart-tueurs n'étaient redoutables que pour les distraits qui traversaient les rues le regard rivé à leur écran addictif...

A.A.



L'auteure, docteure en Systèmes d'Information, nous propose un pamphlet visant à déconstruire les idées reçues concernant le numérique et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Elle s'attèle, en mobilisant de nombreuses enquêtes et chiffres, à lever le voile de les supposés « bienfaits » si souvent vantés par ce secteur et à dénoncer leur stratégie visant à refuser tout débat contradictoire. Au sujet du numérique on entend tout et son contraire. Les TIC possèdent-elles réellement des vertus environnementales en permettant de diminuer

le transport de personnes ou encore la quantité de papier consommé ? Améliorent-elles l'attention et les performances scolaires des étudiants ? Cet ouvrage, en plus d'être rapide et aisé à lire, offre un bel aperçu des principaux problèmes écologiques, économiques, sanitaires et sociaux engendrés par l'omniprésence du numérique dans notre société. Parce que « depuis 2014, le nombre d'appareils mobiles dans le monde est supérieur au nombre d'habitants sur la planète, et ils croissent cinq fois plus vite que nous. » (p 98), nous nous tromperions en négligeant leur impact.

Ce court ouvrage nous fait réaliser, qu'avec les TIC, ce n'est pas seulement un monde de possibles et d'innovations illimitées qui s'ouvre à nous, mais c'est aussi et surtout un pouvoir destructeur déposé dans les mains de tout à chacun. Dans un style léger, factuel et riche en chiffres (quoique légèrement indigeste par moment), il a l'avantage d'aborder un grand nombre de questions plus pertinentes que jamais : l'obsolescence programmée, l'isolement social, la démographie, les inégalités économiques ainsi que la novlangue au service de l'« acceptation forcée » de ces technologies... C'est un appel à la rationalité qui nous est fait, ainsi qu'au discernement, à l'importance de penser « en dehors » du système et finalement à une révolution de la conscience. Parce que le numérique est devenu une idéologie, une religion appelant tout à chacun à la conversion (et le plus vite possible) il est d'autant plus urgent de questionner les mythes au service de cette industrie qui se déploie à grande vitesse et que rien (ou presque) ne semble pouvoir arrêter. Sauf peut-être...

Florence Rodhain, La nouvelle religion du numérique. Le numérique est-il écologique ? Libre et solidaire, 2019, 130 pages.

Pauline De Wael

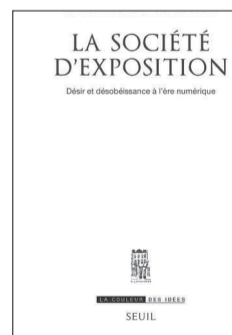


Selon Romain Gelin la décroissance économique sera inévitable. La question qui se pose est alors la suivante : « Cette décroissance sera-t-elle choisie ou subie ? ». La seconde option étant évidemment la plus souhaitable. Ce livre a le mérite de nous rappeler la place cruciale que joue l'énergie dans nos sociétés, véritable condition sine qua non de la croissance ainsi que du niveau de vie à l'occidental. Une transition énergétique réussie a toute son importance mais les « solutions » promues dans le débat public sont trop souvent empreintes d'illusions (comme la géo-ingénierie et l'économie numérique) et il convient de les débusquer et de les combattre. Ainsi, le projet tant souhaité du « 100% renouvelable » qui omet de prendre en compte des limites techniques et physiques (liées à la disponibilité des métaux ou encore au stockage de l'énergie) mène à une impasse si elle n'inclut pas une diminution substantielle de notre consommation, et donc une remise en question de notre économie.

L'auteur propose une esquisse des principes et logiques qui se cachent derrière la décroissance, ce « mot obus servant à décoloniser nos imaginaires » (p.9), tels que la réduction du temps de travail, une plus grande progressivité de l'impôt, une diminution du volume marchand ainsi qu'une plus importante participation politique des citoyens. Son travail amène également un éclairage historique et sociologique, entre autres des rapports de force et de pouvoirs, trop souvent oublié et pourtant indispensable à une bonne compréhension des causes de la crise écologique et sociale actuelle. Il exhorte à la convergence des luttes, à la clairvoyance et surtout à la « décroyance face au fantasme de la toute-puissance » afin de nous mener à une transition énergétique cohérente et à un changement économique réel. Un vrai coup de cœur, à lire absolument !

Romain Gelin, préface de Paul Ariès, Des limites de la transition : pour une décroissance délibérée. Couleurs livres, 2019, 165 pages.

Pauline De Wael



En inscrivant sa « société d'exposition » dans le sillage de Foucault (la société de surveillance) et Deleuze (la société de contrôle), Harcourt suscite de grandes attentes. Et en affirmant d'emblée que la société numérique nous tient par nos désirs, et non simplement par la contrainte ou la bêtise des masses, il choisit le chemin le plus exigeant et passionnant, celui qui renonce à la facilité de la dénonciation et aux références devenues inopérantes telles que l'inévitable « 1984 ». Le résultat est-il à la hauteur des espérances ? Pas complètement, en ce qui me concerne. D'une part, le livre relève pour l'essentiel du dossier d'accusation (Harcourt est juriste), égrenant les preuves factuelles de la collusion entre surveillance d'État, multinationales et plateformes de médias sociaux. Rien de bien neuf sous le soleil du web, même si les cas, soigneusement exposés et détaillés, apportent une information sérieuse et complète. D'autre part, la réflexion philosophique d'Harcourt n'atteint jamais la hauteur de ses modèles. Son analyse aborde pourtant la question centrale et vertigineuse de la subjectivation numérique, avec la notion de « Doppelgänger », sorte de jumeau de data, « second corps du citoyen » en passe de devenir « plus permanent, tangible, fiable et vérifiable » que son existence physique. C'est que, peu à peu, à travers nos habitudes et objets connectés, par l'alliance du commerce et de la surveillance, par les injonctions et suggestions continues des algo-

ritmes, nous acceptons de nous conformer à cette subjectivité numérique. Mais suffit-il, comme Harcourt semble le faire, de regretter le temps où le sujet se forgeait dans la solitude irréductible de l'intime et du privé, entre ennui et angoisse existentielle (expériences rendues presque impossibles par le bombardement de stimuli numériques) ? Ne faudrait-il pas tenter de dépasser et ouvrir cette forme moderne, solipsiste, de subjectivité ? Cela supposerait une approche historique et anthropologique qui s'aventure hors des frontières de la modernité. Ce n'est en tout cas pas l'objet de ce livre sérieux et utile, qui fait avancer la réflexion avec méthode, mais laisse le lecteur de philosophie quelque peu sur sa faim. Quant à l'horizon d'une désobéissance (annoncée en sous-titre), il reste vague et lointain...

Bernard E. Harcourt. La société d'exposition, Désir et désobéissance à l'ère numérique, 330 pages Éd. du Seuil, 2020.

Martin Collette



« [...] l'état de la planète est un problème et c'est le problème de tous. Nous y avons tous contribué à des degrés différents et il nous entraîne tous dans la même chute », « personne n'a désiré une catastrophe, mais chacun y a concouru », « [...] nous ne sommes plus seulement les victimes plus ou moins consentantes de nos propres agissements, mais nous en faisons un enfer dans lequel nous embarquons le reste de l'humanité » : la situation écologique inédite impose de repenser à grand frais la question de notre responsabilité, ses apories et son vertige métaphysique, ce que fait la philosophe et psychanalyste Sandrine Aumercier dans ce travail conceptuel impressionnant où Kant, Hegel, Jonas et Lacan sont appelés à témoins. Beaucoup d'exemples de cette « responsabilité diffuse » et souvent inconsciente dans lesquels tout un chacun se reconnaît viennent aussi illustrer le propos, notamment notre addiction à Facebook, notre boulimie touristique ou encore l'usage de crème solaire. Incapables de nous départir d'une vision utilitariste, nous oscillons entre l'éthique consumériste et le fatalisme ; nous nous estimons soumis au déterminisme et privés de liberté d'agir ; noyés dans la masse, nous n'aimons rien de plus que de reporter, d'externaliser notre responsabilité sur les autres (la politique, les multinationales, le patron, le voisin, etc.), de leur imputer, pour que tout continue comme avant. Au-delà des diverses déclinaisons de la responsabilité, une idée revient en force : ce sont les structures techno-capitalistes et notre rapport de consentement à celles-ci que tout activisme politique lucide devrait viser, plutôt que de se rabattre sur la moralisation de nos agissements (éco-consommation, mœurs), ou pire leur psychologisation, des stratégies qui s'avèrent inefficaces. En clin d'œil, l'auteure exhorte à marcher contre le capitalisme plutôt que pour le climat. Mais « que peut une critique du travail aliéné et de la fatigue consumériste, de la destruction environnementale, de la montée des inégalités, de la destruction de la démocratie par des investissements privés mégalomaniques, si les sujets eux-mêmes y trouvent des bénéfices supérieurs à leur propre plainte et persistent, jour après jour, à alimenter cette machine de mort ? ».

Sandrine Aumercier, Tous écoresponsables ? Capitalisme vert et responsabilité inconsciente, Libre et solidaire, 2019, 355 pages.

B. L.



Dans cette enquête journalistique, O. Tesquet décrit les technologies qui permettent de capter et conserver nos traces numériques (en accroissement constant), ainsi que les acteurs privés et étatiques qui en font usage. Pour le capitalisme de la surveillance, l'extraction de données est aujourd'hui l'expression de la plus-value. La Chine est aux avant-postes avec son système de crédit social et ses technologies de reconnaissance faciale. Mais Mark Zuckerberg labouré les mêmes sillons, avec les systèmes de notation. Les

data brokers pistent nos métadonnées pour les analyser à des fins électorales (comme dans l'affaire Cambridge Analytica) ou pour nous envoyer des publicités ciblées. En France, les lois sécuritaires font de ce pays le leader européen en matière de flicage de ses citoyens. Vous l'aurez compris : le grand danger est l'alliance des géants du numérique (surtout Amazon) avec les pouvoirs étatiques, même si, historiquement, le projet de la Silicon Valley était de se débarrasser de l'intervention de l'État, quitte à mettre en place une technocratie autoritaire. Le numérique offre au *stalking* (ou filature harcelante) de nouvelles possibilités : capteurs enfermés dans des comprimés, domotique, téléphones capables de nous écouter, etc. Les algorithmes ont une fonction prédictive, abaissant le seuil de la suspicion. La vie privée ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Comme la tendance est à l'invisibilisation des systèmes informatiques, s'en préserver deviendra de plus en plus ardu. En tant qu'utilisateurs, nous pensons dompter nos machines numériques, alors que nous ne les comprenons même pas. « Nombreux sont ceux qui rétorqueront, en masse et de bonne foi, qu'ils n'ont rien à cacher. En réalité, ils ne peuvent rien dissimuler. » Tesquet termine en appelant à la techno-critique et aux tactiques d'évitement pour « réinjecter de la friction dans un monde qui cherche coûte que coûte à l'éliminer ». S'il faut rester connecté, intéressons-nous aux services de messagerie chiffrée et à la stéganographie ou art de dissimuler des données dans d'autres données. Ou mieux encore, décidons de devenir un reclus numérique qui « peut s'apparenter à un nouveau vagabond ».

Olivier Tesquet, À la trace. Enquête sur les nouveaux territoires de la surveillance, Premier Parallèle, 2020, 269 pages.

B. L.

LE SILENCE DES ALOUETTES



De nos jours, sortir un CD est un acte de résistance à la dématérialisation totale [sic] de la musique. « Le silence des alouettes » est le deuxième album de Matthieu Thonon, chanteur aux textes poético-politiques ou tout simplement tendres envers la vie, les autres, servis par une voix douce et un peu détimbrée qu'il aime doubler lui-même de *voicings*, rappelant tantôt Henri

Salvador, Beau Dommage ou encore Philippe Katerine. Au menu, nous savourerons des morceaux toniques comme la valse *Le grand débranchement*, la samba *Masser*, une touche de rock dans *La terre amoureuse* ; des chansons plus sombres parlant de la mort (*Au bout de mon chemin*), de la nostalgie d'un fils envers son père (*L'oubli*) ; des chansons engagées comme *Sous nos pieds* évoquant le possible effondrement, *Salée*, la condition dramatique des migrants, *Calling roses*, appel à une renaissance politique via la décroissance ; enfin, une ode d'amour à sa compagne (*J'suis pas doué*) ou à son enfant dans la berceuse *Dors*. La production est tirée au cordeau tout en conservant un côté artisanal. Matthieu Thonon, avec Macgray, se charge des claviers et de la programmation, efficacement secondé par le bassiste Daniel Vincke, le guitariste Nicolas Othmezouri, le bugliste Géry Dumoulin, les percussionnistes Gaspard Sixx et Antoine Thonon. Une BD de 23 pages signée Pierre Lecrenier est incluse dans la pochette et illustre les titres, dans l'existence morose sous l'ère industrielle.

Matthieu Thonon, Le silence des alouettes, CD de 13 titres, MT 2019.

B. L.

UN IMMONDE SANS LIMITE
25 ANS APRÈS UN MONDE SANS LIMITE
JEAN-PIERRE LEBRUN



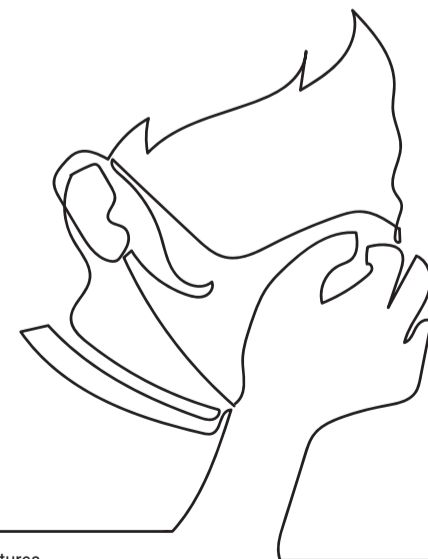
ÈRES

Une vingtaine d'années après *Un monde sans limite*, Jean-Pierre Lebrun refait le point sur ce qui a changé dans l'économie psychique contemporaine. Dans sa pratique clinique, il a observé des configurations mentales inédites qui l'amènent à parler d'une « crise de l'humanisation » et même d'une « aliénation sociétale inédite », auxquelles seul le travail de la culture pourrait remédier, à savoir celui qui sépare un enfant de sa mère. Ce travail faisant de plus en plus défaut, il parle alors d'une « déssexualisation du vivre ensemble ». Voilà pour les constats. Dans la foulée de la psychanalyse, l'auteur rappelle que toute verticalité – un invariant de la condition

humaine – n'est pas à supprimer, même si l'horizontalité égalitaire promue par le libéralisme tardif semble désormais irréversible. En étant sorti de la religion, celui-ci célèbre la singularité, l'autonomie, la liberté de choisir, la vie privée, l'émotion, l'imaginaire embrasé, le tout-est-possible, la jouissance, la prééminence de l'individu et de ses exigences sur le collectif, le tout sous la houlette de la technoscience destructrice du symbolique et du langage. Pour grandir, un enfant, en tant qu'être de parole – parlêtre, disait Lacan –, devra toujours passer par la confrontation avec un tiers, que ce soit son père légitime ou toute autre personne qui en assurera le rôle symbolique, « le principe paternel [...] ne véhicul[ant] rien d'autre que ce que nous devons à notre condition de parlêtre ». La tâche est ardue car « il s'agit ainsi aujourd'hui de penser à neuf : en intégrant l'égalité des conditions mais tout autant la dissymétrie des places ». Lebrun est souvent vu, à tort, comme la sentinelle du patriarcat, alors qu'il propose une troisième voie, certes difficile à mettre en œuvre, qui refuse autant les excès du passé, avec son modèle pyramidal-patriarcal, que les outrances du présent avec son relativisme absolu et son refus de toute autorité collective. Il nous suggère, pourrait-on dire, de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain, car il en va de la démocratie où « il faut donc un citoyen dont le désir se reconnaisse comme divisé entre son souhait propre et ce qu'il doit accepter de perdre pour que le collectif continue d'exister ». La psychanalyse peut toujours nous aider à nous orienter dans cet immonde sans limite.

Jean-Pierre Lebrun, Un monde sans limite. 25 ans après Un monde sans limite, Ères, 2020, 282 pages.

B. L.



Bonnes lectures, en cette période de confinement...

CLAP DE FIN

Impossible de savoir, au jour et à l'heure de la rédaction de cette chronique, si le confinement général aura été levé, si le vilain virus s'en sera allé sous d'autres cieux – le plus loin possible dans l'azur, on ne peut que le souhaiter – et si cette longue période d'incertitudes, de craintes de toutes sortes, fondées ou non, aura pris fin. En tout état de cause, une chose est sûre : ce long moment aura été l'occasion pour beaucoup d'entre nous d'y aller, sur les réseaux sociaux, là où se sont tenus de belles discussions et de réels échanges, de considérations qui vont toutes – exceptions faites des sempiternelles bêtises et futilités qu'on aura encore dû subir – dans le même sens et que l'on trouvera très certainement ici même, sous d'autres plumes que la mienne (qui fait ce qu'elle peut).

On pourrait résumer ces échanges et ces souhaits par cette formule, rude et sans appel, certes, mais qui dit bien ce qu'elle veut dire : « *Les conneries, c'est terminé, on passe à autre chose* ». On peut aussi se souvenir du fameux An 01 de Gédé dans l'hebdomadaire *Pilote*, dans la foulée du mois de mai 68, dont on a tiré un film qui a marqué ma génération. On aura vu, en effet, tout au long des semaines passées, les gens contraints de rester sagement cloîtrés chez eux, d'autres obligés d'aller au turbin avec les risques de prolifération de l'épidémie parmi et entre ces travailleurs dont certains, pour ces raisons, se sont mis en grève ou ont simplement déserté leurs postes. Au grand dam des entrepreneurs et des têtes molles de l'économisme à outrance et à n'importe quel prix qui lançaient des cris et voyaient dans ces désertions la mise à mal de leurs profits et de leurs dogmes. Le ralentissement, voire l'arrêt de nombreuses activités, le fait que, pour les confinés à l'insu de leur plein gré mais faisant preuve d'un civisme remarquable, les achats d'habitude compulsifs ne tenaient plus qu'au strict nécessaire, tout cela a effectivement eu pour effet que, généralement, la grande machine de longtemps actionnée par la pseudo-nécessité consumériste s'est trouvée pratiquement mise à l'arrêt. Et, curieusement, personne ne semblait trop s'en plaindre dans le chef des premiers concernés : les consommateurs de tout et du n'importe quoi.

On aura remarqué – les témoignages venus d'un peu partout l'auront confirmé – que, du fait de ce ralentissement général des activités et des déplacements – pratiquement plus d'automobiles dans les rues, de moins en moins d'avions au-dessus de nos têtes – tout à coup l'air était plus respirable dans les villes, que la pollution atmosphérique était partout en baisse, enfin, qu'il semblait bien que, dans les zones habituellement encombrées des mille substances toxiques qui agressaient nos organismes, on pouvait allègrement ouvrir les fenêtres pour laisser entrer un air vivifiant et réparateur. *A contrario*, bien évidemment, il n'échappe plus qu'à peu de gens que ce constat condamne irrévocablement tout le système, tout un monde qui, jusqu'ici, est la cause des bouleversements de toutes natures dont nous payons aujourd'hui le prix. De nombreuses études montrent, en effet, que les régions les plus touchées par l'extension

et l'étendue de la propagation du coronavirus étaient celles où l'activité industrielle était la plus concentrée. C'est le cas du Nord de l'Italie, par exemple, là où l'épidémie s'est développée à une allure telle que nos lointains voisins transalpins sont les plus touchés.

Au passage, on épinglera, pour en rire autant que pour s'en offusquer, la manière désastreuse dont les autorités politiques et sanitaires de l'Hexagone ont mis en place les mesures censées contrarier la menace d'une catastrophe dont elles étaient pourtant prévenues, dès avant le mois de janvier, par la voix de l'ex-ministre

Et donc.

Les conneries, c'est terminé ! On doit passer à autre chose ! Il faudrait, dès maintenant, que ce que la société compte comme possibles forces d'opposition se mette en mouvement. En théorie, d'abord, profitant du temps qui nous est donné de ne pouvoir faire autre chose que penser, toutes et tous, chacune et chacun enfermés dans leurs appartements, leurs maisons. Mais aussi, bien sûr, les associations, les groupes, les partis, les clubs, comme en 1789, confinés pour l'heure et dispersés. Partout et inlassablement il

faut que la pensée domine et pointe le bout de son nez. Que soient publiés et massivement partagés sur les réseaux sociaux – quelle arme, aussi, à disposition de cet objectif ! – les idées, les adresses, les admonestations, les cris de colère, les revendications de toutes natures. Car, oui, de toute évidence, la conscience en vient, à des milliers de gens, que le tristement célèbre néo-libéralisme et son cortège de mesures insensées dans les domaines de la production, de ce qui est produit, de ce qui est nécessaire comme énergies fossiles et autres pour cette production, que le sort fait aux plus faibles que sa propre logique produit est insupportable ; qu'il va falloir absolument et partout inventer et mettre en place toutes les alternatives imaginables et ce, dans tous les domaines qui touchent à la vie de toutes et de tous sur ce qu'est devenue notre malheureuse planète.

Mais il faut, à toute force, que se manifestent au plus vite et quelle qu'en soit la manière, ces exigences et les multiples alternatives qui pourraient, par exemple, prendre la forme d'une manière « *d'adresse solennelle à tous les partis politiques et leurs représentants* » qui serait rédigée par ce que compte notre pays de personnalités morales, scientifiques et autres – une manière de Comité des Sages – qui, de longue date, sur bon nombre de supports, sont de ceux qui alertent et proposent les idées issues de leurs recherches et leurs conclusions. Bien sûr, il faudrait aussi que notre exemple soit suivi ailleurs, chez nos voisins du nord comme du sud et qu'au sein desquels, pareillement, cet appel puisse être de la même ampleur puisque tout est lié et que ce n'est qu'universellement que le changement de cap doit pouvoir s'opérer. Au surplus, je voudrais, ici, lancer l'idée

d'une manifestation – les confinés pourraient enfin se dégourdir les jambes – dans les rues de la capitale – et pourquoi pas simultanément à Paris, Berlin, Rome, Madrid... – dès lors que le dramatique épisode que nous vivons aujourd'hui sera passé et les alarmes apaisées. Une manifestation de grande ampleur qui réunirait les groupes de pression, les associations, les syndicats de travailleurs et la multitude de celles et ceux qui aspirent à tout autre-chose et qui veulent que cet autre chose advienne. J'en appelle à toutes les consciences, à toutes les meilleures volontés pour que ce projet prenne forme et que, dès maintenant, celles et ceux qui en ont le désir et le pouvoir, se parlent et échangent là où cela est possible.

Jean-Pierre L. Collignon



Illustration: Théodora Jacobs

de la santé, Agnès Buzyn, qui, dans un entretien avec le journal *Le Monde* a, comme on dit, « lâché le morceau » ; la responsabilité morale et pénale des hautes sphères du pouvoir est, là, clairement établie. De la même manière, là-bas comme ici, les politiques d'austérité des dernières années, dictées par la communauté européenne et appliquées avec enthousiasme par les différents gouvernements qui se sont succédé ont eu pour cible l'ensemble de ce qu'il restait encore de protection sociale en ce compris les domaines de la santé publique. On se souviendra de la manière dont les forces de répression policière, en France, ont traité le personnel soignant lors des manifestations qui dénonçaient, justement, les pertes catastrophiques des moyens en infrastructures et en personnel dans ce domaine pourtant vital pour la collectivité.

STAY HOME

Vu les circonstances, le travail a été rendu plus compliqué pour ce numéro, notamment pour les correcteurs qui n'ont pu se rencontrer. Nous comptons sur votre **INDULGENCE**.



* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairopresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

